LE
LIVRE DU PRINCE DE BÜLOW
SUR
LA POLITIQUE ALLEMANDE

Quelques jours à peine avant la déclaration de guerre, M. Maurice Herbette nous a donné la traduction d'un livre du prince de Bülow intitulé : *la Politique allemande*, avec un avant-propos de M. de Selves, qui n'a pas été longtemps ministre des Affaires étrangères, mais l'a été assez pour bien connaître la situation générale de l'Europe et en parler avec justesse. Il a fort bien vu et fait voir la contradiction qui existe dans l'esprit du prince de Bülow et dans son livre.

Rarement les aspirations, les ambitions mondiales de l'Allemagne ont été mieux indiquées, mieux étalées que dans ce livre. L'Allemagne y est représentée comme un pays neuf qui n'est encore qu'à ses débuts et vient seulement de franchir la première étape de sa croissance. « L'unité politique, dit M. de Bülow, n'a pas été la conclusion de notre histoire : elle est devenue le début d'un nouvel avenir. Placée au premier rang des Puissances européennes, l'empire allemand a repris une part entière à la vie de l'Europe. La vieille Europe, d'ailleurs, n'était plus depuis longtemps qu'une fraction de l'ensemble de la vie des peuples. » M. de Bülow enveloppe tout de suite l'horizon allemand d'un regard qui l'élargit démesurément. Nous sommes

ici très loin de l'affirmation qu'aimait à répéter Bismarck, que l'Allemagne était une nation rassasiée, saturée. Ayant atteint l'objet de son long effort historique, elle était devenue la nation conservatrice par excellence. Quel que soit son respect pour Bismarck, le prince de Bülow n'hésite pas à dire combien cette vue lui paraît bornée. Elle était bonne autrefois, elle ne saurait suffire aujourd'hui : l'Allemagne ne peut plus se contenter de ce que M. de Bülow appelle dédaigneusement « la béate existence d'un État continental. » Il lui reste infiniment à entreprendre et à réaliser : il lui reste à faire sur mer ce qu'elle a fait sur terre et à devenir la plus grande puissance maritime et commerciale du monde comme elle est la plus grande puissance politique et militaire de l'Europe. Alors seulement ses destinées seront accomplies. Telle est la conception de M. de Bülow, et ce n'est pas elle qui nous étonne, mais bien la conclusion qu'il en tire, car c'est exactement celle de Bismarck, à savoir : que l'Allemagne est la nation la plus conservatrice qui existe, la plus pacifique, la plus rassurante pour la tranquillité de l'univers. Nous ne nous y attendions guère et les faits n'ont pas tardé à donner à M. de Bülow un sanglant démenti. Il n'était d'ailleurs pas lui-même assez sûr de sa thèse pour n'avoir pas pris ses précautions contre les surprises possibles. La philosophie de son livre est tout entière dans la phrase suivante que nous en extrayons et qui a aussi frappé M. de Selves : « Un événement qu'il faut faire entrer dans tout calcul politique, c'est la guerre. Nul homme sensé ne la désire. Tout gouvernement consciencieux cherche de toutes ses forces à l'empêcher aussi longtemps que l'honneur et les intérêts vitaux de la nation le permettent. Mais tout État doit être dirigé dans toutes ses parties comme si, demain, il devait avoir une guerre à soutenir. » Cela est vrai, nous ne le voyons que trop, même pour les nations et les gouvernemens les plus sincèrement pacifiques, à plus forte raison pour ceux qu'une politique de proie pousse fatalement sur les champs de bataille. L'Allemagne n'avait pas besoin qu'on le lui rappelât.

Le livre de M. de Bülow est un document très précieux, et nul n'en sera surpris. Diplomate de profession, élève de Bismarck et le meilleur sans doute, instruit par l'étude, la pratique des hommes, l'expérience des choses et doué d'une parole séduisante, longtemps l'homme de confiance de l'empereur Guil-

laume, il a été une douzaine d'années chancelier de l'Empire et, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, il a dirigé la politique de son pays avec habileté et énergie. On sait comment il a perdu la confiance et la faveur de son maître. Un jour, l'Allemagne a trouvé que l'Empereur parlait trop et M. de Bülow n'a pas caché que c'était aussi son sentiment. L'Empereur ne lui a su aucun gré de sa loyale franchise et, à la première occasion, qui ne s'est pas fait attendre, il l'a laissé choir sous un vote du Reichstag. Depuis lors, le prince de Bülow passe la plus grande partie de son temps à Rome. D'acteur qu'il était, il est devenu simple spectateur, mais il n'a pas cessé de suivre avec une grande activité d'esprit les affaires de l'Allemagne et du monde et, n'ayant plus à les conduire, il en donne volontiers son avis. Son livre, toutefois, a un caractère rétrospectif. C'est la politique de l'Allemagne pendant qu'il était chancelier que M. de Bülow expose; mais les lignes directrices de la politique allemande n'ont pas changé depuis qu'il a quitté la chancellerie impériale et, tôt ou tard, une politique qui visait à l'hégémonie mondiale et pratiquait systématiquement l'égoïsme le plus étroit, le plus implacable, sans tenir aucun compte de l'intérêt des autres et pas davantage de leur dignité, devait aboutir à la guerre générale. L'erreur de la politique allemande a été de croire qu'on n'oserait.

Le livre se divise en deux parties. Nous ne parlerons aujourd'hui que de la première, qui traite de la politique extérieure. Quelle en est la préoccupation dominante? Bien que M. de Bülow passe en revue toutes les nations de l'Europe et parle même de l'Amérique et du Japon, c'est surtout l'Angleterre qu'il a en vue; c'est de son côté qu'il se tourne le plus souvent avec inquiétude, comme s'il sentait que là est le danger pour les nouvelles ambitions de son pays. Et sans doute il se préoccupe aussi de la France et de la Russie, mais il semble prendre moins d'ombrage de leurs desseins. Pour en bien comprendre le motif, il faut remonter assez loin avec lui dans notre commune histoire.

M. de Bülow ne dissimule pas que l'entrée en scène de l'Allemagne en 1864, en 1866, en 1870, avec les succès rapides et décisifs d'où est sortie sa grandeur, n'a pas été vue avec beaucoup de faveur par les vieilles grandes Puissances qui ont été troublées dans leur quiétude et ont senti qu'une rivale

leur était née. Sa bienvenue au jour ne lui a pas ri dans tous les yeux. La Prusse d'abord, l'Allemagne ensuite, marchaient en effet à pas de géant et se préoccupaient infiniment peu de ce qu'elles écrasaient sur leur route. Il a fallu se gêner, se serrer pour leur faire place, et on s'y est résigné sans bonne grâce. Tout devenait plus difficile avec l'Allemagne qui bouleversait l'équilibre établi, émettait sans cesse des prétentions nouvelles, montrait un caractère difficile et apportait dans toutes les affaires des vues personnelles qu'elle imposait. On s'inclinait, parce que les intérêts en cause n'étaient encore ni assez nombreux ni assez importans pour qu'on se révoltât, mais on commençait à trouver les exigences allemandes insupportables. M. de Bülow rapporte à ce sujet une boutade d'un de ses collègues : « Vers 1895, écrit-il, à Rome où j'étais alors ambassadeur, mon collègue anglais, sir Clare Ford, me dit avec un soupir : « Que les arran-« gemens politiques étaient donc plus commodes et moins com-« pliqués, lorsque l'Angleterre, la France et la Russie formaient « l'aréopage de l'Europe et qu'on n'avait besoin d'y appeler l'Au-« triche que dans de rares occasions ! » Ce bon vieux temps est passé, ajoute fièrement M. de Bülow. Le concert européen s'est accru, depuis plus de quarante ans, d'un membre qui a voix au chapitre et qui, non seulement a la volonté de faire entendre sa voix, mais aussi dispose de la force pour agir. » Voilà le ton, il ne varie pas, il est toujours le même depuis la première page jusqu'à la dernière. A la manière des gens parvenus trop vite, l'Allemagne semble éprouver un plaisir de vanité à déranger les autres ; elle y trouve la preuve de son importance dont elle ne jouit pleinement que lorsqu'elle la fait sentir pesamment. Elle est volontiers mauvais coucheur : c'est son goût de l'être. Et, si on n'est pas content, peu lui importe, puisqu'elle « dispose de la force pour agir. » Ces manières nouvelles déplaisent et choquent : on les tolère toutefois aussi longtemps qu'elles ne font en effet que déplaire et choquer sans porter atteinte à de graves intérêts. On sacrifie beaucoup à la paix du monde. L'Allemagne en profite pour grandir, grossir, envahir. Elle devient industrielle et commerciale : son génie la porte à produire beaucoup et à imposer ses produits aux autres. Tous les moyens lui sont bons pour cela. C'est la première forme de son initiation à la vie mondiale où elle ne tarde pas à se jeter à corps perdu. « A mesure, dit M. de Bülow, que notre vie nationale se transformait en vie

mondiale, la politique de l'Empire allemand devenait, dans les mêmes proportions, une politique mondiale. » Au surplus, l'Europe tout entière était entraînée dans des voies nouvelles : l'Allemagne devait l'y suivre, l'y précéder, l'y supplanter. L'empereur Guillaume en a eu l'intelligence vive, rapide, profonde et M. de Bülow l'en félicite et l'en glorifie, déjà au nom de l'histoire. N'est-ce pas lui, le premier, qui a dit de l'Allemagne que son avenir était sur mer? Il a fait plus que le dire, il a ouvert les voies à l'Allemagne, il lui a donné une flotte pour les parcourir victorieusement.

Mais ce qui était — peut-être — l'avenir pour l'Allemagne était le présent pour l'Angleterre, un présent laborieusement acquis et très solidement établi. Comment l'Angleterre s'accommoderait-elle des ambitions avouées de l'Allemagne? M. de Bülov ne se fait aucune illusion à cet égard; il pressent qu'elle s'en accommodera mal, car aucune Puissance ne s'est laissée déposséder sans résistance de ce qu'elle regarde comme son patrimoine et son bien. L'Allemagne a donc prévu cette résistance, mais ne s'en est pas émue : elle s'est résolument proposé de battre l'Angleterre avec ses propres armes. Afin de lui prendre son secret, M. de Bülow s'est demandé comment, pourquoi elle était devenue la reine des mers. C'est, dit-il, parce que sa position insulaire lui ayant permis de ne rien craindre pour ses frontières, elle a pu, libre de cette préoccupation, porter tous ses efforts au delà. L'Allemagne ne jouit pas, tant s'en faut, d'un avantage pareil, car elle a partout des frontières vulnérables; mais, si elle parvient à les rendre invulnérables grâce à une armée qui paraîtra invincible et sémera autour d'elle la terreur de sa force, ne sera-t-elle pas arrivée au même résultat que l'Angleterre? Ce que la nature a donné gratuitement à celle-ci, ne l'aura-t-elle pas obtenu elle-même avec plus de mérite, par un moyen différent, mais aussi efficace? Ce premier but a été atteint, l'Allemagne est si évidemment invincible sur terre qu'elle y est inattaquable. Dès lors, elle peut tourner ses pensées du côté de la mer.

Sa politique a dû être longtemps à la fois hardie et prudente : hardie, parce que son ambition l'exigeait, prudente parce que, au moins pendant quelques années, l'Angleterre, restant la plus forte, pouvait s'apercevoir du péril qui la menaçait et le dissiper en frappant brusquement le premier coup. « Pendant les dix années,

dit M. de Bülow, qui suivirent le projet de loi sur la marine et le début de nos constructions de vaisseaux, une politique anglaise résolue à tout eût sans doute été en mesure d'arrêter net le développement maritime de l'Allemagne, et de nous rendre inoffensifs avant que nos serres eussent poussé sur mer. » Il fallait donc endormir les préoccupations de l'Angleterre et faire pourtant ce qui les justifiait. Problème ardu! M. de Bülow n'en diminue pas les difficultés, et rien n'est plus curieux que les pages où il les expose et même les étale : mais il se flatte de les avoir résolues. « Pour nos intérêts, écrit-il, comme pour notre dignité et notre honneur, il nous fallait tâcher de conquérir à notre politique dans le monde l'indépendance que nous avions assurée à notre politique en Europe. L'accomplissement de ce devoir national pouvait être rendu plus difficile par la résistance éventuelle de l'Angleterre, mais aucune résistance au monde ne pouvait nous en dispenser. » L'Allemagne est donc allée de l'avant. L'Angleterre, qui répugne à la guerre et ne la fait qu'à la dernière extrémité, s'est contentée de renforcer ses propres armemens. A diverses reprises, elle a essayé de s'entendre avec l'Allemagne pour une limitation qui serait observée de part et d'autre : l'Allemagne a passé outre et n'a voulu rien entendre. Elle semblait actionnée par une volonté supérieure. La fatalité s'en mêlait. « Il le fallait! » dit M. de Bülow. L'Angleterre, comme cela lui arrive parfois, a laissé passer plus d'une occasion favorable : l'amour de la paix l'emportait toujours chez elle. Aussi le moment est-il enfin venu où l'Allemagne a jugé que son œuvre était terminée, ou du moins assez avancée pour lui permettre de jeter le masque. Rappelant avec satisfaction les traits adroitement équilibrés d'une politique qui lui a permis, sans être l'amie de l'Angleterre, ce qui l'aurait fait tomber sous sa dépendance, de n'être pas non plus son ennemie, ce qui aurait dès le premier moment paralysé son effort, « c'est ainsi, dit M. de Bülow, que nous avons réussi en fait, sans être inquiétés ni influencés par l'Angleterre, à créer cette puissance maritime qui donne une base réelle à nos intérêts économiques et à nos projets de politique mondiale, puissance telle, que l'attaquer semblerait une grave témérité, même à l'adversaire le plus fort. » Les « serres » avaient poussé suffisamment.

Est-ce bien sûr? On vient de voir que l'Angleterre a eu la grave témérité qui paraissait impossible à M. de Bülow. N'a-

t-il pas lancé un peu trop tôt, un peu trop haut, son cri de triomphe? Où est la flotte allemande en ce moment? Elle se cache dans les ports, les fleuves, les canaux; elle se couvre prudemment par des torpilles et des mines flottantes; elle reconnaît donc la supériorité persistante de la flotte britannique. M. de Bülow a-t-il cru que l'Angleterre, à l'occasion, n'userait pas de cette supériorité? Ce n'est cependant pas qu'il ait méconnu les intérêts de l'Angleterre dans une question qui est vitale pour elle, ni qu'il se soit mépris sur ce que sa politique a de résolu, d'inflexible, de permanent. Les pages qu'il a écrites à ce sujet sont parmi les meilleures de son livre : nous voudrions pouvoir les citer tout entières, mais nous sommes obligé d'abréger.

« Il n'y a pas, dit-il, d'État au monde dont la politique se meuve aussi imperturbablement que la politique anglaise dans des voies traditionnelles. C'est à cette continuité séculaire de sa politique extérieure, demeurée indépendante du changement des partis au pouvoir, qu'elle doit ses grandioses succès sur la scène du monde. L'alpha et l'oméga de toute politique anglaise fut de tout temps la poursuite et le maintien à son profit de l'empire des mers. L'intérêt que prend l'Angleterre au groupement des forces sur le continent européen ne vise pas seulement l'avantage et le bien-être des États qui se sentent opprimés ou menacés par la supériorité d'un seul d'entre eux. Une telle sympathie humanitaire et désintéressée exerce rarement une influence prépondérante sur les résolutions politiques du gouvernement d'un grand État. Pour la direction de la politique anglaise, ce qui sert de guide, c'est la répartition des forces en Europe et sa répercussion sur la maîtrise anglaise de la mer. Tout déplacement de puissance n'ayant aucune conséquence à cet égard a toujours été assez indifférent au gouvernement anglais. Si l'Angleterre, par tradition, c'est-à-dire conformément à ses immuables intérêts nationaux, se montre hostile, ou tout au moins défiante vis-à-vis de la nation européenne qui se trouve être la plus forte, le motif en est avant tout dans la signification qu'elle attribue, en ce qui concerne la politique maritime, à la supériorité des forces sur le continent. » Il y a beaucoup de vrai dans ce jugement. Aussi longtemps que l'Allemagne n'a usé de sa force que pour établir sa prépondérance sur le continent, l'Angleterre est restée impassible, immobile. Mais, à dater du moment où l'Alle-

magne s'est servie de sa prépondérance continentale pour en faire le point d'appui de sa politique maritime, son attitude a changé.

Personne, on vient déjà de le constater, n'a jeté plus de lumière que M. de Bülow sur le lien étroit qui rattache la politique maritime de l'Allemagne à sa politique continentale. La seconde n'est pas indépendante de la première, elle en est la condition nécessaire. M. de Bülow va jusqu'à dire, et il a raison, qu'un échec de la politique mondiale de l'Allemagne pourrait ne pas influer sensiblement sur sa situation continentale, mais que la réciproque n'est pas vraie et qu'un échec ou une diminution de prestige de l'Allemagne sur le continent renverserait d'un seul coup l'échafaudage de sa politique mondiale. C'est là une vue très juste : les faits d'hier l'ont confirmée. Dès le lendemain de la déclaration de guerre, et avant même que les événemens se fussent dessinés avec quelque netteté dans un sens quelconque, les colonies de l'Allemagne se sont trouvées en péril. L'Angleterre s'est emparée de Togo, et le Japon a mis le siège devant Kiao-Tcheou. Et pourtant, l'Allemagne avait toujours ménagé le Japon, elle avait été pleine de prévenances pour lui. « Nous n'avons aucun intérêt, dit M. de Bülow, à nous aliéner ce vaillant peuple pourvu d'éminentes qualités et à l'avoir pour adversaire. » Ce vaillant peuple n'en est pas moins devenu l'ennemi de l'Allemagne et il s'apprête à lui enlever sa colonie d'Extrême-Orient. Que le coup soit sensible à l'Allemagne, il suffit pour s'en convaincre de demander à M. de Bülow quel prix elle attache à cette colonie. « En même temps, dit-il, que commençait la construction de notre flotte, nous nous installions, pendant l'automne de 1897, à Kiao-Tcheou; quelques mois plus tard se concluait avec la Chine le traité de Schantoung, un des actes les plus importans de l'histoire contemporaine de l'Allemagne, acte qui nous assurait notre place au soleil de l'Extrême-Orient, sur les rivages pleins d'avenir de l'océan Pacifique. » C'étaient là de beaux rêves! Qu'en restera-t-il bientôt? M. de Bülow, on le voit, n'avait pas tort de croire que l'Allemagne ne pouvait se soutenir sur mer et au delà des mers, que si sa puissance était incontestée sur le continent européen.

Mais s'il le savait si bien, l'Angleterre ne l'ignorait pas non plus : il était donc à prévoir que, lorsqu'elle pourrait porter atteinte à la puissance continentale de l'Allemagne, elle ne

manquerait pas de le faire, sûre par là de détruire en même temps sa puissance mondiale dont elle commençait à prendre sérieusement ombrage. Et si le gouvernement actuel de l'Allemagne ne l'a pas prévu, ce n'est pas la faute de M. de Bülow qui, dans sa retraite, lui prodiguait les leçons de l'histoire. « La puissance continentale la plus forte, écrivait-il, a toujours trouvé largement ouverte devant elle les chemins de la politique mondiale. Mais, sur ces chemins, l'Angleterre était en sentinelle. Lorsque Louis XIV suggérait à Charles II l'idée d'une alliance anglo-française, celui-ci, malgré ses sympathies personnelles pour la France, lui répondit que l'établissement d'une alliance sincère se heurtait à certains obstacles, dont le principal résidait dans les efforts que faisait la France pour devenir une Puissance maritime sérieuse... C'est surtout comme adversaire de la politique maritime française que l'Angleterre devint l'ennemie de la France dans la guerre de la Succession d'Espagne, qui porta le premier coup à la prépondérance française en Europe, valut aux Anglais, avec la possession de Gibraltar, la clef de l'Océan et leur donna les meilleures provinces du Canada. » Et M. de Bülow poursuit sa démonstration avec un renfort si abondant de preuves qu'on est étonné que la portée en ait été si mal comprise à Berlin. « Les événemens de 1866 et 1870, écrit-il encore, ont fait de la Prusse et de l'Allemagne la Puissance la plus forte du continent, et celle-ci a pris peu à peu dans l'esprit des Anglais la place qu'y occupait auparavant la France du Roi-Soleil et des deux Bonaparte. » D'après cela, on devait croire qu'en cas de guerre générale, l'Allemagne se défierait de l'attitude de l'Angleterre et qu'elle ne s'exposerait pas à une guerre aussi redoutable sans avoir pris des précautions et s'être assuré des garanties de ce côté. Et pourtant elle n'en a rien fait.

D'où lui venait sa confiance? Nous ne nous chargeons pas de l'expliquer. M. de Bülow en donne bien quelques motifs, mais ils sont de peu de valeur, vraiment. Ils se réduisent à dire que, l'Allemagne étant devenue trop forte pour être attaquée sur mer, l'Angleterre sentirait qu'elle n'avait rien de mieux à faire que d'être son amie. Le morceau vaut d'ailleurs la peine d'être cité : « Les nuages de guerre font partie du ciel politique. Mais le nombre des nuages qui provoquent la foudre est incomparablement plus faible que le nombre de ceux qui se dissipent. La conduite de nos rapports avec l'Angleterre demande

une main particulièrement ferme et persévérante. Nous désirons des relations agréables, amicales même, sans nous effrayer d'un manque d'amabilité. Voilà sur quoi l'Allemagne doit régler son attitude vis-à-vis de l'Angleterre, l'Allemagne officielle aussi bien que la nation elle-même. Une politique d'obséquiosité est aussi défectueuse qu'une politique de brusquerie. Le peuple anglais, le plus uni politiquement, ne se laisserait pas détourner, par les plus ardentes protestations d'amitié, de résolutions qu'il aurait reconnues avantageuses, et il ne verrait qu'un aveu de notre faiblesse dans les preuves d'amitié qui n'auraient pas pour base un intérêt reconnaissable. D'autre part, un peuple vaillant et fier comme le peuple anglais ne se laisserait, pas plus que le peuple allemand, intimider par des menaces ouvertes ou dissimulées. Appuyés aujourd'hui sur une flotte respectable, nous sommes vis-à-vis de l'Angleterre dans une autre posture qu'il y a quinze ans, où il nous fallait autant que possible éviter un conflit avec cette Puissance, jusqu'à ce que nous eussions construit notre flotte. A cette époque, notre politique extérieure se trouvait jusqu'à un certain point sous la dépendance de nos armemens : il lui fallait travailler dans une situation anormale. Aujourd'hui, l'état normal est rétabli : les armemens dépendent de la politique. L'amitié comme l'hostilité de l'Empire allemand, appuyé par une flotte puissante, ont maintenant pour l'Angleterre, cela va de soi, une importance autre que l'amitié et l'hostilité de l'Allemagne dépourvue de moyens d'action sur mer, comme elle l'était à la fin du XIXe siècle. La diminution de l'écart entre les forces anglaises et allemandes représente une décharge importante en faveur de notre politique extérieure vis-à-vis de l'Angleterre. » On sent déjà l'intimidation sous ces paroles. Cependant l'Allemagne aimerait mieux inspirer de la confiance que de la crainte, et il faut voir de quel ton M. de Bülow s'efforce de calmer les appréhensions que risque de faire naître la grandeur de l'Allemagne, en vantant sa modération. De tous les peuples de la terre, dit-il, celui qui a le plus rarement attaqué pour conquérir est le peuple allemand. Et ici encore nous devons citer, car on ne nous croirait pas si nous ne le faisions pas à la lettre : « Sans exagération ni vantardise, écrit donc M. de Bülow, on peut affirmer que jamais encore dans l'histoire une Puissance militaire d'une force aussi supérieure que celle de l'Allemagne n'a servi dans la même mesure la cause de la paix.

Ce n'est pas par notre incontestable amour de la paix que ce fait s'explique. L'Allemand a toujours eu l'esprit pacifique, et pourtant il a sans cesse été réduit à prendre les armes, parce qu'il lui fallait se mettre en défense contre une attaque étrangère. En réalité, la paix s'est maintenue surtout, non parce que les Allemands se sont abstenus d'attaquer d'autres nations, mais parce que d'autres nations ont craint la riposte allemande à leur propre attaque. Nos puissans armemens ont été une garantie de paix telle que n'en ont pas connue les derniers siècles, en proie à toutes les agitations. Un jugement historique ressort de cette constatation... »

Mais nous nous abstiendrons de reproduire le jugement historique de M. de Bülow. Il a parlé trop vite ; l'histoire se poursuivait, elle se poursuit encore ; on a pu voir ce qu'il fallait penser de l'esprit pacifique de l'Allemagne, lorsqu'elle a déclaré, à vingt-quatre heures d'intervalle, la guerre à la Russie et à la France et qu'elle l'a déchaînée dans toute l'Europe. L'histoire n'a pas porté son jugement, elle le prépare.

Pour revenir aux rapports des deux pays, on ne comprend guère, quand on a lu M. de Bülow, les illusions que l'Allemagne a pu garder sur l'inertie apparente de l'Angleterre. M. de Bülow a exposé en effet avec une admirable clairvoyance les motifs que l'Angleterre avait de s'opposer à l'ambition allemande sur mer en la frappant sur terre, et cependant ni lui ni son successeur, M. de Bethmann-Hollweg, n'ont pourtant paru croire que l'Angleterre, fidèle à ses traditions, raisonnerait et agirait aujourd'hui comme elle l'a fait du temps de Louis XIV et de Napoléon. La conversation que le chancelier actuel a eue avec l'ambassadeur d'Angleterre, M. Goschen, au moment de la déclaration de guerre, est à cet égard bien curieuse. La surprise de M. de Bethmann-Hollweg a été sans bornes lorsque l'Angleterre a rompu. Cet homme, qui avait montré jusqu'alors du sang-froid et du bon sens, en a littéralement perdu la tête et a mêlé à ses imprécations des propos prodigieux qu'il a dû regretter depuis, car ils ont retenti dans le monde entier où ils n'ont fait honneur, ni à lui, ni à son pays. — Eh quoi! s'est-il écrié, l'Angleterre se prononcerait contre l'Allemagne, un pays auquel elle est apparentée, un pays qui croyait pouvoir compter sur sa sympathie, un pays avec lequel elle n'avait jamais eu un dissentiment profond! Un homme est aux prises avec deux agresseurs qui veulent

le tuer : un troisième survient et lui plonge un poignard dans le dos! — L'homme traîtreusement attaqué est l'Allemagne; son meurtrier est l'Angleterre. M. de Bethmann-Hollweg n'en revient pas. Il y a de la naïveté dans son étonnement et dans sa colère. Peut-être n'avait-il pas encore lu le livre de M. de Bülow. S'il l'avait fait, sa colère aurait persisté, mais non pas son étonnement.

Ce qui provoque le nôtre, c'est que M. de Bülow lui-même, malgré son livre, n'a pas l'air de s'être beaucoup plus attendu que M. de Bethmann-Hollweg à ce qui est arrivé : on peut en juger à la manière dont il raconte ce qu'il appelle la tentative d'encerclement de l'Allemagne par le roi Édouard VII et le dénouement qu'elle a eu. M. de Bülow, qui est homme du monde et diplomate, parle d'Édouard VII avec une grande convenance dans les termes, mais il découvre distinctement en lui un ennemi de l'Allemagne, qui s'est donné pour but de former une coalition continentale contre elle. Il raconte les intrigues perfides que le Gouvernement anglais a nouées, sous l'inspiration de son Roi, pour isoler l'Allemagne en Europe et tourner contre elle la France, la Russie, l'Espagne, sans doute aussi les petites Puissances du Nord. Nous ne nous porterions pas garant que le roi Édouard VII ait eu vraiment toutes les intentions que M. de Bülow lui prête, mais, s'il les a eues, l'Allemagne a merveilleusement aidé au succès de ses vœux. Sa politique de coups d'épingle, ou plutôt de coups de bottes contre tout le monde a commencé dès ce moment à tourner tout le monde contre elle, au point qu'on l'a vue, à la conférence d'Algésiras, à peu près abandonnée, même par ses alliés. M. de Bülow le conteste : il parle des services que l'Autriche et l'Italie ont rendus à l'Allemagne et dont celle-ci leur a été reconnaissante; mais, par un chef-d'œuvre de diplomatie de leur part, il faut le croire, la France elle aussi a été satisfaite de l'attitude de ces mêmes Puissances et leur en a gardé un bon souvenir. En réalité, l'Allemagne, dans une conversation directe avec nous, aurait probablement obtenu plus que nous ne lui avons concédé lorsque nous avons pu nous appuyer, à Algésiras, sur la majorité et, en certains cas, sur l'unanimité des Puissances qui y étaient représentées. Déjà les prétentions de l'Allemagne commençaient à inquiéter, à irriter. S'il y a eu encerclement contre elle, c'est encore plus à elle qu'au roi Édouard VII que ce résultat a été

dû. Au surplus, le terme d'encerclement est ici très excessif, et personne n'a songé alors à pratiquer contre l'Allemagne la politique qu'il désigne. Ce qui est vrai, c'est qu'à Algésiras l'Allemagne a senti pour la première fois autour d'elle des résistances qu'elle n'avait pas prévues et qui lui ont été très sensibles. Elle s'était habituée à croire que la peur qu'elle faisait devait opérer comme l'antique : *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.* Sa volonté devait suffire pour incliner toutes les autres. Il n'en était plus tout à fait ainsi. Elle avait abusé de sa force, et le monde regimbait.

M. de Bülow expose dans son livre que la prépondérance de l'Allemagne tenait à deux causes, dont l'une était sa force incontestable et l'autre le prestige qui en résultait, en d'autres termes, à son armée et au bluff. Le prestige appartient à ces impondérables dont Bismarck a proclamé l'efficacité. Celui de l'Allemagne commençait-il réellement à diminuer? Quoi qu'il en soit, M. de Bülow en a eu l'appréhension. Il était alors chargé de la direction de la politique allemande. C'est lui qui avait engagé l'affaire du Maroc; il a toujours revendiqué la responsabilité et il la revendique encore aujourd'hui, en dépit des événemens ultérieurs, d'avoir envoyé l'empereur Guillaume à Tanger. Il avait cru faire un coup de maître et la conséquence était, en fin de compte, l'encerclement de l'Allemagne et la diminution de son prestige. C'était jouer de malheur! Il y avait eu là, devant le monde entier, un échec moral dont personne ne parlait tout haut, car ceux qui en avaient bénéficié avaient le bon esprit de ne pas s'en vanter, mais que tout le monde sentait. Les considérations dans lesquelles entre à ce sujet M. de Bülow en sont l'aveu.

Il fallait donc une réparation : le prestige allemand avait besoin d'être remis à neuf. L'occasion désirée ne tarda pas à se présenter : ce fut l'annexion de l'Herzégovine et de la Bosnie et la crise aiguë qu'elle provoqua. En fait, cette crise dure encore, et l'effroyable guerre à laquelle nous participons en est une des phases : mais nous ne parlons ici que de la première, celle qui fut remplie par l'émotion et l'intervention des Puissances slaves, petites et grandes, depuis la Serbie jusqu'à la Russie. On a vu alors, avec un dénouement bien différent, une première ébauche des événemens qui viennent de se reproduire. La Serbie a protesté contre l'annexion par l'Autriche de deux provinces dont les

habitans étaient de race serbe. Tout pays vit avec un idéal qu'il poursuit toujours, même au risque de ne l'atteindre jamais : il ne se le laisse pas arracher sans douleur. L'idéal des Serbes est naturellement de réunir un jour toute la nationalité serbe dans les mêmes frontières. L'acte accompli par le gouvernement autrichien était un coup porté à leur rêve d'avenir : de là l'effervescence qui se produisit à Belgrade et qui gagna de proche en proche jusqu'à Saint-Pétersbourg. La faute une fois commise, si on ne croyait pas devoir ou pouvoir la réparer, il aurait du moins été sage d'en adoucir les effets pour la Serbie; mais on n'en fit rien, loin de là! on se rappelle l'extrême raideur, l'inexorable exigence, l'injurieuse dureté qu'affecta alors la politique autrichienne. Le baron d'Ærenthal joua au Bismarck; il crut sans doute en être un nouveau, et d'autres que lui le crurent au premier moment; mais c'est une opinion qui ne tarda pas à se dissiper et que personne ne soutiendrait plus aujourd'hui. En dehors du motif que, en fait de violences, il faut s'en tenir à ce qui est strictement nécessaire et se garder de le dépasser, l'Autriche en avait un autre de ménager le sentiment des Serbes, c'est qu'elle aurait ménagé en même temps celui de la Russie. Bismarck n'aurait pas manqué de le faire. L'attitude adoptée et maintenue contre les Serbes devait produire sur la Russie l'effet d'une provocation. On en eut l'impression extrêmement vive à Saint-Pétersbourg; on s'émut, on commença à s'agiter. C'est alors que l'Allemagne intervint et personne n'a oublié la démarche que son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le comte de Pourtalès, fut chargé de faire auprès du ministre des Affaires étrangères, M. Isvolsky. L'Allemagne, qui était derrière l'Autriche, se plaça à côté d'elle ou même devant elle, « avec son armure étincelante, » et la Russie céda. On était encore trop près de la guerre de Mandchourie et de ses suites. L'armée russe n'avait pas eu le temps de panser, de guérir ses blessures. C'était, à Saint-Pétersbourg, un acte de haute raison que de savoir attendre. Mais, si le gouvernement allemand a cru que ce souvenir pénible s'effacerait de la mémoire du gouvernement russe, il a eu tort. Il avait déjà inquiété l'Angleterre, il venait de blesser cruellement la Russie : et ce sont là des choses qui laissent des traces ineffaçables.

On avait cru jusqu'à présent que, dans l'acte aventureux qu'il avait accompli, le gouvernement allemand avait été déterminé

par ce qu'il regardait comme son devoir d'allié. L'Autriche n'avait-elle pas été son « brillant second » à Algésiras ? Il avait une dette à acquitter. Mais le prince de Bülow présente la chose autrement et renverse les idées qu'on s'en était faites. En réalité, l'Allemagne avait gardé sur le cœur la mortification secrète de n'avoir pas été un très brillant premier et elle éprouvait le besoin impatient de s'en relever aux yeux de l'univers. Ce qui la détermina encore, toujours d'après M. de Bülow, ce ne fut pas tant la considération de son alliance que l'attitude de l'Angleterre. « L'Angleterre, dit-il, se mit du côté de la Russie et le langage de la presse anglaise prit un ton presque plus passionné que les voix russes qui résonnaient à nos oreilles. La pointe aiguisée de la politique anglaise parut se tourner moins contre l'Autriche que contre l'Allemagne, son alliée. C'était la première fois que l'alliance austro-allemande devait, en présence d'un grave conflit, prouver sa solidité et sa force... L'heure allait sonner qui devait montrer si l'Allemagne était vraiment mise en échec par la politique d'encerclement, si les Puissances attirées dans le cercle de la politique anti-allemande trouveraient ou non leurs intérêts vitaux en Europe conciliables avec une attitude et des actes hostiles à l'Empire allemand et à ses alliés.

« Les péripéties de la crise bosniaque marquèrent en réalité la fin de la politique d'encerclement. Aucune Puissance ne parut d'humeur à subordonner ses propres intérêts européens à des intérêts étrangers de politique générale et à exposer ses os pour autrui. La constellation très surfaite d'Algésiras se brisa contre le roc de la politique continentale. L'Italie resta aux côtés de ses alliés ; la France resta dans l'expectative et ne se montra pas désobligeante pour l'Allemagne ; l'empereur Nicolas donna au monde une nouvelle preuve de sa sagesse et de son amour de la paix, en se prononçant pour un règlement à l'amiable des difficultés existantes. Le savant encerclement et l'isolement de l'Allemagne, épouvantail passager d'esprits pusillanimes, se dévoila comme une fantasmagorie diplomatique établie sur des conceptions diplomatiques dénuées de réalité. L'erreur de calcul qui avait présidé à sa création avait été la suivante : on n'avait pas fait entrer en ligne de compte, avec son entière valeur comme facteur, la position de grande Puissance européenne de l'Empire allemand. »

L'hymne de victoire que chante glorieusement, mais prématurément M. de Bülow montre combien un homme même très intelligent peut, sous l'obsession d'une idée fixe, mal interpréter les faits qu'il raconte avec une exactitude apparente. Les faits qu'il raconte sont, en effet, littéralement exacts, et cependant on peut dire du passage que nous venons de citer : autant de mots, autant d'erreurs. M. de Bülow n'a pas compris les sentimens qu'ont éprouvés alors les diverses Puissances et dont leur attitude s'est inspirée. De la France, par exemple, il dit qu'elle resta dans l'expectative et ne se montra pas désobligeante pour l'Allemagne. Pourquoi se serait-elle montrée désobligeante pour l'Allemagne, puisqu'elle restait dans l'expectative, et pourquoi est-elle restée dans l'expectative, sinon parce la Russie y restait elle-même? La Russie avait pour cela les raisons très fortes que nous avons dites. Dès lors, la France et l'Angleterre, qui n'aspiraient pas à jouer le premier rôle dans les affaires slaves, devaient naturellement s'abstenir. Elles n'avaient pas à se demander si elles exposeraient ou non leurs os pour autrui, puisque autrui, c'est-à-dire la Russie, ne jugeait pas le moment venu d'exposer les siens. Mais certes, si la Russie avait eu un sentiment et une volonté contraires et si elle avait persisté dans la voie où elle s'était d'abord engagée, la France ne l'y aurait pas abandonnée. Elle aurait fait alors ce qu'elle a fait depuis, elle aurait rempli ses devoirs d'alliée. L'Angleterre n'avait pas les mêmes engagemens, et nous ne pouvons pas parler aussi sûrement pour elle que pour nous : elle aurait agi suivant ses intérêts, que M. de Bülow connaît si bien. Une grande guerre aurait éclaté dès ce moment. Nous sommes heureux qu'elle ne l'ait point fait, parce que les conditions actuelles sont bien meilleures qu'elles ne l'auraient été alors, mais nos dispositions étaient les mêmes qu'aujourd'hui. Et c'est ce dont M. de Bülow n'a pas eu conscience. Il n'a pas senti que la patience du monde était déjà à bout et qu'il serait imprudent de la mettre une fois de plus à l'épreuve. Il a cru que ce qu'il appelle la politique d'encerclement avait vécu, et que l'union de la France, de la Russie et de l'Angleterre avait été frappée d'un coup dont elle ne se relèverait pas. Et il a écrit comme conclusion à son étude cette phrase triomphante, arrogante comme un défi : « La tentative de donner à l'antagonisme anglo-allemand l'ampleur d'un système général de politique internationale ne se produira plus. Et, si on y revenait, on serait

de nouveau arrêté par les rudes réalités de la politique continentale, dont la plus rude est la Triple-Alliance. » On ne s'est jamais trompé plus complètement.

Puisque l'Allemagne se flattait d'avoir obtenu un grand succès, que ne s'y est-elle tenue? Il y a des expériences qu'il ne faut pas recommencer. Des circonstances qui semblaient analogues à celles d'alors ont amené hier un résultat opposé et le motif en est simple : c'est que la Russie, qui n'avait pas oublié le désagrément douloureux que l'Allemagne lui avait infligé en 1908, n'était pas disposée à en subir un nouveau. L'Allemagne a cru, au contraire, que la Russie, ayant cédé en 1908, devait le faire également en 1914, et on vient de voir que M. de Bülow l'avait annoncé par avance en termes formels. La vérité est bien différente : la Russie, qui avait refait son armée et repris des forces, n'attendait que l'occasion d'avoir sa revanche. Cette occasion, ni elle, ni nous, ni l'Angleterre ne l'aurions provoquée; le respect de l'humanité nous aurait retenus; mais nous étions résolus à ne plus la manquer, si l'Allemagne, poussant jusqu'à la démence la griserie d'une force qu'elle n'avait pourtant pas mise à l'épreuve depuis plus de quarante ans, assumait elle-même la responsabilité de la guerre. Comment aurait-il pu en être autrement? L'occasion se présentait sous les apparences les plus rassurantes : en effet, la Russie savait qu'elle pouvait compter sur le concours de son alliée et, quoiqu'elle n'eût pas la même certitude absolue en ce qui concerne l'Angleterre, le concours de celle-ci était probable : il est devenu certain, dès que la neutralité de la Belgique a été violée. Qu'importe, devait penser M. de Bülow, puisqu'il reste la « rude réalité » de la Triple-Alliance? On vient de voir combien haut il faisait sonner la valeur politique et militaire de cette combinaison politique. « Rarement, dit-il encore, sinon jamais, l'histoire de l'Europe n'a vu une alliance aussi solide. » Il en était bien sûr, mais, une fois de plus, il s'est trompé : dès qu'elle a fait appel à ses deux alliés, l'Allemagne en a vu un lui échapper.

Ce ne pouvait pas être l'Autriche, puisque c'est pour elle qu'on faisait ou qu'on avait l'air de faire la guerre, mais l'Italie s'est détachée de l'alliance et s'est déclarée neutre. Elle en avait le droit incontestable, car l'affaire avait été engagée à son insu, et elle en avait aussi les meilleures raisons, n'étant pas d'humeur, pour employer les expressions mêmes de M. de Bülow, à subor-

donner ses propres intérêts européens à des intérêts étrangers de politique générale et à exposer ses os pour autrui. Mais cette réserve de sa part était-elle une surprise? Pas tout à fait. Dans une certaine mesure, M. de Bülow l'avait prévue et Bismarck l'avait fait avant lui. « Il y a des politiciens, dit M. de Bülow, qui hésitent à attribuer une vraie valeur à la présence de l'Italie dans la Triple-Alliance. Ils doutent que l'Italie soit en mesure et qu'elle ait le désir de marcher la main dans la main avec l'Autriche et avec nous dans toutes les complications éventuelles de la politique internationale. Même si ces doutes étaient fondés, ce qui n'est pas le cas, étant donnée la loyauté des facteurs dirigeans de l'Italie et l'intelligence politique du peuple italien, ils ne démontreraient pas absolument que la participation de l'Italie à la Triple-Alliance est dénuée de valeur. Même si l'Italie ne pouvait pas marcher dans toutes les situations, jusqu'aux conséquences extrêmes, avec l'Autriche et nous, même si l'Autriche et nous, nous ne pouvions pas nous lancer avec l'Italie dans toutes les complications des engrenages de la politique mondiale, l'existence de l'alliance empêcherait cependant chacune des trois Puissances de se ranger aux côtés de l'adversaire des deux autres. C'est ce qu'envisageait le prince de Bismarck, lorsqu'il disait un jour qu'il lui suffisait qu'un caporal italien, avec le drapeau italien et un tambour à côté de lui, fît face à l'Ouest, c'est-à-dire vers la France, et non à l'Est, c'est-à-dire dans la direction de l'Autriche. Tout le reste dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit en Europe, de la vigueur que nous montrerons alors au point de vue militaire et des résultats qu'obtiendront nos soldats et nos diplomates. » Nous laissons à nos lecteurs le plaisir de savourer ce morceau. Bismarck réduisait ici au minimum ses exigences qui étaient ordinairement plus impérieuses; il ne demandait à l'Italie et M. de Bülow ne lui demande à son tour qu'un caporal tourné vers l'Ouest avec un drapeau et un tambour : cela même est refusé à l'Allemagne. « La valeur suprême et totale d'une alliance ne s'éprouve qu'en cas de guerre, » conclut philosophiquement M. de Bülow. On a vu, en effet, dès le premier coup de clairon, quelle était la valeur de la Triple-Alliance. La Triple-Alliance, il faudra désormais se servir de ce mot en parlant de l'Angleterre, de la Russie et de la France, car c'est là qu'il s'applique bien : l'alliance de l'Alle-

magne et de l'Autriche ne peut plus s'appeler que la Duplice. « Tout le reste, dit encore M. de Bülow, dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit. » La cause de conflit qu'on a posée est précisément celle qui, en mettant en opposition directe ses intérêts et ceux de ses partenaires, devait inspirer à l'Italie le désir de reprendre sa liberté, en même temps qu'elle lui en donnait le droit.

Au surplus, ce n'est pas en Allemagne qu'on pourrait, en tout état de cause, s'étonner et encore moins s'indigner de voir un pays se dégager d'une obligation ancienne sous le coup d'un intérêt immédiat et puissant. Le prince de Bismarck, avec l'indépendance de son esprit sans scrupules, a établi en pareille matière la doctrine dont s'inspirent après lui ses successeurs : on vient de le voir à propos de la neutralité belge. « L'observation des traités entre les grands États, a-t-il dit dans ses *Pensées et souvenirs*, n'est que conditionnelle dès que la lutte pour la vie la met à l'épreuve. Il n'est pas de grande nation qui consente jamais à sacrifier son existence à la foi des traités, si elle est mise en demeure de choisir. Le proverbe *ultra posse nemo obligatur* ne peut jamais perdre ses droits par la clause d'un traité; il est de même impossible de fixer par contrat la mesure de l'intervention et les forces exigibles pour l'exécution du traité, dès que l'exécuteur ne trouve plus son intérêt dans le texte qu'il a signé ni dans l'interprétation première de ce texte. » M. de Bülow parle quelque part du « riche trésor de notions politiques » que Bismarck a léguées à l'Allemagne : voilà sans doute une de ces notions et une des plus utiles. M. de Bülow, qui la connaît, ne peut guère parler aux Italiens du respect dû aux traités. Il est en ce moment parmi eux et nous voyons dans les journaux qu'il se donne beaucoup de peine pour les ramener par la persuasion dans le giron de la Triple-Alliance, mais il se contente sagement d'invoquer leur intérêt. Les Italiens, jusqu'ici, ne le comprennent pas comme lui ; il ne les a pas encore convaincus.

Nous avons annoncé que nous ne parlerions pas aujourd'hui de la seconde partie du livre de M. de Bülow : il y traite de la politique intérieure de l'Allemagne. Il faut cependant dire un mot du chapitre qu'il consacre à la Pologne parce que, dans les circonstances présentes, ce chapitre se rattache étroitement à la diplomatie et à la guerre. Le prince de Bülow, pendant qu'il

était chancelier de l'Empire, a été aussi impitoyable pour la Pologne que l'avait été avant lui le prince de Bismarck, et ce n'est pas peu dire! « Les frontières des États, écrit-il, ne séparent pas les nationalités les unes des autres. S'il était possible que les membres de différentes nationalités, avec leurs différens idiomes, leurs mœurs et leur vie intellectuelle de genres divers, vécussent côte à côte dans un seul et même État sans succomber à la tentation de s'imposer mutuellement leur nationalité particulière, la face de la terre aurait un aspect beaucoup plus pacifique. Mais c'est une loi dans la vie et l'évolution historiques, que là où des cultures nationales différentes se touchent, elles se disputent la première place. Que là où deux nationalités différentes sont attachées au même sol, il soit difficile de les satisfaire toutes deux; que, dans de pareilles conditions préalables, des froissemens se produisent aisément; et, comme cela peut arriver, que des mesures prises d'un côté dans de bonnes intentions provoquent de l'autre côté l'émotion et la résistance : tout cela n'apparaît peut-être nulle part aussi clairement que dans cette partie de la vieille Pologne où, après le partage, on s'est le plus prêté aux désirs des Polonais. » C'est une étrange prétention de la part de la Prusse d'avoir été, des trois co-partageans, celui qui s'est le mieux prêté aux désirs des Polonais : en réalité, elle a été le plus malhabile et finalement le plus brutal, et c'est en Pologne plus peut-être que partout ailleurs, plus que dans les duchés de l'Elbe, plus même qu'en Alsace-Lorraine, parce que son action s'y est exercée plus longtemps, que son inaptitude radicale à s'assimiler une race étrangère s'est manifestée avec le plus d'évidence.

La politique prussienne est partie du principe, posé par M. de Bülow, qu' « une civilisation supérieure a, de tout temps, donné un droit politique : » et, comme la Prusse a une civilisation supérieure à toutes les autres, elle s'arroge partout et sur tous un droit politique prééminent. Exerçant ce droit en Pologne, elle s'est proposé d'y établir une colonie allemande par l'élimination des Polonais. Elle y a échoué pour des motifs qu'il serait trop long d'exposer ici et alors elle est devenue persécutrice jusqu'à la férocité. Elle s'est proposé résolument, systématiquement, impitoyablement, d'expulser les Polonais au moyen de l'expropriation et de prendre leur place. M. de Bülow expose avec complaisance, mais malheureusement avec inexac-

titude, les résultats de cette politique qu'il dit avoir réussie, en quoi il se trompe, et qui a fait naître des rancunes, des colères, des revendications inexpiables. Mais quoi! il faut en prendre son parti et poursuivre l'œuvre entreprise avec un redoublement d'énergie. Y aurait-il, par hasard, un autre droit au monde que les convenances de l'Allemagne? Si les méthodes employées « donnaient au début plus d'acuité à l'antagonisme des nationalités, certes il fallait le déplorer, mais, dit M. de Bülow, c'était inévitable. Il y a, en effet, dans la vie politique, de dures nécessités auxquelles il faut se conformer le cœur gros, et dont on ne doit pas se dégager par sentimentalité. La politique est un rude métier, dans lequel les âmes sensibles arrivent rarement à produire un chef-d'œuvre. » Soit, mais cela n'arrive pas non plus toujours aux âmes insensibles, et il ne suffit pas qu'elles le soient pour faire des chefs-d'œuvre : ce serait trop facile! Les mots de rude et de rudesse pullulent étrangement dans la prose de M. de Bülow. Après tout, dit-il encore, avec une résignation aux faits exempte cette fois de toute mélancolie, « dans la lutte des nationalités, une nation est marteau ou enclume, victorieuse ou vaincue. » Cette philosophie politique paraîtra sans doute un peu sommaire : c'est elle qui a porté l'Allemagne à fouler aux pieds toutes les règles du droit des gens. On verra bientôt quelles en seront ailleurs les conséquences; mais, en ce qui concerne la Pologne, elles ont été immédiates. Des trois parties de cet infortuné pays que se sont partagé au XVIIIe siècle Frédéric, Catherine et Marie-Thérèse, c'est dans celle qui a été dévolue à la Prusse que la proclamation de l'empereur Nicolas devait avoir et a eu en effet le retentissement le plus étendu. Si on s'en étonne, si on en demande le motif, qu'on lise le livre de M. de Bülow.

Nous n'avons encore rien dit du long chapitre qu'il consacre à la France, et nous préférons en parler brièvement. Non pas que nous ayons à nous en plaindre : M. de Bülow s'exprime sur nous avec un très grand air de supériorité, cela va sans dire, — il le fait d'ailleurs sur tout le monde, — mais en somme avec convenance, et même avec une nuance de considération. Il ne trouve pas mauvais que nous subordonnions toute notre politique à des souvenirs qui nous sont douloureux et à des espérances qui nous sont chères : cela même lui inspire un vague respect, où il s'efforce à la vérité de mêler un

peu d'ironie. « On pourrait dire, écrit-il, que la rancune contre l'Allemagne est l'âme de la politique française; les autres questions internationales sont plutôt de nature matérielle et ne touchent que le corps. C'est le trait caractéristique du peuple français, que de placer les besoins psychiques avant les besoins matériels. L'humeur irréconciliable de la France est un facteur que nous sommes obligés d'introduire dans nos calculs politiques. C'est une niaiserie maladive à mes yeux que de nourrir l'espérance de pouvoir amener la France à une réconciliation réelle et sincère, tant que nous n'aurons pas l'intention de rendre l'Alsace-Lorraine. Et cette intention n'existe pas en Allemagne... Les Français ont le droit de prétendre à ce que cette opinion fondamentale de la majorité du peuple français soit comprise et appréciée. C'est une preuve d'un vif sentiment d'honneur, quand une nation souffre si profondément d'un affront subi par sa fierté, que le désir de la revanche devienne la passion nationale dominante. » Que faire en présence d'une nation qui, très obstinément, ne veut ni oublier ni désespérer, en un mot qui est, dit-il, « incorrigible, » et ici l'expression est fâcheuse? M. de Bülow raille un peu ceux qui ont trop attendu, dans leurs rapports avec la France, « des attentions et des amabilités qui constituent la petite monnaie des rapports internationaux, » et on se demande si, dans cette phrase, il n'a pas voulu faire une allusion détournée à l'Empereur lui-même. « Le Michel allemand, ajoute-t-il, n'a pas besoin de faire sans cesse le joli cœur, un bouquet à la main et parfois avec une révérence passablement gauche, pour se rapprocher de la revêche beauté qui ne détourne pas les yeux de la ligne bleue des Vosges. Seule, la lente constatation de l'immuabilité de la perte de 1871 amènera la France à s'habituer définitivement et sans arrière-pensée à l'état de choses déterminé par le traité de Francfort... En attendant, la France est contre nous. » L'Angleterre également, mais entre celle-ci et la France, il y a une différence. « La France, dit M. de Bülow, nous attaquerait si elle se croyait assez forte pour le faire, et l'Angleterre seulement si elle arrivait à la conviction qu'elle ne pourrait faire triompher que par des moyens violens ses intérêts économiques et politiques. Le mobile de la politique anglaise vis-à-vis de nous est l'égoïsme national; celui de la politique française, l'idéalisme national. Celui qui poursuit ses intérêts restera

généralement plus réfléchi que celui qui pourchasse une idée. »

Nous bornerons là nos citations : elles suffisent pour montrer ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a de faux dans la pensée complexe du prince de Bülow. Quand il présente la France comme « irréconciliable, » nous ne saurions dire qu'il se trompe, mais il le fait certainement quand il affirme que la politique française a été constamment inspirée et conditionnée par la seule idée de la revanche. Certes, la France n'a jamais renoncé, mais si l'idée de la revanche avait été constamment et uniquement la sienne, celle de la guerre l'aurait été aussi, et la France a été pendant plus de quarante ans pacifique : elle le serait encore si la guerre ne lui avait pas été déclarée. Quels que fussent ses sentimens secrets et profonds, elle ne s'est pas cru le droit de la déchaîner elle-même pour sa seule cause; c'est ce qui fera son honneur dans l'histoire et l'y distinguera de l'Allemagne. Il est vrai, et c'est encore son honneur, qu'elle a introduit de l'idéalisme dans la politique. L'Allemagne n'y en introduit-elle pas elle aussi, à sa manière qui n'est certes pas la nôtre, lorsque M. de Bülow la montre soucieuse de son prestige affaibli au point de mettre tout à feu et à sang pour en réparer les brèches? Il nous faut des causes plus nobles; nous ne faisons pas une politique de prestige; si nous avons un idéal, nous le plaçons plus haut, dans le droit. Nous ne sommes pas non plus une machine, une mécanique de fer et d'acier sans aucun mélange d'élémens plus souples, moins durs, plus doux.

Au surplus, la question d'Alsace-Lorraine n'est pas seulement pour nous une simple question de sentiment, bien que le sentiment y entre pour beaucoup. Faut-il dire à M. de Bülow que la grandeur matérielle d'un pays n'atteint sa pleine mesure que dans sa grandeur morale? Il le sait aussi bien que nous. Nous avons été terriblement diminués en perdant l'Alsace-Lorraine et bien plus que ne l'indique la proportion arithmétique du territoire perdu avec celui que nous avons gardé, et nous grandirons de beaucoup plus aussi lorsque nous recouvrerons nos deux provinces. La France a d'ailleurs montré à plus d'une reprise, son histoire en fait foi, qu'elle était capable de sacrifier ses intérêts au service d'une grande idée, et elle n'a pas eu toujours raison de le faire, mais nous ne regrettons pas qu'elle l'ait fait quelquefois, parce qu'une nation s'ennoblit par

là, et qu'au lieu de provoquer seulement la crainte, elle s'attire le respect et la sympathie. M. de Bülow nous oppose à l'Angleterre qui, d'après lui, poursuit son intérêt, tandis que nous poursuivons notre idéal. C'est faire injure à l'Angleterre : elle aussi a son idéal, qui est très noble; elle est une des grandes nations civilisatrices du monde et elle a répandu ses œuvres bienfaisantes sur toute sa surface. En tout cas, c'est un résultat imprévu de la politique allemande, qui se juge utilitaire et réaliste, d'avoir si bien mis l'intérêt de l'Angleterre d'accord avec l'idéalisme de la France. Nous ne nous en plaignons pas.

Pour conclure sur ces oppositions, quel est le but que, à peine née, l'Allemagne s'est aussitôt proposé? Le prince de Bülow le dit dès la première page de son livre : c'est de réclamer et de se faire de gré ou de force « sa place au riche banquet mondial. » Son malheur a voulu qu'arrivant tardivement à ce banquet, affamée, vorace, insatiable, ce ne soit pas sa place qu'elle y réclame, mais celle des autres, celle que les autres s'y sont légitimement faite par un dur, patient, héroïque labeur, poursuivi pendant de longs siècles, baigné de leur sueur, arrosé de leur sang. De là les sentimens universels qu'on lui porte. En dépit des défauts qui nous ont rendus quelquefois incommodes, le fond chevaleresque de notre nature et l'idéalisme que nous avons généreusement étendu à l'humanité tout entière, nous ont préservés d'en inspirer de semblables. Voilà pourquoi nous rencontrons aujourd'hui tant d'amis et nous avons confiance dans la justice prochaine.

***

LA PREMIÈRE RÉUNION A L'ALLEMAGNE

DE

LA LORRAINE ET DE L'ALSACE

ÉTAIT-ELLE FONDÉE EN DROIT PUBLIC? [1]

Les historiens français modernes ont trop facilement passe condamnation sur la légitimité de la première annexion allemande de la Lorraine et de l'Alsace ; ils ont admis, sans preuve suffisante, qu'elle avait sa source dans des actes diplomatiques réguliers, dans les partages carolingiens et les traités qui les avaient suivis. Si ce procès a besoin d'être revisé, on jugera sans doute que c'est plus que jamais à l'heure présente où les armées alliées rivalisent de bravoure et d'héroïsme pour la sainte cause du droit.

Sans doute, ce ne sont plus les droits historiques du moyen âge qui se trouvent aujourd'hui en cause : ce sont les droits de la civilisation contre cette régression barbare dont a parlé si noblement M. Bergson, le droit pour les nations de disposer d'elles-mêmes; le droit de sauvegarder leur liberté, leur culture et jusqu'à leur existence contre une oppression sans mesure et sans merci. Mais précisément le nœud même du procès que je voudrais reviser est là.

(1) Cette étude a été élaborée sur une base documentaire longuement mûrie en vue de la publication du tome IV des *Origines de l'ancienne France* de M. Jacques Flach.

Deux faits principaux le dominent, qui ont été méconnus et doivent être remis en leur vrai jour : la réalité vivante, dès le IXe siècle, d'un groupement ethnique, d'une nationalité embrassant la Lorraine et l'Alsace, dont les droits n'ont jamais été abdiqués, mais revendiqués au contraire sans répit par sa population ou ses chefs ; en second lieu, les rapports légaux et traditionnels entre cette nationalité et la couronne de France. Et quand je parlerai, à ce sujet, de suprématie franque, de droit des Carolingiens et des Capétiens, ce n'est aucunement à des principes théoriques et abstraits que je m'en référerai.

L'abstraction juridique ne saurait avoir de place dans l'histoire ; la réalité seule compte, qu'il s'agisse de fait ou d'idéal, et la réalité, en matière de droit public, elle, a son siège dans la conscience populaire. C'est donc cette conscience qu'il faut interroger dans ses manifestations multiples, c'est elle qu'il faut dégager à travers les siècles ; c'est dans les profondeurs mêmes de l'âme du pays qu'il faut jeter la sonde. Et ainsi verrons-nous que, même dans un passé reculé, c'est au mépris du droit, par l'abus de la force, par l'usurpation ou la violence, que la Lorraine et l'Alsace avaient été placées sous la domination allemande.

I

Le trait saillant de la Lorraine telle qu'elle fut, avec l'Alsace, érigée en royaume est d'avoir été le cœur même du *regnum Francorum*. C'est là que s'était fait l'établissement des Francs ripuaires, là que les Saliens se sont substitués à eux, après avoir triomphé des Alamans, c'est là que l'Austrasie avait eu son centre, la dynastie carolingienne son berceau. Le royaume de Lorraine fut donc une *France* par excellence, et il aurait été inexplicable que sa population eût jamais perdu la conscience des liens profonds qui l'unissaient au royaume de France, après que le royaume de Lorraine eut cessé d'exister. En réalité, les sentimens héréditaires et les cadres ethniques persistèrent à travers tous les remaniemens et tous les partages par lesquels ce royaume se démembra.

Le traité de Verdun (843) n'avait nullement séparé la Lorraine de la France ; il avait divisé la France de Charlemagne en trois royaumes, en trois Francies qui toutes trois relevaient des Carolingiens. La France du milieu, ou Lotharingie, avait,

après le partage de 855 entre les fils de Lothaire Ier, continué à former le siège du gouvernement et la résidence du roi, et c'est ainsi qu'elle devint le *regnum Lothariense*, qui comprenait l'Alsace et avait des dépendances en Bourgogne.

Après la mort de Lothaire II, le roi de la France occidentale, Charles le Chauve, revendiqua la couronne de Lorraine, par préférence à l'empereur Louis, en se prévalant de l'antique coutume franque qui donnait à la royauté pour assise l'*élection* dans une famille prédestinée. Au droit successoral de son neveu il oppose le libre choix des Francs austrasiens, des Lorrains. Encore que le pape Adrien II soutînt la cause de Louis II, les évêques lorrains présentèrent le roi de France comme l'*élu de Dieu et du peuple*, leur élu *unanime* même, et, à ce titre, le *légitime* héritier de la couronne, choisi qu'il avait été dans la famille carolingienne. Charles le Chauve fut solennellement couronné et sacré roi de Lorraine, le 9 septembre 869, dans la cathédrale de Saint-Étienne de Metz, puis reconnu en Alsace.

De cette couronne Louis le Germanique arracha un fleuron par la force. Sous la menace d'une invasion, Charles le Chauve dut abandonner, par le traité de Mersen (870), le cours du Rhin avec Metz, Trèves et le diocèse de Strasbourg, alors qu'il retenait Toul et Cambrai. C'était un morcellement anormal et provisoire. La France du milieu n'était atteinte que dans son étendue, et non point dans son existence nationale. Charles le Chauve continua à dater ses diplômes lorrains du jour de son couronnement à Metz, tandis que Louis le Germanique ne se fit pas couronner roi de Lorraine orientale et data ses diplômes de son avènement de roi de Germanie.

Les trois *Francies*, on le sait, furent momentanément reconstituées et réunies sous le sceptre de Charles le Gros. Quand l'unité se disloqua de nouveau, seule la Francie orientale ou germanique reconnut le bâtard de Louis le Jeune, Arnulf. La France du milieu, la Lorraine, par suite de la minorité de Charles le Simple et de l'usurpation du neustrien Eudes, se donne au nouveau roi de Bourgogne transjurane, Rodolphe, qui est sacré à Toul et reconnu par l'Alsace. Rodolphe ne put tenir devant les forces dont disposait Arnulf et celui-ci employa alors toutes les ressources dont il disposait pour faire accepter son bâtard Zwentibold comme roi par les Lorrains. Ils commencèrent par lui opposer un catégorique refus. Ceci se passait à

Worms en 894. Le roi de Germanie revint à la charge l'année suivante. Mettant à profit la rivalité, en France, d'Eudes et de Charles le Simple, corrompant les grands par des largesses, gagnant les évêques par l'octroi de privilèges, il finit par imposer l'élection de son fils. Zwentibold fut proclamé roi de Lorraine, couronné et sacré (mai 895).

Il ne s'agit là en aucune manière d'une incorporation à l'Allemagne, tant s'en faut. Le royaume de Zwentibold est un État autonome, indépendant de la Germanie, et soumis en tant que royaume franc à la prééminence ou suprématie du seul héritier légitime, à ce moment, des Carolingiens, le roi de France. Charles le Simple prétendit même à plus : dès cette époque, il revendiqua la souveraineté directe sur la Lorraine, ainsi que l'attestent les événemens de l'an 898, où le comte ou duc Régnier et un autre comte lorrain, Odacer, le reconnurent pour roi et l'installèrent en Lorraine. Si les Lorrains, après la défaite et la mort de Zwentibold, se donnèrent néanmoins pour roi Louis l'Enfant, c'est à titre de carolingien, et dans l'espoir que son jeune âge (il avait moins de sept ans) n'en assurerait que mieux leur indépendance nationale. Louis l'Enfant meurt tout jeune (911) et le roi de France est aussitôt et unanimement reconnu pour légitime souverain, remis en possession des États qui devaient lui revenir, *largiore hereditate indepta*, selon l'expressive formule de ses diplômes. Il fallut l'assaut du trône de France par les Robertiens, pour que l'autorité de Charles le Simple pût être ébranlée en Lorraine, et ce ne fut pas au profit de la Germanie, mais au profit d'une dynastie indigène, celle des Régnier. Le fils de Régnier Ier, Giselbert (Gilbert), est proclamé *princeps* (919-920), chef de la nation franco-lorraine, par un grand nombre (*plurimi*) de Lorrains.

Mais, chose curieuse, le respect de la légitimité carolingienne avait poussé en Lorraine des racines si profondes que beaucoup de Lorrains restèrent fidèles, malgré tout, à l'héritier légitime, sacré et couronné, Charles le Simple, et allèrent, pour lui garder leur foi, jusqu'à chercher un appui auprès du roi saxon Henri l'Oiseleur.

Que des partisans de Charles le Simple aient ainsi lié partie avec le roi de Germanie, cela a pu donner quelque vraisemblance à l'idée d'un abandon que le premier aurait fait au second de la Lorraine, en échange d'une alliance contre Raoul.

En réalité, ce n'est là que la réédition d'une ancienne légende dont les érudits modernes ont fait justice. Les Allemands l'ont imaginée pour légitimer après coup l'usurpation de Henri l'Oiseleur qui, mettant à profit les luttes intestines de la France occidentale, les embarras que les Normands causaient à Raoul, ses conflits avec Guillaume d'Aquitaine ou Herbert de Vermandois, était parvenu à mettre la main sur la Lorraine, à l'incorporer violemment à la Germanie, dans laquelle déjà la Francie orientale avait été absorbée. C'était en réalité une *occupatio bellica* qui heurtait de front l'esprit d'indépendance nationale des Lorrains, et, pour se prémunir contre leur résistance, Henri l'Oiseleur dut accorder au prince indigène Giselbert le *ducatus* de la Lorraine, avec la main de sa fille Gerberge (928).

Ni ce mariage, ni cette concession n'atteignirent le but visé, et nous allons voir combien fut précaire, avec quelle fréquence fut rompu le rattachement par la force de la Lorraine à la Germanie. J'espère prouver aussi que nul traité régulier, soit des derniers Carolingiens, soit des Capétiens, n'a jamais transformé l'état de fait en état légal.

Si Giselbert a pu être relativement fidèle à son beau-père Henri l'Oiseleur, il prit, dès 936, une attitude hostile au regard de son successeur Otton Ier, en même temps qu'il s'efforça de jouer un rôle dans les affaires de la France. En 939, lui et les principaux comtes lorrains, Otton, comte de Verdun, Isaac, comte de Cambrai, se rendent auprès de Louis d'Outremer, le reconnaissent pour souverain et lui font hommage ou fidélité. Les évêques lorrains, nous le savons, eussent fait de même, s'ils n'avaient été retenus par les otages donnés à Otton Ier. Un certain nombre d'entre eux n'en vinrent pas moins dans le Verdunois se soumettre au roi de France, et d'autres, tels que l'évêque de Strasbourg, qu'Otton avait emmenés au siège de Brisach, décampèrent de nuit et allèrent se joindre à Giselbert.

C'en était fait, semblait-il, de la domination saxonne en Lorraine, et le royaume de la France médiane paraissait sûr d'être reconstitué, soit directement au profit de Louis d'Outremer, soit avec Giselbert pour roi, sous la suprématie de Louis. Un coup de fortune guerrière en disposa autrement. Victime d'une surprise, Giselbert périt dans le Rhin, à Andernach. Le roi de France, consterné par cette perte, se hâta bien d'accourir en Lorraine, il épousa même sans délai la veuve de Giselbert,

Gerberge, mais la lutte qu'il avait à soutenir contre les Robertiens paralysa son action.

Est-ce à dire, comme on l'a avancé, qu'il ait fait à Otton Ier abandon de la Lorraine? Loin de là. Malgré la coalition qui l'a contraint à chercher un refuge passager en Bourgogne, il revient à la charge vers la fin de 940, il envahit la Lorraine où l'appellent une nouvelle révolte des Lorrains contre le roi de Germanie et l'expulsion par eux du frère d'Otton, établi duc sur eux. Une simple trève fut conclue ensuite entre les deux souverains, une trève et non pas un traité; et ce fut si peu un abandon ou une cession de la Lorraine que le duché fut confié à Ricuin, fils de cet Otton de Verdun qui, l'an d'auparavant, avait fait hommage au roi de France.

Cette trève ne fut convertie en paix que deux années plus tard, à Visé-sur-Meuse, et cette fois encore nulle renonciation quelconque ne fut consentie, mais, selon l'usage, la paix fut assurée par un pacte d'amitié et d'alliance.

C'était trop encore au gré des Lorrains. Otton Ier ayant institué pour duc le Franconien Conrad le Roux, les Lorrains se soulèvent et tout se rompt entre les deux rois. Ils ne se rapprochent à nouveau que grâce à la captivité de Louis d'Outremer, livré par les Normands à Hugues le Grand.

Il est d'évidence qu'allié d'Otton Ier, Louis d'Outremer s'est vu dans la nécessité de ne pas soulever la question lorraine. Il y a eu remise, temporisation : d'abandon, point. Les Lorrains ne se sentent pas même liés par cette alliance. En 951, le fidèle du roi Régnier entre en lutte avec le duc Conrad, et, deux ans plus tard, lors des dissensions qui éclatent entre Otton Ier, son frère et son gendre, les Lorrains prennent les armes pour récupérer leur indépendance nationale.

II

La mort prématurée de Louis d'Outremer permet une mainmise de la Germanie non seulement sur la Lorraine, mais sur la France. Lothaire Ier n'est âgé que de treize ans, et tombe sous la tutelle, puis sous la régence de son oncle Brunon, le frère d'Otton Ier, dont celui-ci avait fait, en 953, son *alter ego* en Lorraine et contre lequel les Lorrains se révoltent violemment en 957. Régent de la France, archiduc de la Lorraine, Brunon

peut comprimer cette révolte comme en un étau, et en exiler le chef, Régnier. Mais les fils de celui-ci se réfugient en France d'où ils reviendront exercer l'*æterna vindicatio.*

Brunon veut profiter de l'occasion exceptionnelle qui s'offre à la Germanie pour faire légitimer, par son pupille Lothaire Ier, l'usurpation de la Lorraine. Il n'y réussit pas. Les chroniques contemporaines ne parlent ni d'abandon, ni de renonciation, mais d'un simple pacte de sécurité. Flodoard, la meilleure autorité, ne mentionne qu'un *assurement*, une *securitas de regno Lothariense* donné par Lothaire à Brunon, et cette sécurité même était viciée dans son principe, puisqu'elle était imposée par un tuteur à son pupille.

La réplique des Lorrains ne se fit pas attendre. L'année n'était pas écoulée qu'une grande révolte éclatait sous la conduite du comte Immon.

La mort de Brunon, puis celle d'Otton Ier, firent plus que cette révolte ; elles changèrent la face des choses. Dès 973, les fils de Régnier, réfugiés en France, reparaissent en Lorraine et soulèvent leurs compatriotes; puis, à leur instigation, Lothaire lui-même entre en campagne (978).

Ainsi le procès ne cesse de se rouvrir. La péremption d'instance n'est jamais acquise. En vain allègue-t-on, imagine-t-on, du côté allemand, une série fictive de désistemens, les sources historiques chaque fois les démentent. En voici un nouvel exemple. En 980, une révolte de Hugues Capet oblige Lothaire à s'appuyer sur Otton II, à s'allier avec lui à Margut-sur-Chiers. La thèse germanique réapparaît, alors que les chroniques ne reflètent que l'intransigeance des deux parties adverses. On peut prendre la moyenne entre les *Annales de Hildesheim* qui parlent d'un hommage de Lothaire à Otton II et l'*Historia Francorum Senonensis*, qui veut que ce soit au contraire Otton II qui ait fait hommage à Lothaire, et l'on sera dans le vrai, on reconnaîtra que la situation légale entre les deux rivaux n'a pas changé.

Sitôt qu'Otton II meurt (7 décembre 983), la lice se rouvre. Otton III n'a que cinq ans, Henri le Querelleur cherche à le supplanter, les droits du roi de France sur la Lorraine s'affirment avec éclat.

Les comtes lorrains Régnier et Lambert, l'archevêque de Trèves, le frère de Lothaire, Charles, que le roi de Germanie

(peut-être pour légitimer par en-dessous sa possession) avait institué duc de *Basse-Lorraine*, toute l'aristocratie du pays enfin se tournent vers le roi de France. L'esprit de la population lui est favorable ; la fidélité aux Carolingiens a survécu, comme il apparut au siège de Verdun.

Lothaire, en effet, prend et reprend Verdun (985.) Il se dispose à assiéger Liége et Cambrai. Son succès paraît inévitable, malgré la trahison de l'archevêque de Reims, Adalberon, quand il est surpris par la mort (février 986.)

Louis V ne vécut pas assez pour reprendre l'œuvre ainsi interrompue. Il dut l'ajourner sous la menace d'une invasion allemande, mais aucun de ses actes n'indique qu'il y ait renoncé, et nul doute que, si Charles de Lorraine fût devenu roi de France, il n'eût récupéré la couronne de Lorraine.

Autant il est certain que l'avènement des Capétiens fit d'abord obstacle à cette reprise, autant j'estime qu'il laissa intacts les droits qu'avait sur la France du milieu le seul royaume de France survivant. A supposer même (ce que je n'admets pas) que les droits des Carolingiens n'eussent point passé à la dynastie nouvelle, la suprématie franque n'en restait pas moins sauve. Elle n'était pas attachée à une dynastie, mais au *regnum Francorum*. Supposons que la Lorraine fût restée un tel royaume, fût restée une France, et que le royaume de France occidentale eût disparu (absorbé, par exemple, par les Normands), c'est le roi de Lorraine qui aurait hérité de la suprématie sur la Gaule. Si, d'autre part, la Lorraine a cessé d'être une France, elle n'a pas cessé d'être une entité ethnique sur laquelle les droits du *rex Francorum* ont survécu.

Le plus récent, et j'ajoute le plus savant historien moderne de la Lorraine, M. Parisot, a mis au-dessus de toute contestation que la Lorraine est restée, par sa civilisation plus avancée, par ses mœurs et ses aspirations, par son esprit particulariste, par la langue française qu'elle parlait, par ses sentimens traditionnels enfin, un pays profondément distinct de la Germanie. La tradition n'a cessé d'être vivace du Rhin limite de la Gaule ; la rive gauche a continué à s'appeler *regnum Lotharii* par opposition à la *terra teutonica*, ses habitans *Lotharienses* et même *Lotha-Karlenses* (ce qui est spécialement caractéristique, les *Karlenses* étant les Français), par opposition aux *Teutonici* ; les manifestations d'esprit national se succèdent sans interrup-

tion; enfin, que la Lorraine parlât dès le x[e] siècle le roman, la langue de Gaule (*gallica lingua*) et non le teuton ou tudesque, les témoignages contemporains en font foi. A Toul, à Metz, le teuton est *lingua barbara*. De l'aveu d'un chroniqueur saxon, Widukind (1), le français est la langue maternelle des Lorrains. Ce dernier témoignage est particulièrement curieux, il est d'une stupéfiante actualité. Il prouve que les Allemands d'aujourd'hui, dans leurs subterfuges de guerre, ne font qu'imiter leurs barbares ancêtres. Widukind raconte qu'en 939, à la bataille de Birthen, où le duc Giselbert combattait contre Otton I[er], des Saxons qui savaient un peu de français (*qui Gallica lingua ex parte loqui sciebant*) se mirent à pousser en cette langue un grand cri de *sauve qui peut*, comme s'il partait du rang des Lorrains, et provoquèrent ainsi une panique. — C'était, mille ans par avance, la *sonnerie française* à l'aide de laquelle les Germains viennent d'essayer de tromper nos soldats !

Il importe maintenant de remarquer — M. Parisot l'a constaté comme un fait singulier — que de 987 à 1002, le duc de Haute-Lorraine Thierry I[er], cousin germain du roi de France Robert, n'apparaît ni dans les diplômes ni dans les chroniques en relations avec Otton III.

Cette circonstance rend tout à fait vraisemblable qu'à la mort d'Otton III (janvier 1002), Thierry, au lieu de prendre parti pour l'un des trois compétiteurs qui se disputaient la couronne de Germanie, ait reconnu pour souverain le roi de France Robert. Et, en effet, une charte de Saint-Mihiel est datée, cette même année, du règne de notre roi (2).

On objecte, il est vrai, que Henri II a été reconnu à Mayence (juin 1002) par des *Mosellans* et à Aix-la-Chapelle (7 septembre 1002) par des Lorrains. Mais la qualification de *Mosellans* est ambiguë et les Lorrains réunis à Aix-la-Chapelle sont exclusivement des évêques et comtes de la Basse-Lorraine. D'autre part, Thierry n'est pas nommé une seule fois avant l'assemblée tenue à Thionville (janvier 1003) où Thietmar dit que Hermann, duc de Souabe et d'Alsace, l'un des concurrens jusque-là de Henri II, lui a fait hommage et où le même chroniqueur parle

(1) Widukind, *Res gestae Saxonicae*, II, 17 (*Mon. Germ. hist.*, SS., III, 443).

(2) De toute façon, le fait certain est que d'autres chartes encore que celle de Saint-Mihiel sont datées, à cette époque, du règne du roi de France Robert.

de Thierry et de ce duc en termes tels qu'on voit bien que leur fidélité était plus que douteuse.

III

Voyons maintenant ce qui se passe quand le roi de Germanie Henri II meurt en 1024 (13 juillet), à une époque où Gozelon avait succédé à son frère Godefroi de Verdun dans le duché de Basse-Lorraine, et où, dans la Haute-Lorraine, Frédéric II, gendre du duc de Souabe et d'Alsace, avait été associé à son père Thierry Ier, qui vivait toujours.

Il semblerait que Gozelon dût hériter de l'inimitié qui avait longtemps régné entre son frère Godefroi et la famille des Régnier, les fidèles partisans du roi de France. Thierry Ier, de son côté, s'était trouvé en violent et prolongé conflit avec Eudes II de Chartres, à qui des possessions étaient provenues en Haute-Lorraine du traité par lequel Godefroi l'Ancien de Verdun avait dû racheter sa liberté d'Eudes Ier et de Herbert.

Eh bien! toutes ces luttes allaient s'apaiser comme par enchantement pour faire place à une entente des ducs de Basse et de Haute-Lorraine avec le roi de France Robert.

Les deux compétiteurs franconiens à la succession de Henri II se rattachaient par leur parenté à la Lorraine. L'un était Conrad l'Ancien, le neveu de Gérard, comte de Metz, l'autre Conrad le Jeune, le beau-fils de Frédéric II. Les ducs des deux Lorraines se mirent d'accord pour donner la préférence à Conrad le Jeune : Gozelon apparemment parce que Conrad l'Ancien avait soutenu les Régnier, Thierry et Frédéric parce qu'ils attendaient un surcroît de puissance de l'avènement de leur jeune parent. Or, à l'assemblée réunie à Camba le 4 septembre 1024, c'est la candidature de Conrad l'Ancien qui l'emporta.

A qui alors les ducs lorrains s'adressent-ils? Au roi de France Robert. Et à quelle fin? Ce ne peut pas être pour lui demander aide et secours, en faveur de leur candidat, puisque non seulement l'élection est faite et Conrad l'Ancien couronné, mais que Conrad le Jeune s'est solennellement désisté à son profit et soumis à son autorité. Il faut donc admettre qu'ils ont voulu reconnaître Robert comme légitime souverain, à titre de chef du *regnum Francorum* et de successeur des Carolingiens.

Cela ressort clairement, en effet, de la lettre écrite à Robert

par le comte d'Anjou Foulque Nerra, au nom de Guillaume d'Aquitaine. Guillaume demande au roi d'agir sur les ducs de Lorraine (comme sur ses fidèles) pour qu'ils le soutiennent dans sa lutte contre Conrad l'Ancien, auquel il disputait pour son fils le royaume d'Italie.

Pour avoir raison de Conrad en Lorraine, Robert devait à la fois réduire les seigneurs lorrains qui restaient fidèles au roi de Germanie, et prêter main-forte à ses propres partisans.

Il commence par s'assurer le concours d'Eudes II en se réconciliant avec ce puissant vassal, puis il pénètre en Lorraine afin de réduire Cambrai, dont l'évêque Gérard était douteux, et Metz, dont l'évêque Thierry était rallié à Conrad. Gérard paraît s'être soumis, mais Metz résista et Robert dut se replier sans l'avoir pris (juillet-août 1025.) Deux événemens graves suivirent cet échec et paralysèrent le roi. La mort de son fils Hugues (7 septembre 1025) le plongea dans une sorte de prostration morale, et Guillaume d'Aquitaine ne put se maintenir en Italie. Abandonnés à eux-mêmes et trop faibles pour résister seuls, les ducs de Lorraine se virent réduits à faire la paix avec Conrad, mais Robert se garda bien de ratifier leur soumission. Malgré les efforts de Conrad pour négocier une entente, il demeura inébranlable dans une hostilité qui se prolongea jusqu'à sa mort.

Si le roi de France Henri Ier se départit momentanément de l'attitude de son père, on se tromperait du tout au tout en lui prêtant une renonciation quelconque aux droits du royaume de France sur la Lorraine. Par la paix qu'il conclut avec Conrad II à Deville-sur-Meuse en mai 1033 (paix qui fut, du reste, un acte de désastreuse politique, suggéré par la guerre que la reine-mère Constance lui avait faite avec l'appui d'Eudes II), il s'engageait seulement à ne pas seconder son vassal Eudes dans ses revendications sur la Bourgogne ou la Lorraine. De fait, il observa la neutralité quand Eudes, évincé en Bourgogne, se jeta sur la Lorraine et s'attaqua au duc Gozelon, qui devait lui infliger la mortelle défaite de Bar (1037.)

La preuve que Henri Ier n'avait jamais entendu abandonner les droits de la couronne sur les pays revendiqués par le comte de Chartres, en qui il voyait non un vassal, mais un rival, c'est que dix ans plus tard, tirant parti du départ de Henri III pour l'Italie, il marche droit à la capitale de la Lorraine et, selon les

propres termes d'un contemporain, *cherche à ressaisir le royaume de Lorraine et le palais d'Aix-la-Chapelle qui lui revenaient par droit ancestral,* « sibi vindicare regnum et palatium ab antecessoribus hereditario jure sibi debitum, » *à revendiquer par droit héréditaire la capitale qui par dol a été soustraite à ses ancêtres,* « sedes regni antecessoribus dolo circumventis sublata, jure hereditario repetenda (1). »

Il y a plus, Henri Ier a affirmé solennellement les droits de la couronne de France, à la face même de Henri III, lors de l'entrevue d'Ivois (1056). Le chroniqueur allemand qui rapporte sa protestation la déclare injurieuse et hostile (*contumeliose atque hostiliter objurgatus.*) Pour nous, elle est le couronnement de la longue série des actes interruptifs de prescription que nous avons passés en revue. Cette protestation, la voici : Le roi de France reproche à l'empereur d'Allemagne « de lui avoir fréquemment menti en une foule de choses (*multa saepe sibi mentitus fuisset*) et d'avoir retardé si longtemps de lui restituer (*reddere tam diu distulisset*) une grande partie du royaume de France (*partem maximam regni Francorum*) que les ancêtres de l'empereur avaient *dolosivement* occupée » (*Dolo a patribus ejus occupatam*) (2).

Il me semble que je puis, sur ces paroles, postérieures de plus de deux siècles au traité de Verdun, arrêter la démonstration que les Capétiens ont su conserver et maintenir les droits que les Carolingiens leur avaient transmis sur la France médiane.

IV

L'ALSACE

De la France médiane, comme du royaume de Lorraine, l'Alsace, nous le savons, faisait partie. La preuve que j'ai faite s'applique donc à elle dans l'ensemble. Il n'est pas inutile pourtant de dissiper à son sujet quelques erreurs trop répandues, de relever ce qu'il y a de spécial dans ses destinées.

La région naturelle comprise entre les Vosges, le Jura et le

(1) Anselme, *Gesta Leodiensium Episcoporum*, cap. 61 (*Mon. Germ.*, *SS.*, VII, 225-226).

(2) Lambert de Hersfeld, *Annales*, 1056 (Migne 146, col. 1062).

Rhin, où des nationalités nombreuses se sont mêlées, ne connut d'unité politique qu'à dater du VIIe siècle de notre ère, sous un duc franc qui commandait aux deux *cités* de Strasbourg et de Bâle. L'unité semble même avoir été si étroitement réalisée que ce duc n'eut qu'un seul comte sous ses ordres et un seul évêque à ses côtés.

La famille des Etichonides, dont le chef Atic ou Adalric (le père de sainte Odile) a été institué duc par Childéric, resta en possession du duché au moins jusqu'en 739. Les historiens admettent généralement que le duché d'Alsace cessa d'exister vers le milieu du VIIIe siècle et que les mentions qui se rencontrent au IXe siècle, dans des diplômes, des chroniques, des actes de partage, d'un *ducatus Elisatiæ*, ne sont que des désignations topographiques. La chose est fort loin d'être certaine et s'accorde difficilement avec l'octroi, par Lothaire II, du duché d'Alsace à son bâtard Hugues. Celui-ci, à la mort de Lothaire, fut dépossédé du duché par le roi de France Charles le Chauve, que nous avons vu reconnaître, en Alsace, comme souverain légitime du royaume lotharigien, mais qui, par le traité de Mersen, dut céder momentanément le diocèse de Strasbourg à Louis le Germanique. Je dis momentanément, puisque l'Alsace fut réincorporée à la France médiane quand Charles le Gros, à qui elle avait été abandonnée par son frère Louis le Jeune, restaura l'unité de l'empire franc.

C'est comme roi couronné à Toul, roi de la *Francia media*, que Rodolphe de Bourgogne l'occupa pour un court temps. Après quoi elle fit partie intégrante du royaume de Lorraine et sous Zwentibold et sous Louis l'Enfant, enfin sous Charles le Simple. L'Alsace se montra fidèle au roi de France, sans qu'il eût besoin de faire la moindre expédition pour la soumettre, et Conrad tenta en vain de la lui reprendre. Je considère, en effet, comme une erreur historique certaine l'assertion germanique, acceptée par trop d'historiens français, que Conrad Ier s'est rendu maître de l'Alsace sur Charles le Simple et que, depuis lors, elle a fait partie de l'Allemagne. Sur quoi se fonde cette prétendue annexion par Conrad ? Le roi de Germanie aurait, dès 916, réuni l'Alsace à la Souabe sous un duc nommé par lui ; puis il aurait, en 923, mis en fuite Charles le Simple venu pour s'emparer de l'Alsace. Or, la première de ces affirmations est totalement fausse, et la seconde est fondée sur un texte dénué d'autorité

suffisante, le continuateur de Réginon, qui a confondu l'expédition de Raoul, en 923, dirigée contre Saverne que des Allemands avaient occupé, avec une tentative de Charles le Simple pour conquérir Worms, dans la Francie orientale. Si ces argumens sont dénués de toute valeur, nous avons, en revanche, la preuve directe que Charles le Simple était maître de Strasbourg en 913 et l'est resté jusqu'à la mort de Conrad, au moins. Le siège épiscopal fut occupé successivement par trois évêques, Odbert, Godefroi et Ricuin, dont les monnaies portent le nom de Charles et aucune le nom de Conrad. L'un de ces prélats était un neveu du roi de France et un autre son partisan avéré.

Ce n'est que sous Henri l'Oiseleur que figure sur des monnaies épiscopales de Strasbourg le monogramme du souverain allemand, et j'ai montré qu'en effet, il avait usurpé le royaume de Lorraine après 925. L'Alsace qui y était comprise partagea son sort. A partir de 950 environ, elle fut rattachée politiquement au duché de Souabe, mais *ethniquement*, elle continua à être regardée comme une portion du patrimoine franc qui en avait été indûment détachée par les Teutons. Les rois de France la revendiquèrent au même titre que la Lorraine proprement dite. C'est l'Alsace, du reste, que Louis d'Outremer en 939, Lothaire en 985, envahirent quand ils entendirent faire valoir leurs droits sur l'ancienne France médiane.

Toute l'histoire de France témoigne que ces droits n'ont, depuis lors, jamais été mis en oubli, que jamais ils ne sont tombés en désuétude, et nous pouvons espérer que les grands événemens auxquels nous assistons en deviendront la consécration définitive et glorieuse.

JACQUES FLACH.

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS

III (1)

L'INSURRECTION DES ROMAGNES (FÉVRIER-MARS 1831)

Mercredi, 23 février.

La Reine était partie de Boncavento lasse et préoccupée. Elle arrive à l'âge où les femmes se font de tout des fantômes et retombent par instans dans des larmes d'enfant. Elle regrettait Rome, elle désirait Florence et cependant la redoutait.

D'ordinaire ses fils venaient au-devant d'elle jusqu'à la première poste, et elle ne les apercevait pas. L'aubergiste chez qui nous descendions la rassura un instant en disant qu'ils étaient tous deux bien portans et qu'elle allait les voir. Le valet de chambre du prince Louis, récitant une leçon apprise, disait au contraire que, sur l'avis d'un peintre venu de Rome, on avait cru à Florence que la Reine passerait par Pérouse : les princes s'étaient portés à sa rencontre par cette route, avec des passeports pour Arezzo. La princesse Charlotte, arrivée peu après, répéta la même chose en ajoutant que son mari n'avait pris que cinquante piastres avec soi, que les passeports n'étaient pas visés, qu'ainsi les deux frères s'arrêteraient par force à la frontière pour y attendre leur mère, et qu'avec un courrier il serait aisé de les faire revenir.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août.

La Reine, tout étourdie par ces nouvelles, y devinait une vérité qu'on ne lui livrait que peu à peu et morceau par morceau. Ses fils étaient partis! Ils s'étaient joints aux insurgés. Ils l'avaient fait, sachant qu'elle approchait de Florence, et, quoi qu'en dît ce domestique, sachant aussi par quel chemin. C'était pour le faire qu'ils l'avaient invitée à quitter Rome. Jusque-là, elle était un otage aux mains du Pape; ils hésitaient à prendre un parti qui pouvait attirer sur elle des représailles; en venant à eux, au contraire, elle les rejetait du côté de la Révolution; elle s'y jetait elle-même; elle retrouvait ici le danger auquel elle aurait voulu se soustraire, et plus inquiétant, plus imminent depuis qu'en pensant le fuir, elle avait couru au-devant de lui.

Toutes ces idées, en l'assaillant ensemble, abattaient le reste de ses forces et la jetaient dans la prostration. Heureusement elle avait auprès d'elle son « bon chevalier », M. de Bressieux, accouru chez le roi Louis « pour le rassurer », disait-elle, ou plutôt pour se renseigner, car le roi, calme, quoique mécontent, n'avait nul besoin d'être rassuré. Au retour, le parti du chevalier était pris de retourner sur-le-champ à Rome par le chemin d'Arezzo. Il acceptait d'emmener dans sa voiture Pieoni, le conspirateur. Mais pour cela, une rectification de passeport était nécessaire. La police toscane, méfiante à bon droit, faisait mille objections, élevait mille difficultés. L'inépuisable M. de Bressieux se multipliait à mesure et n'était pas quitte avant minuit de tous ces ennuis.

La Reine, pendant ce temps, écrivait à ses fils; elle me montrait ses lettres, puis les déchirait sur un mot de moi, pour en commencer d'autres, les déchirer encore et revenir bientôt à sa première inspiration. C'était l'anniversaire de la mort du prince Eugène; elle parlait en pleurant de son frère, puis de l'Empereur, à qui elle s'adressait autrefois dans ses grands chagrins. Elle faisait mille recommandations à Pieoni, comme si cet homme pouvait comprendre des leçons de prudence et s'il n'appartenait pas corps et âme à la Révolution. Enfin, à une heure du matin, ayant remis à M. de Bressieux, en un petit paquet, les objets apportés de Rome pour le prince Louis, j'ai vu s'achever cette soirée mortelle et commencer en même temps un pire lendemain.

Je déjeunais en face de la Reine; M. de Bressieux, retardé

toute la matinée, ne faisait que de partir; elle découvrait, en raisonnant sur lui, mille choses qu'après deux heures de recommandation elle avait oublié de lui dire, quand on a annoncé le roi Louis. Je me suis sauvée dans ma chambre en emportant mon assiette.

Une de nos connaissances de Rome, M. Capotasto, m'y a bientôt rejointe. Il a quitté la ville sainte « par prudence » et s'est mis en route en même temps que nous. Si cette visite était inutile, elle tombait du moins à une heure où la Reine s'en trouvait débarrassée. Mais plût à Dieu que nous eussions pu changer de rôle, elle et moi, et qu'elle n'ait eu affaire dans l'instant qu'à un ennuyeux! Le roi Louis la tourmentait impitoyablement. Il avait imaginé qu'elle allât elle-même chercher ses fils dans le camp des insurgés. En vain représentait-elle qu'elle ne pouvait pas agir en mère de famille ordinaire, que cet acte de tendresse aveugle serait téméraire, que son voyage quoi qu'elle fît, serait remarqué; les révolutionnaires en seraient encouragés, les cardinaux en prendraient ombrage; on disait d'elle qu'elle avait fourni de l'argent, qu'elle avait distribué des drapeaux; elle se serait compromise, et elle n'aurait pas sauvé ses enfans.

Elle ajoutait que tous les Bonaparte seraient alors fondés à se plaindre d'elle, car elle les aurait tous brouillés avec le Pape. Aux yeux tout simples des insurgés italiens, elle paraîtrait avoir agi en Française et engagé cette parole de la France, que Paris leur refuse, sur laquelle ils s'obstinent à compter. Par là, elle leur aurait fait concevoir de fausses espérances, en prenant de lourdes responsabilités. Plus encore elle aurait fourni ce prétexte d'intervention, à l'affût duquel se tient l'Autriche pour rendre l'État romain à son ancien servage. Ainsi, paraissant d'une main travailler avec ses enfans, et de l'autre défaire leur ouvrage, elle se serait posée en mauvaise mère, en mauvaise Française et en fille indigne de l'Empereur.

Sur tout cela, le Roi refusait d'entendre; il y a décidément, comme dit la Reine, « une case vide dans certains cerveaux. » Elle se résignait à attendre le retour du courrier qu'il a envoyé à ses fils et qui doit nous rapporter aussi les dernières nouvelles de M. de Bressieux. Un autre courrier repartait pour Rome; il avait conduit au roi Louis le jeune conspirateur Jérôme et retournait chez les Montfort. Nous l'avons chargé de lettres pour

tout le monde. Mais, quand nous n'avons rien à espérer de ceux qui sont près de nous, comment attendre du secours de ceux qui sont loin?

La reine Julie, toujours alitée et sans relation d'aucune sorte, ne peut nous aider que par sa bonne grâce et par sa douceur. Nous dînions chez elle aujourd'hui. Sa sœur, Mme de Villeneuve, est une bonne grosse maman que la perte d'un fils chéri, d'un mari adoré, condamne à un deuil éternel. La seule fille qu'il lui reste, Mlle Juliette, est une personne d'esprit et de mérite, ni jolie, ni laide, se coiffant mal et dont la physionomie sèche déplaît à la Reine. La princesse Charlotte complétait ce cercle, où il n'a été parlé que fort peu de l'affaire du moment; ces dames ont cependant laissé voir l'aigreur qu'elles en ont, surtout contre le prince Louis, qu'elles supposent avoir entraîné son frère. Elles pensent sûrement que, plié sous le joug de son père et de leur petit concile féminin, le prince Napoléon n'aurait jamais osé faire seul une pareille équipée.

En cela elles se trompent sans doute, car des deux frères, Napoléon est le seul qui soit lié par serment avec les révolutionnaires italiens. Dès l'âge de quinze ans, il était déjà carbonaro. Les affaires de Naples, en 1821, attirèrent l'attention sur lui. Les novateurs lui offrirent un rôle, le Sacré-Collège laissa voir qu'il le redoutait. Le roi Louis jugea prudent alors de transporter sa résidence à Florence, mais il y a partout des *vente carbonare*, partout des patriotes, et le jeune prince n'a pas cessé de faire depuis avec les Toscans ce qu'il avait commencé avec les Romains.

Nous apprenons que le prince Auguste de Leuchtenberg n'est pas nommé au trône de Belgique; c'est au duc de Nemours que cette royauté est offerte. Le vote des Belges est du 7 février; *il était connu à Rome le 17*, et il faut tout le brouhaha de notre départ pour que nous ne l'ayons appris qu'ici. On pense que l'Europe mettra son *veto* à l'acceptation du duc de Nemours et qu'il y a là un risque de guerre devant lequel Louis-Philippe reculera. Les autres caquets de Florence se rapportent à nos Princes. On veut qu'après avoir passé par Pérouse, ils soient à Spolète au milieu des insurgés et se préparent à marcher sur Rome. La Reine s'accroche encore à l'espérance qu'ils n'auront pas dépassé Pérouse et se seront rendus de là chez leur cousin Rasponi à Ravenne, ou chez leur oncle Bacciochi, à Bologne.

Une lettre de cette dernière ville annonce qu'on les y attend ; la personne qui écrit demande des lettres de recommandation pour eux.

Vendredi, 25 février.

Le courrier envoyé aux Princes est revenu mercredi soir avec des lettres d'eux si vides et si puériles, que c'est pour en pleurer. Leurs chevaux se sont emportés, leur voiture est brisée, le prince Napoléon a déchiré son pantalon aux genoux... Mais le courrier du Roi a raconté autre chose aux gens de l'office : le prince Napoléon dicte des lettres, donne des ordres et sera bientôt le chef de toute l'insurrection.

Pendant ce temps, le Saint-Père, à Rome, est l'objet de manifestations enthousiastes. Mme Lacroix écrit de Rome que les Transtévérins et les habitans des autres faubourgs dételient ses chevaux et traînent eux-mêmes sa voiture. Le bruit que les Autrichiens auraient franchi le Pô, frontière de l'État romain, circule dans Florence, mais n'a pu être encore vérifié.

Au milieu de toutes ces incertitudes, il faut pourvoir à la vie de tous les jours et réduire le train de notre existence à proportion de nos moyens. La suite de la Reine est trop considérable et les domestiques trop grands seigneurs ; dès que nous sommes à l'hôtel, ils ne servent plus et se font servir. Je cherche donc par la ville un appartement. Un Florentin zélé, avec une belle tête et ces beaux yeux italiens qui promettent plus qu'ils ne tiennent, me conseille et m'accompagne. Il me persuade que l'intérêt de la Reine serait d'acheter un *casin*; mais elle ne peut s'y résoudre, sachant trop bien, ayant trop bien rappris depuis quelques jours l'impossibilité où elle est de vivre dans le voisinage immédiat de son époux. Ne disait-il pas hier à la princesse Charlotte que, si ses fils ne revenaient pas tout de suite, il leur enverrait sa *malédiction?* Voilà de ces mots qui blessent le cœur d'une mère plus cruellement que la pointe d'un poignard. Il la harcèle de lettres, il la pousse à cette expédition dangereuse, qui mettrait toutes les chancelleries aux champs, et va si loin dans l'ignorance ou le mépris de toute politique qu'il sollicite le secours des ministres d'Autriche pour se faire rendre ses enfans. La Reine n'a garde d'adresser à cet endroit une demande aussi inutile et aussi humiliante. Mais, dans la

détresse où elle est, les visites des Russes, leurs propos fugitifs et superficiels sont encore pour elle un réconfort.

M. Gortchakof fait pour elle tout ce que la courtoisie commande et rien de ce que l'intérêt vrai pourrait ordonner. Il évite surtout de lui livrer aucune nouvelle politique, par crainte de la déterminer à quelque démarche dont la responsabilité retomberait sur lui. M. de la Ribeaupierre retourne à Pétersbourg, où l'on dit qu'il va devenir ministre : encore un dévouement qui s'en va! M. Boutourline se présente avec une admiration passionnée pour l'Empereur et un mince attachement pour la famille impériale. Il remercie pour une romance écrite de la main de la Reine, qu'il a reçue d'elle avant de quitter Rome. Il voudrait qu'elle se mît sous la protection de l'empereur Nicolas en écrivant une lettre que lui-même ferait parvenir. Les Autrichiens, selon lui, n'interviendront pas, du moins quant à présent. La voyant renaître, à cette assurance, il dit encore, par consolation, que les princes pourraient peut-être réussir, que leur parti n'est pas sans quelques petites chances de succès; mais ils se sont engagés trop tôt; ils sont appelés à mieux que cela, et les agitations de la France leur réservent peut-être de plus belles destinées. Son opinion sur la Pologne est catégorique : la Révolution polonaise ne peut réussir; elle motivera de sanglantes représailles, qui ne sauraient tarder.

Ma conclusion à moi, au bout de tout cela, c'est que la Russie et l'Autriche se donnent la main pour étrangler les nationalités. Elles regardent le soulèvement des Romagnes comme un jeu d'enfans, qu'on peut à volonté permettre avec un haussement d'épaules ou bien interrompre en distribuant à droite et à gauche quelques coups de fouet. Elles oublient que la cause des peuples est une, qu'ils tiennent les uns aux autres comme les rois font entre eux, que les Polonais à l'avant-garde, les Italiens à l'arrière-garde, tous ont les yeux fixés sur la France, patrie de tous les droits et de tous les progrès.

Quels exemples donne-t-elle cependant au monde, cette France chérie, sinon ceux du désordre et de la confusion? Le 10 février, sur de mauvaises nouvelles reçues de Pologne, des vitres ont été cassées à l'ambassade de Russie, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Le 13 février, une échauffourée a eu lieu à l'occasion du service célébré pour le duc de Berry. Elle était provoquée par les ultras : le peuple leur a répondu le lendemain par le sac de l'archevêché.

Tout cela nous serre le cœur et nous fait toutes petites devant les étrangers. Mais au moins il nous vient des Français pour en pleurer avec nous. Nos amis Roger et Bonnefond arrivent à Florence aujourd'hui. Le premier quitte Rome avec désespoir, tant pour ses intérêts que pour ses affections peut-être, car il a l'air tout démoralisé. Ils croient à une nouvelle révolution chez nous, tant le gouvernement de Louis-Philippe est faible, et parlent de revenir alors à Rome « avec l'armée. » Une guerre générale leur paraît désirable, comme pouvant seule dénouer les problèmes que l'Europe agite et donner le baptême du sang aux peuples qui naissent à la liberté.

Restée seule avec moi, la Reine bâille tant et plus, par manque de sommeil, dit-elle. Moi je dis : Par manque de plaisir et par excès d'ennui.

Mercredi, 2 mars.

Un jeune professeur, ami des Princes, qu'on leur avait dépêché, est revenu dimanche en rapportant sur eux des détails qui ne laissent subsister aucun doute sur leurs intentions. Ils ont pris des engagemens et se sont liés par des promesses auxquelles ils ne veulent pas forfaire.

C'est particulièrement Ciro Menotti qui les a entraînés, en venant de Modène à Florence le mois dernier exprès pour les convaincre et pour refaire avec eux ce qu'il n'avait pu faire avec son duc. Ce dernier, prince autrichien, inspirait aux patriotes italiens une méfiance légitime. Le nom de Napoléon, au contraire, disait Menotti, serait salué avec enthousiasme par toute l'Italie le jour où son neveu viendrait se placer à la tête des insurgés. Depuis, l'intempestive explosion de Modène, éclatant quand rien n'était prêt ailleurs, a refroidi quelque peu l'ardeur de nos jeunes gens. Napoléon-Louis n'en a pas moins cédé à son « mauvais sujet » de frère, et quitté Florence avec lui le 20 février, la veille même du jour où nous y arrivions.

De grandes démonstrations de joie les accueillirent à Spolète, puis à Terni, où ils s'étaient rendus d'un seul trait, alors que nous les croyions encore à Foligno. Les insurgés disposaient dans ces localités d'une sorte d'avant-garde, commandée par le colonel Sercognani, alors que le gros de l'armée constitutionnelle, aux ordres du colonel Armandi, était encore à quatre grandes journées de marche en arrière autour d'Ancône. L'une

et l'autre, fortes de quelques milliers d'hommes, n'étaient qu'un ramas de volontaires sans discipline et presque sans armes; elles n'avaient ni cavalerie, ni artillerie. Nos princes prirent dans ce tas ceux qui portaient des fusils de chasse, ou des piques ou des faulx (les autres n'avaient que des cocardes). Avec une poignée de ces soldats improvisés, le prince Louis marchant par la grande route qui va de Terni à Narni, Civita Castellana et Rome, se porta jusqu'aux avant-postes d'Otricoli. Là il eut le 24 un petit engagement avec les troupes papales les plus avancées. Des retranchemens avaient été élevés en ce point. Il les fit rectifier, à l'admiration d'un colonel, qui ne pouvait supposer dans un si jeune homme tant de talens.

Pendant ce temps, le prince Napoléon, à la tête de quelques volontaires à cheval, suivait la route directe de Terni à Rome par la montagne. Il rencontra un détachement de forçats armés au nom du Pape, avec lesquels il fit, dit-on, le coup de sabre, ce qui lui valut d'être acclamé lors de son retour à Terni.

Les deux frères sont ainsi en première ligne, en pleine évidence, et placés de manière à causer des malheurs irréparables, s'ils prenaient l'initiative des opérations. Fort heureusement, ils ont évité la faute qui paraissait à craindre de la part de têtes aussi chaudes : celle de marcher sur Rome, en attaquant les pontificaux. Une fois dans la plaine romaine, ils se seraient heurtés à la forteresse de Civita Castellana, qu'ils n'ont aucun moyen de réduire; ils n'auraient pu ni camper, ni vivre et, bientôt entourés par les paysans, se seraient vus reconduits là d'où ils étaient venus. Le seul plan raisonnable pour eux était de se maintenir sur la position qu'ils occupent, et d'y faire figure de résistance, pour amener le gouvernement papal à composition.

En dépit de la sagesse dont ils ont fait preuve, l'idée qu'ils sont maintenant en lutte ouverte avec le Pape a jeté le pieux roi Louis dans le désespoir. Il a fait appeler la Reine dès avant la messe dans la matinée de dimanche, la suppliant encore de partir et de lui ramener ses enfans. De guerre lasse, elle lui a presque promis d'aller jusqu'à la frontière, de les appeler à elle et de les raisonner de son mieux. Le Roi voulait qu'on leur tendît par surcroît une petite embuscade. Ce moyen est enfantin; la Reine, résignée et sans résistance, n'en a pas moins demandé sur-le-champ ses passeports.

Le prince Gortchakof est venu en parler avec elle à quatre heures. Comme l'abbé Roccaserra partait pour Rome et nous demandait nos commissions, je me suis avisée que le pauvre homme n'avait pas de moyen de transport, et qu'on pourrait lui prêter un des chevaux du prince Napoléon. Il remettrait le cheval au passage à Terni; la Reine ferait passer par lui une communication orale conforme à sa vraie pensée et rectifierait quelques-uns de ces demi-mensonges qu'on est obligé d'écrire parce qu'on ne sait jamais aux mains de qui les lettres peuvent tomber.

Cependant, la demande des passeports avait intrigué le gouvernement toscan. Le marquis Corsini, frère du premier ministre, fut dépêché à notre auberge dans cette même soirée de dimanche. L'idée de l'embuscade lui parut excellente, et le concours des sbires toscans fut aussitôt promis. Il y a en ce moment comme une fureur d'arrêter les Bonaparte. Le jeune Pierre-Lucien vient d'être pris par les gendarmes, qui l'ont rendu à ses parens. Ce brigand de quinze ans avait fui la maison paternelle pour échapper à son gouverneur, et battait les bois avec son fusil. On le croyait parti pour le camp des révolutionnaires, et c'est pour l'empêcher de se joindre à eux que Lucien avait donné l'ordre de l'appréhender.

La Reine ne se sentait aucune envie de suivre un pareil exemple. Ayant elle-même élevé ses enfans, ce que le prince de Canino n'a pas fait, elle n'avait pas besoin de gendarmes pour les mettre à la raison. Son intention ne pouvait pas être non plus de complaire au Sacré Collège en leur donnant publiquement un pareil désaveu. Elle les voyait déjà, les menottes aux mains, couchés dans la paille et conduits aux cachots du grand-duc, quand, vers le soir, nous avons eu un nouveau caprice du roi Louis.

Il était neuf heures. La Reine, par ennui autant que par lassitude, venait de se coucher. La princesse Charlotte est venue dire que son oncle envoyait un courrier au colonel Armandi, et qu'il demandait maintenant à la Reine de ne bouger avant que cet homme fût revenu.

Ainsi, l'ayant obsédée de son insistance, tant qu'elle s'était refusée à partir, il la retenait à Florence au moment où il l'avait enfin décidée au départ! Mais, pour cette fois, elle n'avait garde de s'en plaindre et, tout heureuse d'être enfin d'accord

avec son époux, elle en prit acte en adressant elle-même au colonel Armandi une lettre qui partit par le même courrier.

Le colonel vient d'être fait ministre de la guerre par le gouvernement provisoire réuni à Bologne le 26 février. Il est maître d'Ancône. Il commande toutes les forces de l'insurrection. Ancien précepteur du prince Napoléon, il a gardé avec son élève les meilleurs rapports et tout le prestige de sa première autorité. Son dévouement aux Bonaparte est certain. Officier d'artillerie, il a servi jusqu'en 1814 sous le prince Eugène, et conduit à l'empereur un corps de volontaires italiens pendant les Cent-Jours. Le prince Jérôme, après le prince Napoléon, devint son élève au moment où les Montfort s'établirent à Rome. Il resta dans leur maison comme chargé des travaux exécutés pour Jérôme à la villa des Marches (il avait acheté ce domaine pour se rapprocher de sa passion, la marquise Azzolini). Enfin, le colonel Armandi était en dernier lieu intendant d'un bien que la Reine a dans la province d'Ancône, à Monsanvita, et il recevait d'elle des appointemens.

Sur la démarche faite auprès de lui et dans l'attente de ce qu'il pourra répondre, la Reine a pris la résolution ferme, lundi matin, de demeurer quelque temps à Florence. Elle a décidé aussi de quitter l'auberge pour l'appartement que je lui ai enfin découvert à l'autre extrémité de la ville, et qui, quoique un peu loin du centre, est tout baigné d'un soleil merveilleux.

Nous nous y sommes installés aujourd'hui, jour de grand brouhaha, et tout de suite sur un pied d'ordre et d'économie. Il faut en finir une fois avec ce désordre dans les finances qu'un provisoire perpétuel ne fait qu'aggraver. J'ai maintenant la direction de tout, besogne difficile avec des domestiques tellement habitués à se croire les maîtres et à jeter l'argent par les fenêtres. A peine, cependant, venais-je de me montrer à eux dans ma grande rigueur, qu'un incident fâcheux m'a émue jusqu'aux larmes. Nous sortions pour dîner chez la reine Julie ; un rassemblement de monde autour d'une grosse voiture nous a barré le chemin. Nous avons reconnu notre fourgon qui arrivait de Rome. Fritz, descendu de notre siège pour aller y voir, est revenu nous dire que le postillon florentin venait de tomber sous son cheval, et qu'il avait la jambe cassée. Notre voiture a transporté tout de suite le pauvre homme à la maison, où on l'a soigné et mis dans son lit.

C'est sous ces auspices, bien propres à me remettre en tête mes pressentimens de Rome, que nous coucherons ce soir pour la première fois dans notre camp volant. Les lettres reçues, les nouvelles que la princesse Charlotte nous communique sont peu propres à dissiper mes appréhensions. Nous apprenons que le roi Jérôme s'est employé sans succès à mettre fin à l'escapade de ses neveux. Son premier soin a été de se rendre auprès du Pape et de les excuser de son mieux, disant qu'en se portant au devant de leur mère par la route de Pérouse, ils avaient été entourés et entraînés par les insurgés. Le lendemain, 25, il leur expédiait à Terni un officier westphalien resté attaché à sa maison, M. de Stölting, avec une lettre pour le colonel Sercognani, une autre pour eux-mêmes, et enfin de l'argent, que M. de Bressieux avait témoigné leur faire absolument défaut. M. de Stölting a rendu compte à la Reine de son ambassade inutile. Le prince Napoléon, se retranchant derrière la parole donnée, lui a opposé une froide résistance, et l'a chargé d'une lettre pour le Pape où les revendications constitutionnelles des insurgés sont exprimées en termes sobres et forts. Une copie de cette lettre nous est arrivée par le roi Louis, qui avait écrit en travers : « Cela est d'un aventurier. » La lecture seule l'en avait rendu malade, au point qu'il avait fallu lui mettre des sangsues. La Reine déplorait le rôle que son fils s'était arrogé, et l'ampleur que les malveillans vont donner à toute cette affaire. Elle était rentrée chez elle de bonne heure pour en raisonner avec moi à cœur ouvert, quand on lui a annoncé le chevalier d'Almeida, allant à Vienne avec M. Oliviera, chargé d'affaires de l'empereur du Brésil auprès de cette cour.

Ces messieurs ont eu l'attention de passer chez le roi Jérôme, avant de se mettre en chemin. Ils savent que M. de Stölting, à peine revenu à Rome, est reparti pour faire une nouvelle démarche, non pas auprès de Sercognani, dont les princes se moquent, mais auprès d'Armandi, qui peut parler plus ferme et qui doit se faire écouter. Nos Brésiliens ont suivi la route des insurgés, plus sûre que celle des brigands. Ils disent que le Pape n'a que des troupes misérables, que l'enthousiasme règne parmi les constitutionnels, que la tenue de ces volontaires est parfaite, bien qu'ils ne portent pas d'uniformes.

Comme il y avait eu pour moi quelques consolations à les entendre, j'ai donné tout l'écho possible à leur son de cloche,

quand ils ont été partis. J'ai dit que l'attitude du prince Napoléon était naturelle; que, porté par les insurgés au commandement de l'avant-garde, il avait qualité pour poser des conditions au Pape, puisque c'est aux avant-postes que passent les parlementaires et qu'on ne fait la guerre au Saint-Père que pour traiter avec lui; qu'une défection des troupes pontificales pouvait se produire; que si elles attaquaient, leur effort viendrait se briser contre les savantes fortifications élevées par le prince Louis autour d'Otricoli; qu'une poursuite achèverait la victoire; qu'alors les deux frères entreraient triomphalement dans Rome, qu'ils en seraient les maîtres, selon le vœu même exprimé par l'empereur sur son lit de mort.

La Reine hochait la tête et ne me croyait pas. Elle avait reçu une lettre de M. de Bressieux. Elle parlait de partir pour Ancône, afin d'y rejoindre ses fils, ou bien pour Naples, si par bonheur on les lui renvoyait ici. Mais, pour aller à Naples, il faudrait passer par Rome, sa résidence préférée, qu'elle prévoit devoir lui être désormais fermée. Elle revenait donc s'embarquer à Livourne et, cette fois, faisait maison nette de tout ce qui l'entoure. Ce départ en rêve la portait au delà de Naples; elle ne s'arrêtait plus qu'à Smyrne, où le duc de Rovigo a résidé longtemps et dont il a souvent vanté devant elle le site enchanteur. Là, elle attendrait la mort, au soleil et parmi les fleurs. Louis l'aurait suivie. Napoléon viendrait la voir. Ils seraient heureux auprès d'elle. Personne ne les gronderait plus...

En l'écoutant, je la plaignais de tant de faiblesse et d'incertitude; les vers mélancoliques qu'Arnaud a faits sur elle me revenaient à l'esprit :

De ta tige détachée
Pauvre feuille desséchée,
Où vas-tu ? — *Je n'en sais rien...*

Vendredi, 11 mars.

De fausses nouvelles, apportées ici dimanche par la *Gazette de Gênes*, nous avaient fait croire à un changement dans le ministère français. MM. Mauguin et Odilon Barrot auraient remplacé les deux principaux *doctrinaires*, le duc de Broglie et M. Guizot; la guerre aurait éclaté entre la France et l'Autriche; les généraux Lamarque et Gérard marcheraient sur le Piémont.

D'autres bruits, dont on n'a pu découvrir la source, que le retard des courriers, arrêtés par la neige, ne permettait pas de vérifier, mais qu'enfin la Reine ne demandait pas mieux que d'accepter sans contrôle, circulaient dans Florence et donnaient à croire que Napoléon II avait été proclamé à Paris. Sur cette espérance, l'agréable passe-temps de notre soirée fut de faire le plan d'un retour en France et de recomposer cette maison de la Reine qu'elle était prête la veille à congédier !

L'arrivée de M. Saladin, le lendemain, devait nous apporter un désenchantement cruel. Il venait de Bologne, chargé par le gouvernement provisoire d'une mission pour celui de Paris et s'exprimait sur ses commettans en termes qui laissaient peu d'illusions sur leurs moyens d'action et sur leurs chances de succès. Point d'argent, point de soldats, point d'armes, à peine une poignée d'hommes commandés par le général Zucchi. Tels étaient les gages qu'il pouvait offrir à Paris, et, de plus, il partait trop tard, car déjà les Autrichiens étaient entrés dans Parme, où le mouvement insurrectionnel avait piteusement avorté. Quant à Modène, il n'avait pu traverser cette ville, dont il avait trouvé les portes fermées. Le gouvernement provisoire modenais en était sorti précipitamment pour se réfugier dans Bologne. Le canon tonnait; le duc de Modène, assisté de son frère, l'archiduc Maximilien, marchait avec deux mille impériaux pour reconquérir ses États.

Le 8, une visite de cette jolie marquise Zappi, née Poniatowski, avec qui nous avions dîné chez l'oncle Baciocchi, confirma ces mauvaises nouvelles. Comme elle était enceinte, son mari voulait la mettre en lieu sûr; il craignait aussi que le zèle avec lequel elle a travaillé aux drapeaux et aux cocardes ne la désignât aux insultes des Autrichiens.

Le 6, lors de son départ de Bologne, nos deux Princes y étaient déjà depuis plusieurs jours. Appelés à Ancône par Armandi, ils s'y étaient docilement rendus le 3 et avaient fait preuve d'une entière soumission à leur général, en exécutant encore l'ordre qu'il leur donnait de se retirer à Bologne.

Une lettre d'Armandi à la Reine a rapporté ce trait avec admiration. « Un jour, écrivait-il, il faudra bien qu'on appelle vertu ce qui est vertu et toutes les diplomaties du monde n'y changeront rien. » Il venait d'être fait général par le gouvernement provisoire à la suite de la prise d'Ancône, rendue sans

résistance par la garnison. De là, il courait lui-même à Bologne; mais n'espérant point disputer la ville aux Autrichiens, il en faisait sortir *l'armée*, pour la disposer face aux débouchés du Pô sur une ligne d'observation passant par Faenza, Lago, Ravenne, avec une réserve à Forli. Dès lors, les insurgés avaient deux fronts de défense, l'un contre les Autrichiens, l'autre contre les pontificaux. Grabinski commandait au Nord; Sercognani, au Sud; Armandi, dans l'intervalle, ne commandait rien, mais dirigeait tout. Dans cette situation précaire, ils espéraient encore le secours de la France et se tenaient cois par crainte de recevoir d'un instant à l'autre le choc des Impériaux.

Dès lors, Bologne n'était plus qu'une souricière où nos princes pouvaient être pris dans leur lit un beau matin. Le gouvernement provisoire avait eu la maladresse d'y signaler leur présence en leur conférant des grades dans la garde nationale. Armandi fit aussitôt annuler cette mesure, propre à les donner pour point de mire aux Autrichiens. Il écrivit de nouveau à la Reine pour l'assurer qu'en cas de danger, il les enverrait à Ravenne, chez leur cousin Rasponi. Mais elle savait aussi qu'alors ils refuseraient d'obéir, parce que le danger même les lierait davantage à leur cause, devenue plus malheureuse et qu'elle seule, la mère, pourrait les en détacher.

Elle formait donc le projet de se rendre à Ancône et d'y tout préparer en vue d'un embarquement pour Corfou. Là, elle attendrait les événemens, suivrait de plus près les démarches de ses enfans et serait à portée de les recueillir en cas de malheur. J'observais à cela qu'encore fallait-il qu'ils pussent la rejoindre. Or, malgré leurs réclamations constantes, le roi Louis avait toujours refusé de leur envoyer des chevaux, pensant par là les amener à résipiscence. Des chevaux, à ses yeux, n'étaient que des armes et des instrumens de guerre; mais, en cas de retraite, n'était-ce pas là aussi un moyen de salut? Mon avis fut qu'il fallait passer outre à la défense paternelle, et leur expédier quand même les deux montures du prince Louis. La Reine n'osant prendre cette résolution sur elle, la question fut portée devant le comité féminin réuni autour du sofa de la reine Julie. Je parlais, et la princesse Charlotte, les yeux fixés au plafond, ne m'écoutait pas. « Jamais je ne reverrai Napoléon, » dit-elle tout à coup sur le ton d'une ferme conviction. « Tais-toi, Charlotte! » s'écria la Reine, « tu me déchires le cœur! » La princesse,

invariable dans sa triste assurance, dit d'où lui venait sa certitude et quel avertissement du ciel elle avait reçu.

Elle avait une prédilection particulière pour cette petite chapelle de la Vierge, au pont de l'Arno, dont la clochette me réveillait chaque matin à six heures, lors de notre séjour du mois de novembre. Elle ne passait pas devant ce sanctuaire sans faire un signe de croix et sans former en même temps un vœu affectueux à l'adresse de quelqu'un des siens. Or, la veille du jour où Napoléon devait partir, le hasard les porta tous deux de ce côté et elle fit son signe de croix, en pensant à ce voyage. Son mari lui demandant si elle ne l'accompagnerait pas, elle n'attacha d'abord à ces paroles aucune importance, ne soupçonnant pas qu'il lui eût menti et croyant qu'il ne s'agissait que de venir jusqu'à la seconde poste au-devant de nous. Le lendemain, il était parti de bonne heure : elle apprit avec effroi que la chapelle s'était écroulée dans la rivière pendant la nuit. Elle sentit en même temps que quelque chose se rompait en elle et que tout son passé la quittait. Le soir, l'absence de Napoléon, son silence, la solitude où il l'avait laissée la confirmèrent dans ses appréhensions.

J'ai protesté aussitôt que je ne croyais pas aux pressentimens, moi qui en étais bourrelée pendant tout notre séjour de Rome, et j'ai réussi à changer le tour de la conversation en remettant sur le tapis la question des chevaux. Un premier moyen qu'on a essayé pour les faire parvenir aux princes et qui s'est trouvé mauvais, a été d'envoyer Fritz courir après un voiturier en route pour Bologne. Fritz a manqué son homme et est revenu, à dix heures du soir, abominablement gris.

La Reine avait alors dans son salon plusieurs personnes, le peintre Boulanger, un autre nommé Bigan, qui s'est battu aux journées de Juillet et qui y a été blessé, des *ultras*, plusieurs Italiens. Comme toujours, les nouvelles politiques étaient contradictoires; l'état des affaires et l'aspect des choses changeaient d'instant en instant, selon les opinions des gens, leur langue, leur caractère ou leurs instincts. Tantôt l'intervention était un fait accompli, et la France elle-même y prêtait les mains. Tantôt on apprenait qu'à la suite des conférences du maréchal Maison avec l'empereur d'Autriche, la non-intervention était promise. Une chose était sûre, c'est qu'après avoir franchi le Pô et fait mine d'entourer Bologne, les Autrichiens paraissaient hésiter,

comme si quelques scrupules diplomatiques retardaient leurs opérations militaires. Il n'en fallait pas davantage pour mettre dans l'air un peu de gaieté et suspendre un instant l'alerte continuelle dans laquelle nous vivions depuis deux semaines. Pour la première fois depuis bien longtemps, la Reine a chanté.

J'ai parlé à M. Bigan en vivandière de barricade et en fille de vieux républicains. A mesure que nous nous accordions davantage, son visage s'animait et devenait singulièrement beau. Tout cela était fugitif et superficiel, sans doute, mais ce moment de calme s'est prolongé dans la matinée du lendemain 9. La Reine a pu alors se recueillir et concevoir un nouveau projet.

Corfou, Smyrne, l'Orient, l'avaient attirée un instant; mais les intérêts de ses enfans ne peuvent être de ce côté, et ce projet ne doit plus désormais servir qu'à en cacher un autre, plus hardi, presque désespéré, le seul cependant qui la mène hors de l'impasse où elle est placée. Il s'agit de s'évader d'ici sous un nom d'emprunt, de traverser incognito le Piémont, d'entrer en France, de tomber aux Tuileries à l'improviste. La Reine alors dira à Louis-Philippe : « Voici mes enfans. Ils sont en danger. Je vous les confie. Sauvez-les ou faites-les juger. L'Angleterre seule me reste ouverte, mais je n'ai pas les moyens d'y vivre. Donnez-les-moi et je repars dans l'instant! »

La région de l'Italie que ce plan lui fera parcourir est celle où l'on ne peut supposer qu'elle soit et où personne ne s'avisera d'aller la chercher. Elle violera, il est vrai, ensuite, la loi du 2 septembre dernier qui lui interdit l'accès du territoire français, mais ce sera pour venir se présenter loyalement au nouveau souverain et débattre avec lui son sort à venir. Enfin un autre avantage que ce projet présente, et qui pour elle n'est pas le moindre, bien qu'elle n'en parle pas, c'est qu'il lui permettra de remettre la main sur Napoléon et de l'escamoter au roi Louis. 1830 sera alors pour elle la revanche de 1815, et elle aura vu sa famille tantôt se défaire et tantôt se refaire au gré des Révolutions.

Moi seule serai dans sa confidence. En voyant partir le valet Tadeo, la princesse Charlotte croit qu'il ne s'agit que de conduire à Bologne les chevaux du prince Louis. En réalité, Tadeo emporte des instructions minutieuses. Il ira tout droit à Bologne, et, s'il n'y trouve pas les princes, suivra leurs traces, jusqu'à ce qu'il les ait rejoints. Je couds des lettres dans la doublure de

sa veste; il devra les brûler ou les détruire s'il tombe par mégarde aux mains des Autrichiens.

La communication avec eux une fois assurée de la sorte, reste l'affaire du passeport. La Reine sait qu'elle a peu à attendre des chancelleries, surtout depuis que les princes ont quitté l'avant-garde de Terni et qu'ils n'ont plus dans les mains, pour se faire craindre, la petite force dont ils disposaient. Le froid Gortchakof est venu la voir l'autre jour et l'a beaucoup questionnée sur Armandi. Une heure après, elle recevait une lettre tout ouverte, qui avait mis une semaine à lui parvenir, et que Gortchakof avait dû lire comme les autres.

Armandi écrivait en réponse aux lettres apportées par le courrier du roi Louis; il rendait compte de la prise d'Ancône, de l'enthousiasme qui régnait parmi ses troupes et s'excusait de n'avoir pas fait connaître plus tôt à la Reine le plan insurrectionnel; mais les fureurs du duc de Modène avaient précipité tous les événemens. Il l'invitait à venir à Ancône respirer un air que les diplomates russes n'aiment guère : l'air de la liberté.

Depuis sa visite, Gortchakof n'avait plus reparu, et, bien que la Reine ne le crût pas hostile, elle était décidée à ne lui rien demander. Le ministre de Suède, vieux brave homme à points sur les i, pouvait nous être favorable, sa souveraine étant la sœur de la reine Julie; mais la Reine, en le sondant, avait rencontré une résistance et n'avait pas insisté. Depuis, une indiscrétion du roi Louis avait éventé cette affaire, et il valait mieux en somme qu'elle n'eût pas réussi. N'avait-il pas répandu dans la ville et ne nous avait-on pas partout répété qu'il dormait maintenant tranquille, parce que ses fils allaient avoir des passeports suédois?

Retombé dans l'inquiétude et dans l'insomnie, il avait sollicité depuis auprès du ministre de Piémont des passeports qui permissent à ses enfans de gagner la Suisse et s'était heurté à un nouveau refus. M. Sarow, ministre autrichien, avait dit à ce propos que les Princes ne seraient plus désormais « en sûreté en Suisse, » ce qui pouvait se comprendre, soit comme un avertissement charitable de sa part, soit comme l'indice de dispositions hostiles de la part de sa cour. Enfin le chargé d'affaires de France était ici comme partout le plus indifférent de tous et le plus étranger.

Ainsi, le seul recours que la Reine pût espérer était dans le

ministre anglais, lord Seymour. Cet excellent jeune homme, appelé par un billet d'elle, vint dans l'après-midi du 9. Il avait deviné qu'il s'agissait des Princes et, les croyant déjà revenus, s'ingéniait à chercher dans quel coin de son appartement il pourrait bien les cacher. Ses premiers mots furent pour dire qu'il était décidé à faire tout ce que la Reine lui demanderait, et quand il sut ce qu'on attendait de lui, il répéta tout aussitôt : « Oui, Madame, je le ferai, quand je devrais y perdre ma place. » Il fut convenu que je m'adresserais à lui par lettre, en nommant comme une connaissance commune à lui et à moi cette dame *Hamilton* pour laquelle il était demandé un passeport; je signerais d'un nom anglais quelconque; il aurait de la sorte un papier à montrer aux ministres dont les visas étaient nécessaires, ceux de France et de Piémont.

Le jeudi 10, j'étais seule quand il revint, nous apportant le passeport. Je le remerciai avec effusion et le trouvai en tout si bon, si simple et si franc que j'en avais les larmes aux yeux. Il ne me cacha pas que les Princes couraient le plus grand danger, que les Autrichiens feraient tout au monde pour les prendre, qu'une lettre de Rome qu'il venait de voir ne lui laissait aucun doute à cet égard. Je compris que cette lettre était de M. de Lutzow, ambassadeur d'Autriche. Grand partisan de l'intervention, il s'était précédemment réjoui de la présence des Princes à la tête des insurgés. Il y avait là, disait-il, un *casus fœderis*, et sa cour n'était plus libre désormais de ne pas intervenir. Ces paroles avaient été redites par le roi Jérôme à M. de Stölting, et elles avaient été cause des extraordinaires et inutiles précautions prises par le général Armandi pour que les sujets autrichiens résidant dans les Légations et dans les Marches ne souffrissent en rien de l'insurrection.

La Reine paraissant, lord Seymour l'engagea vivement à partir, mais sans répéter devant elle tout ce qu'il avait dit devant moi. Les raisons furent seulement que les Autrichiens étaient en marche, que leur flotte quittait Comacchio pour longer la côte et pour accompagner leurs troupes en marche vers Ancône. La Reine n'en demandait pas davantage, son parti était pris d'avance de quitter Florence dès que l'intervention autrichienne se produirait.

Elle se munit aussitôt d'un second passeport, sous son nom propre, à destination d'Ancône. De la sorte, elle avait en mains

deux sauf-conduits, l'anglais et le toscan, ce qui la laissait libre de choisir l'instant où elle prendrait l'incognito. Cette substitution devait se faire à Sienne, à la faveur d'un circuit qu'elle tracerait par cette ville, en sorte que, sortie de Toscane duchesse de Saint-Leu, elle y rentrerait par l'autre route sous le nom de Mrs Hamilton.

Le courrier Rosselli, parti aujourd'hui à midi, va soi-disant commander les chevaux pour nous jusqu'à Ancône et retenir un vaisseau pour Corfou. En réalité, il doit joindre nos princes et les amener au rendez-vous que leur mère leur assigne à Foligno. Cette ville, où se croisent les routes du Furlo et d'Ancône, est également à leur portée de quelque côté qu'ils viennent.

La journée se passe pour moi à écrire des lettres, à courir chercher de l'argent chez le banquier, à donner mes instructions à Cailleau que nous laissons ici, toujours boitant de sa sciatique, et à faire mes paquets.

Foligno, 18 mars

Comme le roi Louis donnait très fort dans le projet d'Ancône, il a fait tout ce qui dépendait de lui pour hâter notre départ. Il nous a prêté sa voiture, la calèche verte n'ayant pas encore été renvoyée de Rome par M. de Bressieux. Le 11 au soir, nous y avons pris place, la Reine et moi, tandis que Cailleau montait dans la deuxième voiture. Il s'agissait non pas de quitter Florence, mais seulement d'en sortir, pour y revenir aussitôt. La Reine voulait avoir un visa sur le passeport de Mrs Hamilton, pour être en règle à Sienne quand nous y repasserions. Il fallait pour cela faire une fausse sortie dont la manœuvre était assez risquée, car comment faire comprendre qu'on pût sortir par la porte Santa Croce pour se rendre à Londres? L'homme de la police en faisant la remarque, la Reine dit que nous allions passer quelques jours dans une villa aux environs de Sienne. Cette réponse le satisfit et il rendit le passeport sans autre difficulté.

La rentrée dans Florence s'est faite à la dérobée séparément pour les deux voitures et non pas par la porte Santa Croce, mais par deux autres dont j'ignore les noms. A la première, il nous a fallu dire que nous avions fait mettre les chevaux à la voiture pour les essayer; qu'ainsi nous revenions après un tour de promenade et sans passeport. Cailleau, qui perdait à dessein une demi-heure sur nous et traînait en arrière dans quelque auberge,

a dû faire ensuite le même mensonge. Mais l'effet de notre détour a été que Fritz s'est perdu dans toutes sortes de rues inconnues. Arrivées à la nuit close, nous avons vu avec désappointement que toute notre comédie avait été inutile. L'homme de la police s'était contenté d'inscrire le nom de Mrs Hamilton sur son registre et n'avait pas fait viser le passeport!

Notre route du 12 nous faisait remonter la pittoresque vallée de l'Arno jusqu'à Arezzo. La Reine tenait sa carte déployée sur ses genoux; nous faisions toutes les deux des calculs d'après les distances, et trouvions qu'il fallait au moins trente-six heures aux princes pour venir de Forli à Foligno. La sollicitude de la mère s'émouvait surtout pour Louis, dont elle considère l'étoile comme moins heureuse et qu'elle juge être le moins prudent des deux.

Arezzo est la patrie de Pétrarque et l'on y montre encore sa maison. Malgré le temps ravissant et tout l'agrément de notre voyage, la fatigue des jours précédens nous a forcées de prendre là un peu de repos. Nous dépassâmes Cortone, une des douze villes d'Étrurie, ceinte encore de murs imposans, et laissâmes à droite la route qui conduit à Chiusi, autrefois Clusium, l'antique capitale de Porsenna. Comme elle mène aussi à Sienne, nous eûmes soin de noter sur la carte le lieu d'où elle part et qui s'appelle Camoscia.

On ne peut voir une nature plus admirable que les environs de ce lac de Trasimène, si célèbre par la victoire d'Annibal et aux bords duquel dix mille soldats romains perdirent la vie. Voilà un assez grand carnage pour que deux mille ans plus tard, en 1831, la guerre n'eût pas dû revenir visiter ces beaux lieux. Cependant, elle était dans l'air, elle nous entourait depuis que nous avions franchi la frontière. Nous étions au milieu des insurgés et voyions rayonner sur les visages l'allégresse martiale de la liberté. Femmes, enfans, vieillards, tous portaient la cocarde et les rubans tricolores; ils l'avaient fait prendre à notre courrier. Partout la Reine était reconnue, acclamée; elle retrouvait, dans ces bourgades perdues, quelque chose de la gloire qu'elle a connue en de meilleurs jours.

Comme nous arrivions à Pérouse, M. Guardabassi, commandant de la garde nationale, conférait au château avec le comte Pepoli, au sujet de munitions demandées pour l'avant-garde de Terni. La Reine a voulu les voir l'un et l'autre; il lui fallait de

minutieux détails sur les chemins détournés qui mènent à Sienne, en partant de Pérouse, et sur les points où l'on peut s'y procurer des chevaux.

M. Guardabassi est un grand bel homme, à la figure intéressante; plein de zèle, sinon d'espérance, pour la cause qu'il soutient. Son père a perdu la vie dans la révolution de 1798, lors de la fondation de cette éphémère république romaine que le Directoire n'a pas su soutenir. Il convient que, cette fois encore, les constitutionnels ne peuvent rien sans le secours français; ce secours n'aurait pas manqué à l'Italie, si les Bonaparte régnaient encore sur la France; mais Louis-Philippe l'accordera-t-il? Quoi qu'il arrive, M. Guardabassi s'estime satisfait d'avoir obéi à la voix de sa conscience, et, bien qu'il doive peut-être payer de sa tête la hardiesse de son acte, il s'en console en pensant que ses quatre enfans en bas âge profiteront au moins du résultat.

Le comte Pepoli est un jeune homme de vingt-cinq ans, d'une taille moyenne, avec de beaux traits réguliers qui se voient sous sa barbe abondante et sous ses longs cheveux. Sans lien de parenté avec la marquise Pepoli, tante de nos princes et fille de la reine de Naples, il a, comme M. Guardabassi, du charme, de l'autorité, mais avoue les mêmes doutes quant au succès final de son parti. Serait-ce que tous ces hommes de mérite, incapables de faire marcher les affaires, n'ont de talent que pour eux-mêmes, non pour les autres, et que leurs valeurs se perdent dès qu'elles sont mises en commun?

Ce doute me vient et le frisson avec, dans ma sombre et froide chambre d'auberge, à Foligno. Nous y arrivons de bonne heure le lundi 14.

La Reine se réjouit d'occuper, à côté de la mienne, la chambre même où couchaient ses deux fils. Les visiteurs assiègent aussitôt sa porte. C'est d'abord un poltron, tout tremblant, qui dit être le secrétaire de la commission provisoire. homme à lunettes, fort sale, et fort laid. Le général Sercognani au contraire est un fier-à-bras plein d'aisance et d'assurance; il n'a pris que le temps d'accourir de Terni, dès qu'il a su que la Reine était ici.

Ancien lieutenant-colonel dans le corps d'armée du prince Eugène, il est depuis plusieurs années l'hôte familier des Montfort et des Rovigo. Il contribua à révolutionner Pesaro aux pre-

miers jours de février, et à y former une garde nationale, dont il prit le commandement, avec le grade de colonel. C'est cette troupe qui fit ensuite la comédie d'assiéger Ancône; on n'y brûla que quelques amorces et l'on n'y répandit pas une goutte de sang. Fait général et commandant de l'avant-garde, il arrivait à Foligno en même temps que nos princes. Depuis, rien n'a marché au gré de ses désirs. Il tempête contre le gouvernement provisoire, qui paralyse à Bologne les efforts faits par le prince Napoléon pour former une garde nationale, laisse ici l'avant-garde dans le dénûment et surtout l'arrête, lui, Sercognani, dans le serment qu'il avait fait d'aller à Rome.

On a peine à croire qu'avec quelques compagnies de garde nationale mobilisée, avec quelques bandes de volontaires sans artillerie, il aurait réussi dans un pareil projet. Au moins aurait-il fallu amener à Terni quelques-uns des obusiers qui sont à Ancône; c'est là un conseil que le prince Louis avait donné, et pour l'exécution duquel les moyens ont manqué. La Reine écouta par politesse le plan que Fier-à-Bras lui démontra sur la carte et dont il paraît vouloir la faire juge. N'étant point femme de guerre, tout ce qu'elle peut faire pour lui c'est de le retenir à dîner, ainsi que son secrétaire; celui-ci a servi en Algérie avec le général de Bourmont, dont il était l'officier d'ordonnance.

Une stratégie à moi me porte à leur dire que la possession de Civita Castellana aurait été d'une grande importance comme permettant de ravitailler l'armée par la mer et d'avoir ainsi à peu de frais tout ce qu'il faut aujourd'hui apporter d'Ancône au prix de si grandes difficultés. La Reine croit aussi qu'une entreprise sur Civita Castellana aurait été utile, mais pour une autre raison : c'est que les insurgés auraient eu là une porte de sortie pour se réfugier en Corse en cas de malheur.

Toute cette conversation la persuada qu'en dépit du mot « d'avant-garde » appliqué aux forces de Sercognani, nous sommes ici sur les derrières de l'armée constitutionnelle et dans la partie intérieure du dispositif. Des lettres de ses enfans lui arrivent, apportées par une bande de volontaires de Rimini. Pleins de courage et d'espérance, ils croient encore que les Autrichiens n'entreront pas, ou bien qu'on les repoussera, blâment leur mère d'avoir quitté Florence et l'engagent à y retourner. Elle se confirme, au contraire, dans son plan et le leur écrit.

Rosselli les a rejoints à Forli ; le 15 il rapporte une lettre de Louis qui dit Napoléon au lit depuis le 10 avec un gros rhume. Ils ont quitté Bologne le 6 mars avec les généraux Armandi et Grabinski ; MM. Cataneo et Roccaserra les accompagnent. Ils étaient le 7 à Imola, le 8 à Faenza ; l'armée se renforçait d'un bataillon d'étudians dit : *légion de Pallas*. Grabinski, qui commande à Forli, a défendu à Louis de se porter à Lugo sur la première ligne.

Cette journée du 15 est aigre et froide. Nous faisons à pied le tour des remparts, d'où le vent nous chasse à la fin dans l'intérieur de la ville. La pauvre mère songe à son fils aîné malade ; aucune place ne lui est bonne. Toute la soirée et toute la nuit, des convois militaires traversent la ville ; les conducteurs s'arrêtent à notre auberge ; on entend des « Qui vive? », des cris, des appels. Il arrive des courriers, mais aucun d'eux n'apporte ce que la Reine attend : des nouvelles de ses enfans. Vers minuit, j'entends quelqu'un qui vocifère : il s'agit d'un paquet très secret, qui ne doit être remis qu'à la Reine Hortense. Je descends en hâte et m'informe. C'est le commandant de place en personne. Ce qu'il apporte, c'est la collection complète des proclamations du général Armandi !

Un comte Campello, chez qui les Princes ont logé, vient raconter le 16 à la Reine l'expédition de Napoléon dans la montagne de la Sabine, contre les brigands armés par le Pape ; il dépeint l'admiration des habitans de Terni pour leur jeune et beau défenseur. « N'est-ce pas, me dit-elle ensuite, toute radieuse, n'est-ce pas qu'il a figure de général? — Oui, Madame, et de souverain ! »

Pesaro, 20 mars.

Le prince Napoléon est mort le jeudi 17 mars à trois heures de l'après-midi...

La plume devrait me tomber des doigts au moment où j'écris ceci. Il était l'amour, la joie, la gloire et le bonheur des siens ; il en était l'espoir et l'orgueil ; et cependant, devant un deuil si grand, mes yeux sont secs, mon cœur est calme. C'est que je l'ai trop pleuré déjà ; c'est que, pendant les vingt-quatre heures de cet affreux voyage, j'ai trop lutté et j'ai trop souffert ; je retombe dans cette insensibilité, dans cette sécurité où nous nous laissions vivre ailleurs, tandis qu'il agonisait ici...

Le 18 au soir seulement, l'absence prolongée de nouvelles, le récit d'un voyageur disant que la rougeole sévit parmi les troupes inquiètent tout à coup la Reine et la décident à se rapprocher de ses enfans. Le 19, à six heures du matin, nous quittons Foligno pour Ancône. A la première poste, *alle case nuove*, nous voyons revenir Rosselli, qui nous précédait pour commander les chevaux. Il annonce un M. Baratti, qui apporte des nouvelles, et cet inconnu s'approche en effet de la portière de la Reine, disant que Napoléon a la rougeole, que Louis réclame sa mère au chevet de son frère. « La rougeole, j'en étais sûre! s'écrie-t-elle avec effroi. A-t-il bien transpiré au moins? » Puis, sans attendre les réponses, elle commande à Rosselli de courir en arrière; elle va rebrousser chemin jusqu'à Foligno, elle veut qu'on lui prépare des chevaux le long de la route du Furlo jusqu'à Forli.

J'étais descendue de voiture, pour répondre à un signe que m'avait fait Rosselli. Nous nous écartons un peu et il me remet une lettre que je lis à la hâte, en me retirant au fond d'une écurie. C'est M. Roccaserra qui écrit : Napoléon est très malade, il désire sa mère, elle doit venir.

Comme la Reine part dans l'instant et qu'elle fera toute diligence, je décide d'attendre quelque peu avant de lui parler de cette lettre et d'augmenter ainsi ses inquiétudes déjà si vives. A course de chevaux, nous revenons à Foligno; M. Baratti nous suit dans la calèche des princes. Les angoisses de la Reine sont inexprimables. Je lui propose d'envoyer un deuxième courrier, qui devancera Rosselli, qui gagnera sur lui quelques heures et qui reviendra au-devant de nous avec des nouvelles. Elle accepte, et ce moyen, peut-être illusoire, lui procure du moins un instant de calme. Mais à la première poste, à Ponte Centesimo, M. Baratti vient me demander de payer pour lui ses chevaux et m'avoue qn'il n'a plus d'argent. Ce n'est là peut-être qu'une manière de nouer la conversation, ou de m'écarter un instant de la voiture de la Reine, pour causer avec moi en particulier; mais je ne le comprends pas d'abord et réponds qu'il n'ait à s'occuper de rien, que Rosselli fera tout. Il demande alors si j'ai rendu compte à la Reine de la lettre qu'il a apportée. La Reine, en l'entendant, tressaille et dit : « N'est-ce pas, mademoiselle Masuyer, Napoléon n'est pas mort ? S'il était mort, *nous le saurions !* — Oui, madame, lui dis-je aussitôt, *nous le saurions !* »

Je sens que cette réponse est absurde; mais c'est très sincèrement que je proteste contre un malheur dont l'idée n'a pas pu entrer encore dans mon esprit. Je vois alors M. Baratti se reculer précipitamment, pour se cacher derrière la voiture; il sanglote, la tête dans ses mains et s'éloigne en trépignant de douleur. Je comprends tout alors, mais je ne faiblis pas : mon affection pour la Reine ne me permet pas de faiblir; je lui dis qu'on ne l'aurait pas mandée si la situation de son fils avait été désespérée, que c'eût été de leur part à tous un acte d'inhumanité; je lui montre cette lettre, où le mot de mort n'est pas prononcé, mais où elle le devine; elle sent que Roccaserra n'a pas dit toute la vérité. Enfin, à Santa Ara, il faut que je me sépare d'elle un instant; on m'appelle pour payer quelque chose, et, n'ayant plus d'argent moi-même, je descends pour en prendre dans la caisse de la seconde voiture. M. Baratti me remplace alors et révèle à la pauvre mère l'arrêt fatal du destin.

« Lui aussi..., dit-elle. Mes deux enfans... » Elle retombe dans le même accablement où l'avait plongée autrefois la mort de Napoléon-Charles, et ne voit pas les peuples ignorans qui se pressent partout sur son passage. Comme autour de Madame Mère à Rome, on dit d'elle ici : *La madre di Napoleone!* Et plus loin : *Evviva Napoleone! Evviva la liberta!* Ils chantent : « Mieux vaut mourir à la fleur de l'âge que de vivre sous les tyrans! » et tout à coup se taisent, comme effrayés de ce qu'ils ont dit. C'est qu'ils viennent d'apprendre, ces paysans, que l'objet de leur amour, que le défenseur de leur liberté n'est plus; un silence morne, des larmes, des sanglots succèdent alors à leurs chants joyeux.

Je rappelle M. Baratti, je lui demande des détails. Il dit que, pendant cinq jours, Louis n'a pas quitté son frère, qu'il l'a soigné de ses propres mains. Ces paroles tirent la mère de son évanouissement. Elle demande si Louis n'a pas pris la rougeole à son tour. Pourquoi n'est-ce pas lui qui est venu au-devant d'elle? Elle veut le revoir, elle presse les chevaux.

Cependant la distance qu'il lui reste à parcourir est immense, la hâte fiévreuse qui l'anime peut ne pas se soutenir jusqu'au bout. Pour ménager ses forces et la décider à prendre un peu de repos, je parle des brigands qui infestent, dit-on, cette route du Furlo : le passage de Rosselli a pu leur donner l'éveil, ils ont pu tendre des embuscades; il importe de leur échapper,

car, si nous sommes prises, comment sauverons-nous Louis? Elle consent à faire halte à Scheggia, dans la pensée qu'ensuite, l'obscurité venue, nous voyagerons avec plus de sécurité.

Nous gravissons l'Apennin en pleine nuit et sommes le matin à la première heure au col du Furlo. La Reine me demande alors si ce jour qui commence n'est pas le 20 mars. « 1815! murmure-t-elle, le retour de l'Empereur! » Elle se tait ensuite, comme endormie, ou du moins paralysée par la fatigue et par le froid.

Nous traversons Fossombrone, Fono, et sommes à six heures à Pesaro. Un officier, qui a passé la nuit à nous attendre, se présente à la porte. Il va tout de suite avertir le prince Louis, arrivé la veille, avec son cousin Rasponi et couché dans un hôtel voisin. Un appartement est préparé pour la Reine dans le palais de son neveu, le duc de Leuchtenberg. Nous la descendons de voiture, M. Cailleau et moi, et nous la portons sur son lit.

Pour moi, l'idée de me coucher ne m'est pas même venue. J'ai compris que je devais défendre la porte de la Reine et veiller sur son repos. La bonne santé que Dieu m'a donnée, à défaut des talens que je n'ai pas, m'a permis de monter cette garde auprès d'elle jusqu'au soir.

Elle a voulu voir tout le monde. Chaque visite annoncée était un coup nouveau à recevoir; mais, après être retombée dans les larmes, elle se consolait par les larmes des autres et renaissait à l'amour maternel, en voyant les regrets unanimes laissés par Napoléon.

C'est le 11 qu'il est tombé malade à Forli, immédiatement après avoir essuyé le refus d'Armandi au sujet de cette place qu'il avait demandée aux avant-postes. Il s'affligea vivement de voir le colonel Cataneo partir sans lui pour Lugo, ce matin-là, et resta tout fiévreux dans sa chambre à l'hôtel del Capello. Une inflammation des poumons se déclara bientôt et, le 12, l'obligea à garder le lit. La nuit suivante ayant été très mauvaise, le médecin vint le 13 au matin pour la première fois. C'était le docteur Versari, très réputé dans la ville, mais qui n'a rien fait dans la circonstance pour justifier sa réputation. Une saignée qu'il ordonna produisit quelque soulagement; le soir, les douleurs à la poitrine, à la tête et aux yeux reprirent si violemment que le prince en eut un évanouissement. Une toux forte et continue

le secoua toute la nuit. Versari, le trouvant très oppressé et très accablé, le lendemain 14, lui mit les sangsues, mais se refusa encore à reconnaître la rougeole, bien que l'éruption eût déjà commencé. Le 14 au soir, étouffement, nouvelle saignée; le seul soulagement du malade était la présence constante de son frère, qui lui lisait les journaux pour l'amener au sommeil ou pour le détourner au moins de l'idée de son mal. Cette dernière consolation lui manqua le lendemain 15; Versari avait cette fois reconnu la rougeole, trop tard pour la soigner et surtout pour la guérir; le malade lui-même, par crainte de la contagion, n'admettait plus que son frère s'approchât de son lit. Le 17 au matin, déjà, la vie l'abandonnait; il ne voyait plus la fenêtre; trois jours de jeûne, de souffrance et d'insomnie l'avaient mis au dernier degré de l'épuisement, sans qu'il cessât de suivre au plus près les progrès de son mal. Il demanda à Versari la vérité sur son état, et Versari ne put la lui dire, parce qu'il ne la démêlait pas. Roccaserra, gagné à demi par l'assurance du docteur, vaquait seul alors aux soins du malade. Vers midi, épouvanté du changement qui s'était fait depuis le matin, il courut encore chercher Versari, ne put le convaincre, revint seul, et trouva au retour le valet de chambre aux abois qui appelait à l'aide de tous les côtés. L'agonie commençait. Roccaserra ne voulut pas que Louis en fût témoin, le renvoya chez M. Baratti, fit appeler un prêtre, et, le moribond ayant été administré, resta seul au chevet pour recueillir le dernier soupir.

Des bruits sinistres circulant dans la soirée à l'endroit de cette mort, et l'ignorance dont Versari avait fait preuve ne permettant pas de les réfuter de façon certaine, il fut décidé qu'une autopsie était nécessaire. Elle eut lieu le 18 mars, en présence d'un magistrat de la ville, du chimiste Montera, ami du prince, de deux médecins, de deux chirurgiens. Le corps repose depuis dans une caisse de zinc doublée d'une bière en noyer massif.

Dans les conjonctures où nous sommes et l'entrée des Autrichiens dans Forli étant attendue d'un instant à l'autre, la cérémonie funèbre ne peut plus se faire ailleurs qu'en cette ville; la mère ni le frère ne pourront s'y rendre, et c'est là sans doute un chagrin de plus. Mais, au moins, rien ici ne les menace; le souci de leur sécurité personnelle n'empoisonne pas leur douleur et ne vient pas se mêler à leurs regrets. Je le dis à la Reine : elle aurait pu être plus malheureuse encore; elle aurait pu se voir

séparée de Napoléon par la guerre, avant de l'avoir été par la mort. Louis aurait pu se trouver dans l'alternative de déserter le lit de son frère agonisant ou de tomber aux mains de l'ennemi, tandis qu'il l'a assisté jusqu'à la fin, et que leur affection réciproque s'est satisfaite du voisinage où ils se trouvaient.

Napoléon avait de Louis l'opinion la plus haute : « C'est un profond penseur, disait-il à Roccaserra. Il m'est supérieur en intelligence. Il deviendra un grand homme d'État... » Puis, passant aux autres personnes de la famille, il le chargeait pour elles des adieux les plus touchans.

La douleur de Tadeo donne la mesure de celle que l'événement va causer à Florence. Nous y renvoyons ce soir ce vieux serviteur; demain Rosselli y retournera à son tour, avec la voiture du Roi. Enfin, le valet Cateno a été congédié aujourd'hui même. Il emporte la bourse du Prince, qu'il prétend lui avoir été donnée par son maître, avec les 49 napoléons qu'elle renfermait. Force est de le croire sur sa parole, bien qu'il n'en ait pas.

Une chose que Roccaserra n'a pas dite à la Reine, que j'espère qu'il ne lui dira pas, c'est que Napoléon avait désiré la revoir et qu'il l'attendait avec impatience. Jusqu'à présent, elle ne s'accuse de rien. Elle rejette sur la fatalité les cinq jours d'incertitude et d'attente perdus par elle à Foligno, alors que sa place était si bien marquée ici. Serait-ce que chez elle l'instinct maternel, si vigilant pour Louis, était moins organisé et moins avisé quand il s'agissait de Napoléon?

Deux journées passées à Pesaro ont contribué à la remettre. Le danger même de sa situation lui était salutaire en ce qu'il la ramenait au sentiment des choses présentes et la tirait de son désespoir. Le prince Louis, qu'elle voulait dérober aux Autrichiens, avait les mêmes soins pour elle, et cette obligation de s'occuper l'un de l'autre était leur salut à tous deux.

J'ai fait part pour elle de son deuil à sa belle-sœur, la duchesse de Leuchtenberg, et prié Mme de Walsch de l'annoncer à la grande-duchesse de Bade. Le lundi 21, son neveu Rasponi, mari de la fille cadette de Murat, et le comte Pepoli, notre connaissance de Foligno, devenu depuis peu de jours préfet de Pesaro, lui ont fait d'assez longues visites. Hier 22, elle a voulu écrire dans son lit une notice sur son malheureux enfant. J'ai profité de ces instans pour causer avec le prince Louis. Il m'a parlé de sa douleur avec confiance, et même avec abandon ; je

l'ai plaint d'autant plus qu'il ne croit pas à l'immortalité de l'âme et n'a pas la pensée consolante de retrouver un jour son frère dans un monde meilleur.

Nous raisonnions encore, quand un sauf-conduit nous a été apporté par M. Pepoli en personne, avec l'avis que la flotte autrichienne faisait voile vers Ancône. Le vent contraire l'avait seule retardée jusque-là ; elle menaçait de jeter des troupes à Sinigaglia et de couper d'Ancône tout ce qui se trouvait encore à Pesaro. Sur cette menace, on fit les paquets à la hâte, et nous partîmes à la nuit dans notre ordre habituel, c'est-à-dire la Reine et son fils dans la première voiture, Mme Cailleau et moi dans la seconde. Chemin faisant, on s'aperçut que les voiles annoncées n'étaient pas en vue et que le débarquement dont on nous avait épouvantées ne paraissait pas dans le plan des Autrichiens ; ils ne pouvaient pas non plus courir la poste et nous poursuivre aussi vite que nous les fuyions. Ces considérations jointes à l'impossibilité où la Reine aurait été de supporter un plus long voyage nous firent nous arrêter à Fano. La maîtresse de l'auberge, jolie comme un ange, était mariée depuis trois mois et fort en peine de son jeune mari, qui l'avait quittée pour aller combattre dans l'armée de Sercognani. La Reine lui disant qu'on était tranquille de ce côté-là, elle répondit, ses beaux yeux pleins de larmes : « Il est peut-être tranquille, mais nous ne le sommes pas. » La Reine lui trouvait de la ressemblance avec Mme de Brack, et le prince avec Mme Récamier.

Charles, qui nous rejoignait avant-hier matin au moment où nous quittions Fano, arrivait dans la nuit de Forli, où il avait présidé aux obsèques du prince Napoléon. Une messe a été dite en grande pompe à la cathédrale. Le général Grabinski, le colonel Cataneo conduisaient le deuil, ayant derrière eux la garde nationale tout entière, le crêpe au bras, les prêtres et les confréries, enfin les habitans de la ville et de la campagne. Le cercueil a été déposé dans une chapelle, d'où le roi Louis le fera transporter à Florence. A peine cependant la cérémonie était-elle achevée que tous les figurans du cortège rentraient chez eux pour se cacher ou se déguisaient pour prendre la fuite. Les Autrichiens marchaient sur Forli où leur entrée était prévue pour le 24 au matin.

Ces détails pénibles ajoutaient à la tristesse du prince Louis. Nous côtoyions de très près la mer ; les vagues agitées nous

jetaient leur odeur et nous berçaient de leur bruit mélancolique. Sinigaglia, jolie ville commerçante, une fois laissée derrière nous, nous découvrîmes bientôt Ancône qui, vue de ce côté, paraît bien située et bien bâtie. Ici encore, la Reine devait loger au palais Leuchtenberg; M. Bendoni, qui gère ce palais, et le général Armandi l'attendaient à l'arrivée. Elle a reçu aussi son neveu Camerata; cette visite était un nouvel et cruel assaut qui la rappelait au sentiment de ses douleurs. Peu après, le comte a fait conduire au palais par une gouvernante, son fils, bambin de cinq ans, joli à ravir dans son petit habit de garde national. Comme les autres petits-neveux de l'empereur, cet enfant a le type des Bonaparte au plus haut degré.

Le Prince fut tout de suite voir l'état des défenses de la place. Une quantité de canons traînaient sans affût; on s'occupait à peine de les monter, chose que les longues tergiversations des Autrichiens auraient cependant permis de faire plus tôt.

Le général Zucchi venait de faire connaître que, la position de Cattolica ne pouvant être défendue, il se retirait dans la direction de Pesaro. Quelques heures plus tard, arrivait la nouvelle d'un combat qui venait de se livrer à Rimini et qui ne pouvait plus être qu'une échauffourée sans conséquence, puisqu'enfin Cattolica était évacuée. Au contraire, un courrier de Sercognani apportait un message plein d'espérances.

Des voiles *tricolores* avaient été vues dans la Méditerranée! Deux frégates étaient arrivées à Civita-Vecchia! On ne savait pas au juste de combien d'hommes elles étaient chargées ni ce qu'elles venaient faire, mais sûrement c'était un secours que la France envoyait!

Malheureusement, les journaux de Paris reçus à Ancône le jour même démentaient ces espoirs chimériques. Ils confirmaient le fait de l'intervention autrichienne annoncée dès le 7 mars aux sujets du Pape par le cardinal Bernetti.

Ils publiaient le traité conclu le 3 mars entre la cour de Rome et celle de Vienne. 20 000 Autrichiens allaient occuper les Légations et la Marche d'Ancône; ce nombre pourrait même être augmenté si les circonstances l'exigeaient. Le texte de cette convention étant reproduit sans commentaires, il devenait évident que le gouvernement de Paris en avait eu pleine connaissance et que rien ne pourrait désormais le tirer de son silence et de son immobilité.

Ces nouvelles désastreuses furent immédiatement transmises à la Reine. Le gouvernement bolonais tient ses séances au deuxième étage du palais Leuchtenberg, juste au-dessus de notre appartement. Elle savait que ces bonnes gens, sans aucune expérience des affaires, avaient la tête perdue de tout ce qu'il leur arrivait; que les bourgeois d'Ancône demandaient une capitulation; qu'Armandi, n'apercevant aucune issue, était disposé à traiter avec le Saint-Siège. Il avait heureusement, sous la main, pour pouvoir le faire, le cardinal Benvenuti, légat *a latere* qui, par décret spécial de la Providence, se trouvait être son prisonnier depuis quelques jours.

Les Autrichiens s'efforçaient de leur côté d'amener un dénouement pacifique en répandant une proclamation aux termes de laquelle une amnistie entière était promise aux insurgés, en échange du dépôt de leurs armes. Étaient seuls exceptés de cette mesure bénévole le général Zucchi et le prince Louis, qui devaient être fusillés aussitôt que pris.

Comme si ce n'était pas assez de cette menace, il a fallu que le prince fût attaqué hier soir d'un violent mal de tête; la Reine a fait dresser pour lui un lit dans son boudoir. Un jeune docteur, découvert par Charles, n'a su qu'ordonner un bain de pieds et réserver son diagnostic. Mais, ce matin, M. Bendoni nous amène son médecin qui reconnaît la rougeole au premier coup d'œil. Toute sortie est interdite, il faut couvrir le malade et le faire transpirer. On devine l'émoi de la Reine. Les Autrichiens aux portes! son fils paralysé par le mal! Comment le guérir? Comment le cacher? Comment le tirer de là?

VALÉRIE MASUYER.

(A suivre.)

LES EFFETS DE LA GUERRE
AUX ÉTATS-UNIS

I

Ce n'a pas été une des moindres surprises des temps derniers que de voir la répercussion profonde causée à New-York par l'ouverture des hostilités en Europe. Un observateur superficiel aurait pu croire que ce grand pays, séparé du théâtre de la guerre par l'immensité de l'Atlantique, ne devait pas avoir à souffrir des maux qui s'abattent sur nous et qu'au contraire il profiterait de l'interruption ou du ralentissement de la vie économique dans l'Ancien Monde pour développer ses affaires et sa prospérité. Mais il eût oublié, en raisonnant de la sorte, deux faits : le premier, c'est que l'organisation économique moderne a rendu les peuples solidaires et que, par conséquent, ce qui atteint les uns ne saurait laisser les autres ni indifférens, ni insensibles aux épreuves de leurs voisins ; le second, c'est que les États-Unis, malgré leur richesse, sont encore tributaires de l'Europe ; celle-ci détient une fraction importante de leurs valeurs mobilières ; en outre, les voyageurs américains lui apportent tous les ans des sommes importantes pour acquitter leurs frais de séjour et les acquisitions qu'ils ont coutume de faire à Paris, à Londres et dans d'autres capitales.

Le premier effet de la guerre est d'arrêter la vente de tout ce qui n'est pas objets essentiels à la vie. Les articles de luxe sont les premiers à souffrir de cet état de choses ; il n'est pas besoin d'insister sur le fait que les Américains manqueront

cet automne à la rue de la Paix. Nous avons tort de dire les Américains : car beaucoup d'entre eux, et leurs ambassadeurs à leur tête, sont restés parmi nous, donnant ainsi un admirable exemple de solidarité internationale et d'attachement à notre pays. S'ils contribuent largement aux œuvres d'assistance organisées à Paris, ils ont sans doute suspendu ou ralenti leurs achats d'objets d'art, de toilette, de tout ce qui sert à embellir la vie sans lui être indispensable. Sous ce rapport, ils auront donc moins d'argent à faire venir de chez eux. Mais ils ont des engagemens à remplir, des coupons à payer aux détenteurs européens des obligations et des actions de chemins de fer, de compagnies industrielles, de sociétés de toute nature. Outre les coupons, ils ont à rembourser les titres amortis et aussi les effets à court terme qui, durant les dernières années, ont été placés en Europe par les municipalités, les entreprises de diverse nature. C'est ainsi qu'un montant considérable de Bons de la Ville de New-York arrive prochainement à échéance. Comme les porteurs européens seront sans doute peu disposés à les renouveler, il y aura lieu d'envoyer les fonds.

Cette perspective de remises importantes à faire à Londres et à Paris, au cours de l'automne, a été l'une des raisons des inquiétudes conçues à New-York dès la fin du mois de juillet. Une autre circonstance menaçante pour cette place résultait de ce que beaucoup de porteurs européens de valeurs mobilières américaines ont cherché, dès la première heure de la panique, à se débarrasser de leurs titres sur le marché qui semblait devoir absorber leurs offres. Mais celles-ci se sont produites en quantités telles que la Bourse a dû être fermée. Cette suppression des transactions a protégé l'Amérique contre une inondation de titres qu'elle eût éprouvé quelque peine à absorber d'un seul coup : elle a privé peut-être ses capitalistes de l'occasion d'acquérir à très bon marché des valeurs qu'à d'autres époques ils avaient vendues à des prix plus élevés.

De toute façon, l'arrêt des échanges de titres dans une ville comme New-York, où il s'en négocie parfois plus d'un million par jour, entraîne des inconvéniens sérieux. Il est probable que c'est une des Bourses, parmi toutes celles qui ont fermé leurs portes, qui les rouvriront le plus tôt.

Cela est d'autant plus vraisemblable que le commerce extérieur devrait rapidement reprendre son activité. Les exporta-

tions de marchandises américaines dépassent singulièrement les importations de produits étrangers; c'est précisément l'écart entre ces deux chiffres qui permet d'acquitter sans difficulté les dépenses dont nous venons de parler, les débours des voyageurs et le service des titres possédés par des Européens. Dans les dernières années, les États-Unis vendaient aux Puissances actuellement engagées dans la lutte, pour un milliard de dollars de plus qu'ils ne leur achetaient. Une bonne part de ces exportations consiste en denrées d'alimentation, en métaux et en combustibles, notamment en pétrole; la guerre ne diminue pas les besoins de ces objets, qui vont donc continuer à être expédiés et à procurer de l'or aux Américains. A la faveur de ces transactions, les affaires en changes, qui ont été presque arrêtées pendant quelques semaines, vont probablement reprendre un cours normal. Chose curieuse, le dollar, dont la valeur en or n'a pas été mise en doute un seul instant et qui équivaut intrinsèquement à 5 fr. 18 de notre monnaie, est tombé un moment bien au-dessous de 5 francs. Quelques affaires se sont faites au cours invraisemblable de 4 fr. 50. Cette anomalie ne peut s'expliquer que par des besoins urgens d'instrumens de paiement français, que les détenteurs de monnaies américaines ou de chèques sur les États-Unis voulaient se procurer sur l'heure, à n'importe quel prix.

Le rétablissement du marché du change importe au plus haut degré à la communauté commerciale; elle le réclame avec instance. Les moratoires décrétés dans divers pays sont un obstacle; mais comme ils ne s'appliquent pas aux obligations contractées postérieurement aux dates auxquelles ils ont été promulgués, il semble que le moment approche où exportateurs et importateurs pourront conclure leurs marchés avec la certitude de payer ou de recevoir des sommes déterminées. Déjà le cours du dollar est revenu aux environs de 5 francs. L'or circule librement en Amérique: 100 millions de dollars de métal ont pu être exportés de New-York en Europe durant les quelques semaines qui avaient précédé la guerre.

Les Anglais, de leur côté, font de grands efforts pour rétablir le marché des changes. Un avis de la Trésorerie, publié le 4 septembre, annonce que la Banque d'Angleterre fournira aux accepteurs de traites antérieures au moratoire les fonds nécessaires au paiement des dites traites. Ce paiement dégage les tireurs et

endosseurs, sauf en ce qui concerne la promesse faite par eux aux accepteurs de les couvrir à l'échéance. Les accepteurs devront faire toute diligence pour recouvrer les fonds à eux dus par leurs cliens, pour le compte de qui ils avaient accepté, et reverser ces fonds à la Banque d'Angleterre, en remboursement de son avance. La Banque d'Angleterre s'engage à ne réclamer d'eux les fonds qu'ils n'auraient pas reçus de leurs cliens, qu'une année après la fin de la guerre. Le communiqué officiel se termine par ces mots : « Le Gouvernement négocie dans le but d'aider au rétablissement du change entre l'Angleterre et les États-Unis. »

D'autre part, sa récolte de blé en 1914 étant très belle, l'Amérique a beaucoup de grains à exporter; mais il faut, pour qu'elle tire parti de cette richesse, qu'elle exporte la centaine de millions d'hectolitres qui dépasse ses propres besoins. Dès le début du mois d'août, les wagons s'accumulaient sur les lignes qui conduisent aux ports de l'Atlantique; les élévateurs se remplissaient de grains; les navires étaient affrétés. Mais les opérations des exportateurs ne tardaient pas à être arrêtées, par l'impossibilité où ils se trouvaient de vendre les traites fournies sur les acheteurs européens, et de se procurer les nouveaux capitaux indispensables à la continuation de leurs affaires, en négociant successivement les lettres de change représentant la valeur des cargaisons. Toutefois, il n'y a là qu'un retard : les besoins de l'Europe ne peuvent manquer de se faire sentir et provoqueront alors les expéditions américaines, au moins en ce qui concerne les objets d'alimentation. Pour le coton, il n'en est pas de même : les manufactures européennes étant en partie arrêtées, leurs demandes seront bien moins importantes, et les États-Unis n'exporteront sans doute pas, comme ils le font en temps ordinaire, les deux tiers de leur récolte.

S'il est utile à l'Amérique que les exportations du blé soient reprises le plus tôt possible, les expéditions deviendront bientôt nécessaires à nos alliés anglais, qui importent à peu près les quatre cinquièmes des céréales qu'ils consomment : en 1913, ils ont produit 28 millions et importé 122 millions de quarters. Déjà le prix, qui depuis plusieurs années avait une tendance constante à la hausse, s'est élevé jusqu'à 36 shillings, alors que la moyenne de 1913 n'atteignait pas 32 shillings. Très élevé

pour le consommateur, ce cours représente un gros rendement pour le fermier (1).

En attendant qu'ils redeviennent créanciers de l'Europe, les Américains ont expédié à Ottawa de l'or, que le ministre des Finances canadien y reçoit pour compte de la Banque d'Angleterre. En même temps se réunissait à Washington un comité composé du secrétaire de la Trésorerie Mac Adoo, du contrôleur de la circulation William, de M. Paul Warburg, membre du Conseil central des Banques fédérales de réserve, de M. Morgan, pour étudier le moyen de conserver le métal jaune en Amérique. On calcule que les dettes des États-Unis à payer en Europe d'ici à trois mois, s'élèvent à 130 millions de dollars, mais que d'autre part les exportations doivent les rendre créditeurs d'une somme beaucoup plus forte. La véritable façon de retenir l'or est donc de donner aux négocians toutes facilités pour expédier au plus vite leurs marchandises. C'est pourquoi le cabinet de Washington a envisagé l'idée d'acheter des navires, de les affréter, de les mettre à la disposition des chargeurs et de les assurer, à l'instar de ce qu'a fait le Gouvernement anglais. On estime, à la Maison Blanche, qu'une somme de 25 millions de dollars serait nécessaire à cet effet : les bâtimens, acquis par un comité composé du Président et de trois fonctionnaires, seraient loués à des sociétés qui travailleraient sous la surveillance du Gouvernement; les conditions seraient analogues à celles dans lesquelles opère la Compagnie du chemin de fer de Panama, qui exploite également des transports maritimes. Quant à l'assurance, on créerait à Washington, à la Trésorerie, un bureau des risques de guerre, qui serait doté de 5 millions de dollars et qui cesserait de fonctionner dès que la paix sera rétablie.

Ces projets soulèvent d'ailleurs, dans certains milieux, de très vives critiques. Beaucoup d'Américains demandent pourquoi le Trésor achèterait, à des prix probablement très supérieurs à ceux que des particuliers seraient disposés à payer en ce moment, des navires étrangers, et surtout des vaisseaux appartenant à l'un des belligérans. Quelle raison y a-t-il pour

(1) Le quarter anglais contient 480 livres et correspond à 2 hectolitres 90. Le prix de 36 shillings (45 francs) représente 15 fr. 50 par hectolitre ou environ 19 fr. 40 par quintal. Quand on compare le cours de Londres à celui de Paris, il ne faut pas oublier que le blé n'est frappé d'aucun droit de douane à son entrée dans le Royaume Uni, tandis qu'en France il acquitte une taxe de 7 francs par quintal.

que l'État se mêle d'exploiter des lignes de navigation et de faciliter à certains négocians l'exportation de leurs produits? S'il intervenait, il devrait le faire pour tous les citoyens et non pas seulement pour certaines classes privilégiées.

Le 18 août, le Congrès a voté une loi qui rompt avec une idée passée depuis plus d'un siècle à l'état de dogme à Washington: celle de ne pas permettre aux bâtimens construits à l'étranger de passer sous pavillon américain. Cela est désormais possible. L'acquisition de navires par le gouvernement fédéral soulève des questions délicates au point de vue de la neutralité : c'est pourquoi certains membres du Congrès ont proposé que cette flotte se bornât à naviguer entre les deux Amériques.

En attendant la reprise régulière des exportations, une partie de la presse américaine jette un cri d'alarme à propos des sorties d'or. Elle attire l'attention sur le fait que l'encaisse des banques a rapidement diminué au cours des mois de juin et juillet. La *Financial and Commercial Chronicle* déclare qu'à une époque où les principales nations de l'Europe ont, en fait, suspendu les paiemens en or, les États-Unis ne peuvent pas continuer à laisser le métal jaune quitter le pays et à le remplacer par des billets. Elle s'étonne qu'un banquier aussi avisé que M. Schiff (de la maison Kuhn Loeb et C[ie]), ait conseillé d'autoriser les banques à compter comme réserve légale les billets des autres banques qu'elles ont en caisse. Le président du Comité parlementaire de la Banque et de la circulation, M. Carter Glass, a vigoureusement combattu cette idée, en montrant qu'il suffisait que deux banques s'entendissent entre elles pour émettre des millions de papier, et se le remissent réciproquement, pour augmenter leurs réserves d'une façon apparente, mais non réelle.

La partie la plus sérieuse de l'opinion publique américaine est opposée aux mesures qu'on réclame de divers côtés pour venir en aide à quelques industries. Le Sénat a voté l'achat de 15 millions d'onces d'argent, dont le Trésor n'a que faire, et qui coûteraient environ 8 millions de dollars. Ailleurs on demande que la Trésorerie emmagasine le coton et fasse des avances aux producteurs. Tout ce paternalisme aurait pour résultat d'enfler prodigieusement la circulation fiduciaire et de compromettre la solidité de l'étalon d'or.

II

Parmi les facteurs de la vie économique aux États-Unis, les chemins de fer sont au premier rang. On peut dire qu'ils ont fait le pays : les 400 000 kilomètres de voie qui le sillonnent ont ouvert à l'agriculture et à l'industrie les magnifiques territoires qui s'étendent de l'Atlantique au Pacifique. Sans la locomotive, qui emporte vers les deux océans les céréales et le coton, les minerais et le pétrole extraits de ce sol privilégié, la prospérité de la Confédération ne saurait se concevoir. Les chemins de fer ont été exclusivement l'œuvre de sociétés particulières. Les actions de ces sociétés ont été, pendant longtemps, l'objet principal des échanges à la Bourse de New-York. L'attention du monde a été attirée sur elles. Après avoir fait concevoir des espérances excessives à ceux qui les avaient acquises, elles ont, depuis quelques années, subi une baisse notable et provoqué des inquiétudes parmi les porteurs indigènes et étrangers.

Le chiffre des capitaux engagés dans cette industrie est tel que, même à l'heure où les rapports internationaux dominent la situation économique jusque dans les pays neutres, il convient de dire un mot d'une question d'ordre intérieur, vitale pour l'industrie des chemins de fer. La Commission dite du « commerce entre États, » chargée d'examiner et de trancher les problèmes de cette nature, avait été, en dernier lieu, saisie d'une demande de relèvement de tarifs, émanée d'un certain nombre de Compagnies. Celles-ci ont, toutes, vu leurs frais d'exploitation s'élever depuis nombre d'années, si bien que, en dépit d'augmentations sensibles des recettes brutes, le produit net ne cesse de décroître. Les dividendes baissent ou disparaissent; dans certains cas, le coupon des obligations est lui-même menacé. Par une décision du 1er août 1914, longuement motivée, la Commission du commerce entre États a donné satisfaction à un certain nombre des réclamations qui lui étaient adressées; elle en a rejeté d'autres. L'ensemble du résultat obtenu ne peut pas encore être clairement dégagé. Le point important est que les autorités ont enfin reconnu que les tarifs de chemins de fer peuvent, le cas échéant, être relevés et que les transporteurs, comme les autres industriels, ne sauraient travailler indéfiniment à perte. La conclusion de la sentence est très nette à cet

égard : « Un salaire qui lui permette de vivre est aussi nécessaire à un chemin de fer qu'à un individu. Un transporteur qui ne reçoit pas assez pour couvrir ses frais et obtenir en outre un bénéfice assez considérable pour attirer le nouveau capital nécessaire aux travaux d'amélioration et d'extension, ne saurait rendre de services permanens correspondant aux besoins du public. »

En présence du mouvement probable qui va ramener aux États-Unis un grand nombre de titres de chemins de fer que leur vendront les capitalistes européens, il est vraisemblable que les bonnes dispositions de la Commission s'accentueront. Elle sera d'autant plus favorable à un traitement équitable des obligataires et des actionnaires que ceux-ci comprendront une plus forte proportion de ses nationaux.

III

L'une des caractéristiques des crises financières, particulièrement à New-York, c'est la raréfaction soudaine des instrumens de paiement. En 1907, lors de la dernière panique, on paya jusqu'à 4 p. 100 de prime, non seulement pour les espèces métalliques, mais même pour les billets. A la suite de ces événemens, le législateur se préoccupa d'éviter le retour de semblables difficultés : il autorisa la création, en cas de besoin, d'une circulation exceptionnelle. Le Congrès vient d'élargir encore les prescriptions de la loi Aldrich-Vreeland, qui avait été votée à cet effet en 1908 et qui a maintenant été prorogée jusqu'au 30 juin 1915. Des billets supplémentaires pourront être remis à toute banque nationale, toute banque d'État particulier, toute compagnie de trust, pour un montant égal à 125 pour 100 de son capital et de ses réserves. Ces billets sont gagés par des titres autres que les rentes fédérales qui forment la garantie légale de leur circulation normale : 5 pour 100 de leur montant doit être déposé en or à la Trésorerie. Les banques qui les reçoivent paient au Gouvernement un intérêt qui s'élève de 3 à 6 pour 100 l'an. Au 1er septembre 1914, il en avait été émis pour 175 millions de dollars (1).

(1) Bien que le Canada fasse partie de l'Empire anglais, ses relations économiques avec les États-Unis sont plus importantes qu'avec la mère-patrie. Un aperçu des mesures prises à Ottawa à l'occasion de la guerre trouve donc sa place

Ce n'est pas seulement au moyen de ces billets de crise (*emergency*) que la circulation américaine a été renforcée. La loi de décembre 1913 a créé un nouvel organisme, celui des douze banques fédérales de réserve, qui ont à la fois pour mission de réescompter le portefeuille des banques nationales et d'émettre des billets, gagés en partie par des effets de commerce et en partie par de l'or. Elles sont en voie d'organisation, mais ne tarderont pas à faire sentir leur action, qui tendra à faciliter la diffusion du crédit aux États-Unis et à prévenir le retour de crises aussi violentes que celles qui, à diverses reprises, y ont sévi.

En dépit de cette perspective d'une mise à la disposition du marché de ressources considérables, les taux d'intérêt se maintiennent à un niveau exceptionnel : depuis le début du mois d'août, les prêts sur titres, remboursables à première demande, se sont traités entre 6 et 8 pour 100, l'escompte s'est élevé à 8 pour 100.

IV

Le chapitre des finances publiques des États-Unis qui se ressentira le plus de la guerre est celui des recettes douanières, qui forme l'un des élémens principaux du budget fédéral.

Même après l'abaissement du tarif voté par le Congrès sous l'influence du président Wilson, les droits qui frappent à l'importation un grand nombre de marchandises sont encore très élevés. Ils représentent plus du tiers des rentrées : ils ont produit 270 millions de dollars en 1913-1914 (1). Pour 1914-1915, la somme prévue était de 249 millions de dollars. Il est probable que ce chiffre ne sera pas atteint, et qu'un déficit pourra en résulter. Il serait aisé de le compenser par des économies sur un certain nombre de dépenses, notamment celles des pensions et des travaux publics, inscrites respectivement pour 169 et 98 millions.

D'ailleurs le budget, qui est apparemment en équilibre, se solde en réalité par un surplus. Les dépenses du canal de Pa-

naturelle ici. Le gouvernement a demandé au Parlement l'autorisation d'augmenter de 15 millions de dollars la faculté d'émission de billets d'État non couverts par une encaisse d'or, et de la porter à 37 millions et demi de dollars. En même temps, des impôts nouveaux ont été établis, qui doivent fournir 12 millions de dollars par an ; l'autorisation d'emprunter 36 millions a été accordée au Gouvernement.

(1) L'année financière américaine va du 1er juillet au 30 juin.

nama, maintenant achevé et traversé il y a quelques semaines pour la première fois par un navire américain, ont été couvertes, jusqu'à concurrence de 214 millions de dollars, par des excédens budgétaires, réalisés au cours des derniers exercices. Le secrétaire de la Trésorerie n'a pas fait usage de la totalité du pouvoir d'emprunt qu'il avait reçu à cet effet et qui s'élevait à 375 millions de dollars. Rien ne s'opposerait à ce qu'il émît des obligations fédérales pour le montant du déficit de l'année, lequel ne dépassera peut-être pas le montant des crédits inscrits pour les travaux du canal.

L'exercice clos le 30 juin 1914 n'a laissé qu'un déficit insignifiant d'un million de dollars, après avoir fourni 35 millions aux travaux du canal. Le total des recettes et des dépenses s'est élevé à 735 millions, soit le double du chiffre d'il y a quinze ans. Les prévisions établies, au mois de décembre 1913, par le secrétaire de la Trésorerie pour l'exercice 1914-1915, arrivaient à un total, légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent, de 728 millions de dollars; la diminution des dépenses était due exclusivement au crédit plus faible inscrit pour les travaux du canal.

Recettes.	Millions de dollars.
Douanes	249
Revenu intérieur provenant principalement des taxes sur l'alcool et le tabac	315
Impôts sur le revenu des sociétés	40
Impôts sur le revenu des particuliers	65
Ventes de biens nationaux	3
Divers	56
	728

Dépenses.	Millions de dollars.
Pouvoir législatif	13
Pouvoir exécutif et Affaires étrangères	1
Trésorerie	41
Guerre et Marine	9
Intérieur	16
Postes	2
Agriculture	20
Commerce	15
Travail et Justice	14
District de Colombie	15
Rapports internationaux	5
Musées nationaux et Commission du commerce entre États	3
Armée	106
Flotte	139
Affaires indiennes	11
Pensions	169
Travaux publics (y compris Panama)	98
Dette publique (intérêts)	23
Divers	28
	728

Pour le cas où il y aurait des mécomptes dans la rentrée des impôts, le président a demandé au Congrès de voter une série de taxes qui fourniraient 100 millions de dollars. La situation de la Trésorerie fédérale est très forte : elle est le plus vaste réservoir d'or du monde. Au 30 juin 1913 (1), elle détenait 1 262 millions de dollars de métal jaune. De ce montant, 150 millions formaient une réserve affectée à la garantie des 346 millions de billets fédéraux qui circulent; un milliard était le gage direct des certificats d'or émis par le gouvernement en représentation du métal déposé; une centaine de millions étaient libres et faisaient partie de l'encaisse courante du Trésor. Celui-ci distribue une partie de ses fonds disponibles entre les banques, de façon à immobiliser le moindre montant possible et à venir en aide à la communauté commerciale, notamment à la fin de l'été, lorsque des sommes considérables sont requises pour le paiement des récoltes.

Les finances fédérales, bien que la gestion n'en ait pas toujours été irréprochable, n'ont jamais causé de soucis au peuple américain. Les seules plaintes un peu vives qui se soient fait entendre émanaient, il y a un quart de siècle, des milieux industriels, où l'on voyait avec peine de formidables excédens s'accumuler dans les coffres du Trésor. Les manufacturiers craignaient alors que le Congrès ne fût amené à abaisser les droits protecteurs, qui remplissaient les caisses de la Confédération de millions inutiles. La Dette fédérale ne dépasse pas 1 milliard de dollars, chiffre insignifiant pour une République qui comptera bientôt 100 millions d'habitans et dont la richesse atteint de 100 à 120 milliards de dollars.

V

Les États-Unis ont, dès les premiers jours de la guerre, proclamé leur neutralité. Le président Wilson, dans une déclaration adressée à ses concitoyens le 18 août, leur conseille avec insistance d'observer cette neutralité de la façon la plus complète. Voici quelques-uns des passages de ce document :

« Je suppose que tout Américain réfléchi s'est demandé quelle influence la guerre européenne pourra exercer sur les États-

(1) Les chiffres doivent avoir été sensiblement les mêmes au 30 juin 1914, le budget de l'année ayant dû se balancer à peu de chose près.

Unis. Je m'adresse à vous pour vous dire qu'à mon sens, c'est entièrement de nous que dépendent les effets des événemens. J'insiste pour vous recommander les paroles et les actes qui protégeront le mieux la nation contre les dangers. Tout bon patriote parlera et agira dans un sincère esprit de neutralité, c'est-à-dire d'impartialité, de correction et d'amitié vis-à-vis de tous ceux qui sont engagés dans la lutte. Le peuple des États-Unis a ses origines chez beaucoup de nations, et en particulier celles qui sont actuellement en guerre. Il est inévitable que, parmi nous, les sympathies soient opposées. Les passions seraient faciles à exciter et malaisées à calmer. De telles dissensions seraient fatales, et gêneraient l'accomplissement de ce qui est notre devoir propre : étant la seule grande nation qui soit restée en paix, nous devons nous tenir prêts à jouer le rôle de médiateur impartial et à donner des conseils pacifiques. J'adjure donc mes concitoyens d'éviter la plus légère infraction à l'absolue neutralité. Nous devons être impartiaux jusque dans nos pensées; nous devons refréner nos sentimens; nous ne devons rien faire qui puisse être interprété comme indiquant une préférence pour aucun des belligérans. Ma pensée va à l'Amérique. Je suis sûr de répondre au vœu des citoyens attachés à leur pays, en demandant que notre nation se montre, en ces temps troublés, en pleine possession de son sang-froid, maîtresse d'elle-même, capable d'agir sans passion. Gardons-nous libres, de façon à pouvoir intervenir honnêtement et sincèrement en faveur de la paix du monde. »

Tels sont les conseils que le chef du pouvoir exécutif donne solennellement aux habitans de la grande République. Beaucoup d'entre eux ont encore des liens avec leur patrie d'origine, qu'ils n'ont quittée que depuis un temps relativement court. Déjà le Gouvernement a fait savoir qu'il verrait avec déplaisir l'émission à New-York d'emprunts pour compte d'aucun des belligérans; on assure que cette opinion a été exprimée à la suite de tentatives qui auraient été faites par la maison Morgan pour placer un emprunt français de 100 millions de dollars, dont le produit eût été exclusivement consacré à l'achat de produits américains. Il est juste d'ajouter que, d'après des nouvelles récentes, des démarches faites par l'Allemagne en vue d'obtenir des fonds en Amérique ont échoué.

Il est intéressant de rappeler qu'au cours de la guerre russo-

japonaise, alors que le gouvernement fédéral s'était également proclamé neutre, plusieurs emprunts japonais ont été émis à New-York : 25 millions de dollars en mai 1904, 30 millions au mois de novembre suivant, 75 millions en mars 1905. Aux mêmes dates et pour des sommes égales, des émissions japonaises étaient faites parallèlement à Londres; une partie du troisième emprunt fut placé en Allemagne. Durant la même guerre, des rentes russes furent souscrites à Paris pour 500 millions de dollars. Aucun des belligérans n'a considéré que ces divers emprunts fussent incompatibles avec les devoirs des neutres. La récente déclaration du secrétaire d'État M. Bryan est en contradiction avec ce précédent. La manifestation de l'opinion gouvernementale « que des prêts consentis par des banquiers américains à un belligérant est inconciliable avec le véritable esprit de neutralité, » a une portée considérable. Nous ne voyons pas comment une maison quelconque tenterait une opération de ce genre, frappée par avance du blâme présidentiel.

On comprend les recommandations adressées par M. Wilson à ses concitoyens. Un exemple récent nous autorise toutefois à penser qu'il aurait le droit de porter un jugement sur le conflit actuel. A propos des affaires mexicaines, le président des États-Unis a pris une attitude intransigeante vis-à-vis du général Huerta et a refusé de le reconnaître comme chef du pouvoir, par le motif qu'il s'était rendu coupable, ou tout au moins complice de l'assassinat de son prédécesseur Madero. Actuellement, l'un des belligérans méconnaît, de la façon la plus flagrante, les lois de la guerre, les traités de neutralité, les conventions de Genève et de la Haye. N'y a-t-il pas là des raisons suffisantes pour que l'homme éminent qui préside aux destinées d'une Puissance de premier ordre, à laquelle lui-même assigne des devoirs du caractère le plus élevé, fasse connaître aux habitans de la terre le jugement qu'il porte sur la façon dont la guerre est conduite ? Il doit, à l'heure qu'il est, avoir en mains assez de rapports de ses ambassadeurs pour que son opinion soit arrêtée. Le temps n'est-il pas venu pour lui de la proclamer au nom de l'humanité, à la face du ciel et des nations?

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

UN

NOUVEAU PONTIFICAT

Voilà plus de trois cents ans qu'une prophétie court le monde, caractérisant par des formules souvent énigmatiques les pontificats successifs qui nous séparent encore du jugement dernier. Elle se présente comme une inspiration du moine irlandais Malachie, prieur d'Armagh, contemporain de saint Bernard. Si d'aventure on la réputait authentique, ce moine aurait annoncé, dès le XII[e] siècle, que le Pape qui s'appela Pie IX devait être « crucifié », et que sa croix lui serait infligée par une autre croix, *Crux de cruce :* pressentiment étrange, assurément, des assauts qui furent livrés au pouvoir temporel sous le pavillon de la Croix de Savoie. La prophétie, se poursuivant, illuminait à l'avance le règne de Léon XIII par cette glorieuse devise : « Lumière au Ciel, » *Lumen in cælo*; de ces deux simples mots : *Ignis ardens*, « feu brûlant, » elle définissait ensuite Pie X. C'est ainsi que le moine Malachie, ou l'anonyme devin qui sut usurper son nom, interrogeait jusqu'à la fin des âges, d'un regard parfois perçant et parfois tâtonnant, les intentions du ciel sur la terre. Mais une fois assoupi l'*Ignis ardens*, ce regard indiscrètement audacieux voyait, tout d'un coup, des nuages s'accumuler, et, sous ces nuages, un désert s'étendre; et la plume de Malachie, désespérant sans doute de trouver un mot pour qualifier le Pontificat qui régnerait sur ce désert, écrivait lamentablement : *Relligio depopulata.*

Longtemps des croyans de cette prophétie — car elle en compte quelques-uns — se sont demandé ce que ces lugubres

mots voulaient dire; tâchant d'épier l'avenir à travers les voiles du présent, ils questionnaient vainement et ne comprenaient point. Ils assistaient, sous Léon XIII, au progrès constant d'un réveil religieux, à une réaction notoire contre les philosophies qui demandaient à la science plus que la science ne pouvait donner; ils surprenaient, au fond de certains cœurs, sous la forme, balbutiante encore, d'un hommage à l'Inconnaissable, l'élan vers un autre ordre de connaissances, méprisées à tort par l'empirisme positiviste. Que venait leur dire, dès lors, cet importun Malachie, mauvais prophète de mauvaises destinées, quand il avait l'air d'affirmer qu'à bref délai l'immense troupeau quitterait la vieille Église et la laisserait dépeuplée ?

Puis ils observaient Pie X, et ce Pape, aussi, les rassurait. Demeurant, sur le siège de Pierre, le pasteur qu'il avait été sur le siège de Marc, et justifiant avec une parfaite exactitude de zèle son titre d'Évêque de Rome, Pie X renouvelait la vie paroissiale dans la Ville Éternelle; au delà de ses fenêtres du Vatican, qui dominent le monde, ses yeux aimaient à s'arrêter, avec une complaisance touchante, sur les besoins spirituels de ces habitans de Rome qui étaient, à proprement parler, ses diocésains; il vivifiait les paroisses existantes; dans ces cimetières spirituels qu'étaient les faubourgs de Rome, il créait des paroisses nouvelles; il suscitait ainsi, au centre même de la catholicité, un rajeunissement de vie catholique; et c'était là comme un défi nouveau, comme un nouveau démenti, à l'assombrissant pronostic qui laissait craindre une dévastation prochaine de l'Église.

On observait, au surplus, que le pontificat de Pie X s'était donné pour tâche de développer la vie eucharistique, et qu'il avait réussi. Ce Pape s'ingéniait à multiplier Dieu dans les âmes, et Malachie, lui, paraissait menacer Dieu d'une éclipse. Les deux mots du prophète étaient de plus en plus insaisissables : dans les milieux les plus crédules aux prédictions suspectes, on aimait mieux encore, s'il fallait faire un choix, taxer le vieux moine d'erreur, que de conclure aveuglément à la faillite sociale de cette vie eucharistique, soucieusement cultivée par Pie X dans les profondeurs du peuple chrétien.

Mais tout d'un coup, au début du dernier mois d'août, le pronostic s'éclaira. On l'avait mal interprété. Des ravages, sans doute, allaient survenir, et des dépeuplemens : Malachie avait dit vrai; mais ces milliers et ces milliers d'âmes dont le devin

mystérieux avait prévu l'exode, allaient quitter, non point l'Église, mais la terre. Les dépeuplemens qu'il avait aperçus, c'étaient les anéantissemens dus à la guerre. On avait à tort supposé qu'il voulait parler de la désertion des autels. Il songeait à de vastes provinces de la chrétienté, devenues une vaste sépulture anonyme, où s'ouvraient des fosses, un peu partout, si même on avait le temps de les ouvrir. Pie X comprit, aux tout derniers jours de sa vie, ce qu'avait signifié Malachie; il donna l'exemple de mourir à ceux qui allaient mourir.

On n'avait jamais relevé, chez lui, le souci qu'avait eu Léon XIII de parler aux imaginations humaines; mais sa mort leur a parlé, et durable en sera l'écho. C'est sans le vouloir qu'il était devenu Pape, et sans le vouloir, encore, qu'il avait, bon gré mal gré, inséré sa vie dans l'histoire. Sa mort fait mieux que s'y insérer : elle émerge, elle se dresse; aux origines de la période qui maintenant s'inaugure, le récit de cette fin s'imposera; elle fait de Pie X la première victime de la guerre, victime spontanément offerte; c'est par lui que s'inaugura le « dépeuplement » de la chrétienté; et le Père s'en fut, au delà de la tombe, attendre l'interminable cortège de ses fils. Dieu concerta l'instant de cette mort, pour en faire, si l'on ose ainsi dire, une mort représentative; ce prêtre, qui eût aimé une vie obscure, eut une agonie éloquente; et s'il était donné à l'homme de choisir l'heure où il meurt, soyons assurés que Léon XIII eût fait choix d'un tel instant, de l'instant où sur la chrétienté commençait de planer un voile de deuil, pour laisser s'éteindre l'éclat de son règne. Certaines journées radieuses — et le pontificat de Léon XIII en fut une — semblent aspirer à certains genres de crépuscule. Léon XIII aimait les gestes pontificaux qui ponctuent les époques de l'histoire universelle et qui soulignent la suite de cette histoire; la mort de Pie X fut un de ces gestes.

Durant chacun des jours qui la suivit, le monde chrétien continua de se décimer, de se dépeupler; il n'est pas encore au bout de son calvaire. Le cardinal Jacopo della Chiesa, devenu Pape sous le nom de Benoit XV, dut couvrir de sa première bénédiction un univers homicide; et son avènement coïncida, comme l'avait vu Malachie, avec la plus tragique des crises; mais ce n'est pas une crise de l'Église, c'est une crise de l'Europe.

***

Il est rare que la pourpre romaine, à peine posée sur les épaules d'un prélat, s'en détache, triomphalement, pour faire place aux vêtemens qui sont ceux du Pape. Son Éminence le cardinal Jacopo della Chiesa, deux cent soixante et unième successeur de saint Pierre, a connu cette insigne destinée. En moins de quatre mois, il vit descendre vers lui l'une des dernières pensées de Pie X, désireux de rendre tout son lustre au siège de Bologne, et puis monter vers lui les acclamations des cardinaux électeurs. La longévité de Pie X fut heureusement assez robuste pour qu'il eût le temps de rendre *papabile*, au moins en dernière heure, celui qui devait être le Pape du lendemain.

Des indiscrétions qui feignaient d'avoir pu traverser les imperméables parois du Conclave mentionnèrent, deux jours et demi durant, un duel engagé entre certaines tendances, duel ardent, enflammé. Un seul fait est certain : c'est que la petite fumée traditionnelle qui annonce que l'élection du Pape n'a pu encore avoir lieu, vint défier à plusieurs reprises, pendant deux matinées et deux soirées, l'impatiente curiosité de cette foule, qui attendait qu'un Pape fût nommé et qu'on proclamât son nom. Cette fumée trouva des commentateurs avertis, qui conclurent qu'il y eut dans l'auguste assemblée certaines aspirations lentes à capituler, certains conflits lents à s'apaiser. Mais les cardinaux se sont tus, et même les conclavistes ; et lorsqu'on étudie du dehors les résultats du Conclave, lorsqu'on sait l'imposante majorité qui porta Benoit XV sur la chaire de saint Pierre, on en peut induire que son élection ne fit en définitive ni vainqueurs ni vaincus, et qu'elle sanctionna la prépondérance toute naturelle, toute spontanée, d'un courant dont l'Église entière savait la puissance et sentait l'opportunité.

On a vu des conclaves, assez lointains déjà, aboutir au choix d'un cardinal qui s'était longuement signalé, sous le pontificat antérieur, par un suggestif effacement, par un éloquent mutisme ; il pouvait y avoir quelque chose de pénible, et même de troublant, pour les consciences chrétiennes, dans l'éclat des reviremens que de pareils choix semblaient présager. A l'époque contemporaine, la sagesse des Éminentissimes électeurs met l'Église à l'abri de ces épreuves. L'esprit de parti, que déchaî-

nent toutes les assemblées humaines, semble amorti, dans les conclaves, par une certaine préoccupation de synthèse; elle atténue les contrastes, elle domine les divergences; elle place la tiare sur le front de Mgr della Chiesa, dont l'élévation cardinalice fut l'une des suprêmes décisions de Pie X, et dont la jeunesse et l'âge mûr avaient été ardemment et fidèlement dévoués au service du cardinal Rampolla.

Voilà moins d'un an que le cardinal Rampolla, sur qui le monde chrétien n'avait jamais cessé de fixer les yeux, était, dans sa retraite de Sainte-Marthe, emporté par une mort soudaine; et celui qui, vingt ans durant, l'avait incessamment secondé, d'abord dans la nonciature de Madrid, puis à la secrétairerie d'État, occupe aujourd'hui la Chaire de Pierre. Voilà onze ans que les cardinaux, après avoir solennellement promis d'élire celui d'entre eux qu'ils jugeraient le plus digne, furent gênés dans leur imprescriptible liberté par un méfait de l'Autriche; et cette puissance, aujourd'hui, voit monter sur le trône pontifical, pour observer, du haut de cette cime, les remaniemens prochains de l'Europe, le diplomate qui se fit naguère un devoir de réaliser au jour le jour les visées diplomatiques du cardinal Rampolla, de s'assimiler ses directions, de les énoncer, de les appliquer.

On peut dire qu'avant d'être archevêque de Bologne et puis Pape, Benoît XV fut à même d'étudier de très près toutes les questions européennes et de mesurer avec une agile perspicacité l'inévitable répercussion politique de toutes les démarches pontificales. Il nous faut un pape religieux, et uniquement religieux, disent de temps à autre quelques publicistes. Sous des apparences parfois édifiantes, cette conception du « Pape religieux, » si Dieu permettait qu'elle se réalisât, interdirait au Souverain Pontificat de jeter un regard sur le jeu des affaires humaines; elle ne le rapprocherait du Ciel et ne le consacrerait aux choses de Dieu que pour qu'il laissât la terre tranquille; elle condamnerait le Vicaire du Christ à se désintéresser de la vie de l'humanité. Tout comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, le « Pape purement religieux, » dont rêvent certains esprits singulièrement éloignés des vraies traditions romaines, ferait de la politique sans le savoir; et ce serait, par cela même, de la mauvaise politique.

Ce Pontife, à supposer qu'il pût exister, serait un Pontife

qui ne calculerait pas la portée politique de ses actes ; un Pontife qui serait amené à les atténuer ou à les retirer, faute d'en avoir envisagé d'avance les conséquences diplomatiques ; un Pontife, enfin, qui, dans son parti pris de négliger systématiquement les réalités temporelles, risquerait d'en abandonner la conduite à des influences de hasard. On ose à peine pressentir les graves souffrances auxquelles un tel règne exposerait l'Église. Proches parens, qu'ils s'en doutent ou non, de ces philosophes du XVIIIe siècle qui déclamaient contre la théocratie pontificale, les abstracteurs qui dessinent le rêve d'un « Pontificat purement religieux » voient s'insurger contre eux toute l'histoire de la Papauté, depuis Nicolas Ier jusqu'à Grégoire VII, depuis Sixte-Quint jusqu'à Léon XIII ; ils voient militer contre eux, aussi, les documens de Pie IX sur le libéralisme, de Pie X sur le laïcisme. Car ces encycliques, par cela même qu'elles visent une certaine laïcisation de la pensée et de la vie, crient halte aux utopistes qui, sous je ne sais quels dehors de respect pour le caractère religieux du Souverain Pontificat, finiraient par isoler la Papauté des affaires de ce monde : elles réduisent à néant cette conception, plus mesquine qu'altière, d'un « Pape purement religieux, » dont parfois, chose étrange, certaines âmes pieuses sont complaisamment les dupes.

Y eut-il, en définitive, Papes plus religieux que ce Benoit XIV et ce Léon XIII, qui furent les deux grands Papes politiques de l'âge moderne ? Le premier, semblant légiférer pour le Ciel lui-même, fixa longuement les règles de la canonisation des saints ; le second développa la théologie de l'Esprit Saint, fit encyclique sur encyclique pour montrer dans le Rosaire une source de grâces, et s'occupa de semer à travers le monde, comme des foyers de vie spirituelle et de charité, les groupemens du Tiers-Ordre de saint François. Ce sont là, je pense, des besognes religieuses ; le souvenir en demeure vivant, et singulièrement précieux pour la piété catholique ; et c'en est assez pour attester que le contraste que d'aucuns prétendent établir entre la notion de Pape religieux et la notion de Pape politique n'est qu'un jeu de mots subtil, et quelquefois perfide.

Pape politique et Pape religieux, Benoit XV sera l'un et l'autre : son passé nous en est garant. Depuis 1878, date de son entrée à l'Académie des Nobles, jusqu'en 1907 où il s'effaça du

Vatican pour gouverner un diocèse, ce fut son rôle professionnel de regarder l'Europe et d'insérer, jour par jour, son assidu travail dans la trame de la politique pontificale. L'illustre Benoit XIV, qui parlait librement de son insignifiant prédécesseur Benoit XIII, déclarait un jour, dans une lettre, que ce Pontife n'avait « pas eu la première idée du gouvernement ; » on peut affirmer que ce n'est pas à Benoit XIII que ressemblera Benoit XV.

Tout en même temps, Mgr della Chiesa savait cumuler avec ses fonctions de substitut à la secrétairerie d'État la direction d'un tiers-ordre franciscain destiné aux ecclésiastiques ; et l'un des rares travaux de librairie dont il se soit octroyé le loisir est la préface dont il a fait précéder un livre d'un chanoine de Bologne intitulé : *Le prêtre*. A l'école du cardinal Rampolla, dont Rome entière admirait la haute sainteté, Mgr della Chiesa sut observer comment une âme de prêtre peut prendre contact avec les *combinazioni* des intérêts humains sans perdre de vue le divin absolutisme des vérités souveraines. Tandis que le cardinal Rampolla, s'enfonçant dans les catacombes, aimait à s'agenouiller devant la tombe des premiers martyrs et semblait ainsi chercher, sous terre, un premier avant-goût de l'Église d'en haut, Mgr della Chiesa, de son côté, rompait volontiers ses dialogues avec les représentans des chancelleries, pour s'en aller à l'église Saint-Eustache confesser quelques humbles fidèles, et pour épancher le meilleur de son cœur dans certaines homélies ; et lorsqu'il avait parlé de la terre avec les grands du monde, il s'en allait près des petits, pour leur parler de Dieu.

Il témoignait du goût et du dévouement pour les initiatives qui visaient à répandre parmi les catholiques de Rome la connaissance de l'Évangile et l'habitude de le lire. Lorsque, dans les premières années du pontificat de Pie X, la Société romaine de Saint-Jérôme lança dans les diocèses d'Italie, et puis dans ceux de France, des éditions populaires du Nouveau Testament et des Actes des Apôtres, l'intermédiaire qui sollicita et obtint pour cette œuvre les plus formels encouragemens du Vatican n'était autre que Mgr della Chiesa. Le fruit de ses démarches fut une lettre pontificale, trop peu connue en France, dans laquelle Pie X écrivait au cardinal Cassetta :

Le bien entrepris par la Société de Saint-Jérôme est d'offrir à la mases entière une occasion facile de lire l'Évangile à fond et de s'en pénétrer.

Comblez par un plus grand nombre d'exemplaires ce large besoin de lire l'Évangile, qu'a fait naître votre zèle : cela ne sera jamais sans fruit, et cela en outre sera efficace pour faire tomber l'opinion d'après laquelle l'Église répugnerait à faire lire l'Écriture sainte au vulgaire ou y mettrait quelque obstacle.

Du fond des bureaux de la secrétairerie d'État, du fond de ces laboratoires où se concerte l'action diplomatique de l'Église, la pensée de Mgr della Chiesa, s'envolant vers les sources très hautes et très pures d'où descendit le message de Dieu, aspirait à familiariser d'innombrables âmes avec l'Évangile. Telle était la distraction de ce prêtre, et tel était son repos, entre deux rédactions de dépêches ministérielles.

Puis sept années survinrent, durant lesquelles, installé sur le siège archiépiscopal de Bologne, il eut à faire acte de pasteur d'âmes, exclusivement, et durant lesquelles il put connaître à fond les rouages d'un diocèse, avec autant de précision qu'il avait appris à connaître ceux de la Curie. Cardinaux qui souhaitaient un Pape pasteur, et cardinaux qui souhaitaient un Pape homme d'État, furent aisément conduits à coaliser leurs suffrages pour couronner de la tiare une expérience aussi complète de tous les besoins de l'Église.

***

« Vous resterez avec moi, » disait Benoit XV à l'un de ses électeurs quelques minutes après le dernier scrutin; et l'univers chrétien, dès le lendemain, connut la nomination du nouveau secrétaire d'État. En appelant auprès de lui le cardinal Domenico Ferrata, Benoit XV faisait entrer dans ses conseils l'un des héritiers les plus avisés des traditions diplomatiques romaines. Les premières armes de ce futur cardinal, au temps où il était encore jeune prêtre, lui méritèrent d'inscrire son nom dans l'histoire religieuse de la Suisse et dans l'histoire religieuse de la Belgique. C'était au début du Pontificat de Léon XIII : les rapports entre Rome et la plupart des nations paraissaient assez compromis. L'Allemagne bismarckienne avait l'illusion de pouvoir mesurer sa force matérielle avec l'ascendant spirituel de l'Église; ce précédent, quelque médiocre qu'en eût été le succès, semblait faire école pour d'autres peuples. La Suisse, plagiant Bismarck, emprisonnait ou proscrivait ses prêtres; la Belgique

s'exacerbait contre Rome; la France inaugurait certaines allures qui inspiraient de graves appréhensions. En face de ces hostilités ou de ces menaces s'était assis sur la Chaire de Pierre un Pontife qui s'évertuait à renouer les liens brisés, à épier et à interroger, par delà la mauvaise volonté de certains gouvernemens, la bonne volonté des peuples. L'un des premiers serviteurs vers qui ses regards se tournèrent fut Mgr Ferrata, auditeur de la nonciature de Paris.

Léon XIII manda Mgr Ferrata et mit sur ses épaules un lourd fardeau : il s'agissait d'aller en Suisse à titre privé, d'ausculter l'opinion, de l'orienter ou de la transformer. Mgr Ferrata fit quatre voyages, et rapporta la paix. Lorsque Rome, peu d'années après, sentit le moment venu de rétablir les relations avec la Belgique, ce fut à Mgr Ferrata que songea Léon XIII. Installé dans la nonciature de Bruxelles, l'habile diplomate sut aplanir les suprêmes difficultés, écarter les périls auxquels une politique d'intransigeance pouvait exposer le parti catholique, et consolider ainsi les assises de ce parti, devenu majorité. La libération des catholiques suisses, la prépondérance des catholiques belges, furent les conséquences immédiates ou lointaines de son travail diplomatique. A son arrivée dans les deux pays, il avait trouvé des décombres : il ne les quitta, l'un et l'autre, qu'après avoir fait œuvre de construction.

La nonciature de Paris lui réservait une tâche moins décisive et peut-être plus ingrate : il l'accepta telle quelle, et la remplit avec espoir et courage. C'était l'époque où la proclamation de l' « esprit nouveau » par le ministre Spuller apparaissait comme une réponse, timide encore mais déjà souriante, aux premières avances de Léon XIII : Mgr Ferrata put enregistrer ce discours ministériel comme un premier succès de la politique de « ralliement. » En France comme en Belgique, en Belgique comme en Suisse, c'était en effet sa maxime et son but, de chercher à créer dans l'opinion publique un certain état d'esprit qui faciliterait l'entente avec l'Église : il avait confiance qu'une fois cet esprit créé, les difficultés juridiques ou politiques opposées à cette entente s'atténueraient ou s'effaceraient. Léon XIII encourageait cette attitude qui, sans rien sacrifier des droits de l'Église, essayait, tout d'abord, de préparer l'harmonie des bonnes volontés. L'harmonie, sans doute, est parfois difficile à réaliser; mais, n'est-ce pas l'avoir accomplie plus qu'à demi que

d'y aspirer? Les bonnes volontés qui désirent s'unir pour le bien d'un pays possèdent toutes ensemble, — l'histoire de ces deux derniers mois nous le prouve, — une force merveilleuse qui brave et supprime l'obstacle; c'est à cette force souvent inconsciente d'elle-même, c'est à cet instinct d'union, à ce besoin collectif de relèvement moral, que Mgr Ferrata faisait appel, lorsqu'au nom de Léon XIII, il recommandait à ses visiteurs catholiques un terrain d'union plus large que le terrain proprement confessionnel.

Léon XIII et le cardinal Rampolla trouvaient dans ce prélat un interprète sagace, tout naturellement prédisposé, par ses expériences de Suisse et de Belgique, à comprendre l'œuvre qui se tentait en France, à la préciser et à la servir. Mgr Ferrata n'était pas homme à ramener la politique ecclésiastique à des discussions purement juridiques, à des tournois entre le droit canon et le droit de l'État; il estimait que des esprits convaincus de la loyauté de l'Église et de la portée civilisatrice de sa mission devaient laisser s'émousser en eux, consciemment ou inconsciemment, les préjugés qui peut-être les avaient écartés d'elle ou même armés contre elle. Éclairer l'interlocuteur, faire en quelque mesure son éducation : c'était le premier soin du Pape Léon XIII, au début de toutes les négociations qu'il entreprenait. Mgr Ferrata fut l'auxiliaire par excellence de ce genre de politique : politique tirée de l'Évangile; charitablement préoccupée de ne pas éteindre les mèches qui fument encore; sévèrement soucieuse, enfin, de maintenir dans toute son intégrité le rayonnement de l'institution catholique et de la défendre contre ce pharisaïsme usurpateur qui, sous l'apparence de monter la garde autour du sanctuaire, repousserait au loin nombre de consciences droites appartenant à l'âme de l'Église. Car, cette âme de l'Église, telle que la conçoit la théologie la plus sainement traditionnelle, se confond avec la collectivité de tous ces hommes de bon vouloir, « naturellement chrétiens, » que Léon XIII souhaitait comme auditoire; et c'est ainsi que cette politique, à laquelle certains reprochaient d'être une attitude de « laxisme, » était, en définitive, une œuvre d'apostolat, s'appuyant tout à la fois sur le sentiment des devoirs de l'Église et sur la connaissance des besoins des peuples.

Les noms de Mariano Rampolla del Tindaro, de Jacopo della Chiesa, de Domenico Ferrata, sont dès maintenant associés à

l'histoire de cette grande époque ; ces noms évoquent un passé qui suggère aujourd'hui certaines espérances. Supposons — et cette hypothèse est un vœu — que les circonstances diplomatiques, prévalant enfin sur les partis pris archaïques de la politique intérieure, amènent la République française à rentrer en rapports avec le Saint-Siège : les bureaux du quai d'Orsay reprendront tout de suite avec le cardinal Ferrata, secrétaire d'État de Benoit XV, les mêmes rapports courtois et cordiaux que Mgr Ferrata, nonce de Léon XIII, entretenait aveç eux. Se retrouvant en face d'un tel interlocuteur, ils auront l'impression, non pas d'inaugurer une conversation, mais de la continuer ; et sur l'entretien ne planera pas le souvenir d'une brouille, mais le sentiment d'une amitié retrouvée, et que les événemens avaient interrompue, plutôt que rompue.

***

Demain appartient encore aux armées ; après-demain appartient aux Congrès. Le nouveau Vicaire du Christ, défiant du haut de son magistère la triste nécessité de la guerre, a tout de suite fait retentir, parmi les échos des canonnades, des paroles de paix : Léon XIII eût aimé ce langage.

Il y a quinze ans, Léon XIII ressentit une grande douleur lorsque, sur la demande d'un ministre italien que désapprouvèrent les publicistes les plus écoutés de la péninsule, la Conférence de La Haye demeura close au représentant du Saint-Siège. Le gouvernement du Pape, comme tous les autres gouvernemens, était périodiquement admis à dire son mot dans les réunions internationales pour la protection légale des travailleurs; un délégué de la Chaire de saint Pierre était convié à s'y asseoir, à côté des sociologues expédiés par les divers pays. C'était une sorte de reconnaissance du concours que l'humanité du xxe siècle peut attendre du Souverain Pontificat pour l'avènement d'une certaine justice sociale. Mais lorsqu'il s'agissait de réaliser cette autre justice, la justice internationale, le successeur des Grégoire VII, des Alexandre III, des Innocent III se trouvait condamné au silence. Il avait vu les gouvernemens de Madrid et de Berlin réclamer sa médiation dans l'affaire des Carolines ; en lui semblaient s'être réincarnés les lointains Pontifes dont la voix haute et grave dominait les discordes

des peuples, en les pacifiant. Et malgré ce glorieux souvenir, il était en 1899, au moment où s'ouvraient les séances de La Haye, frappé d'une irrévocable exclusion. Elle apparaîtra peut-être, dans le recul de l'histoire, comme un fait aussi grave, sinon plus grave, que la perte du pouvoir temporel : la défaite qu'avait, en 1870, subie la Papauté modifiait les conditions de son magistère et amenait les consciences chrétiennes à se demander, anxieuses, s'il pourrait demeurer libre ; la disgrâce qu'elle dut supporter en 1899, — cette disgrâce dont le cardinal Rampolla ne parlait qu'avec angoisse, — était une méconnaissance de son magistère même et des prérogatives qu'avait accordées à sa souveraineté morale une longue série de siècles.

Dans l'immense guerre qui nous exalte et nous meurtrit, notre sang et le sang de nos alliés achèteront, nous en avons la ferme confiance, certaines réparations justicières : le droit de la Pologne à vivre comme peuple, le droit de l'Alsace à rentrer dans la communion française, triompheront par le sacrifice de toutes les vies humaines qui s'offrent et se donnent pour l'abolition de l'injustice. Il serait douloureux que, dans les rendez-vous diplomatiques qui succéderont à la guerre, on perpétuât systématiquement, au détriment de la Papauté, certains ostracismes qui sont, eux aussi, une injustice. L'histoire n'a pas oublié que la présence du cardinal Consalvi fut l'une des gloires du Congrès de Vienne, il y a tout juste cent ans. Ne pas mettre le Saint-Siège en mesure de remplir tout son devoir envers l'humanité, ce serait une faute contre l'humanité : la voix d'un Pape ne doit jamais être considérée comme inopportune, ni comme importune, ni même comme oiseuse, là où l'on parle d'arbitrage, de médiation, de paix.

***

Il serait possible, d'ailleurs, que, conformément à certains vœux présentés au Concile du Vatican, un travail théologique s'accomplît pour remettre en lumière et proposer à l'attention des hommes ce vieux « droit des gens » chrétien que le moyen âge élabora. De même que Léon XIII sut trouver dans saint Thomas les élémens de son encyclique sur la condition des travailleurs contemporains, de même un de ses successeurs peut

demander aux théologiens des vieux siècles les maximes fondamentales d'un code de justice internationale. A vrai dire, les jeunes nationalités dont l'effervescente ambition prévalut aux xv[e] et xvi[e] siècles sur l'idée de chrétienté firent bon marché de ces maximes et les reléguèrent peu à peu dans un injuste délaissement. Les âmes éprises de pacifisme se flattent de connaître les songes lénifians du bon abbé de Saint-Pierre, qui ne fut rien moins qu'un homme d'Église; quant aux maximes de morale internationale qui, parsemées ou codifiées dans les *Sommes* médiévales, avaient devancé Grotius et l'avaient peut-être dépassé, elles sont tombées dans un tel oubli que, depuis trois siècles, l'Église a vu se dérouler en dehors d'elle le vaste mouvement intellectuel qui tendait à la fixation d'un droit des gens. Et, cependant, des institutions comme la Paix de Dieu, la Trève de Dieu, ne furent pas, en leur temps, le caprice bénévole et momentané de quelque Pontife à l'âme sensible, mais les épisodes d'un plan d'ensemble par lequel l'Église avait essayé, non seulement d'atténuer les maux de la guerre, mais même de légiférer sur elle.

L'Église, de par son expérience des âmes, connaît trop les inévitables conséquences de la faute originelle, pour avoir cette illusion que la guerre puisse jamais être complètement abolie; elle en parle plutôt comme d'une expiation qui peut devenir, par la vertu même de l'épreuve, une force de relèvement et de renouveau; et ce n'est point elle qui s'abandonnera jamais aux berquinades d'un pacifisme utopique. Le pacifisme d'un Fénelon convient à cette Salente qu'édifiaient avec complaisance les jeux d'esprit du prélat, à cette Salente dont l'architecte était l'involontaire précurseur de Rousseau, et dans laquelle il semblait bien que les hommes fussent exempts du premier péché. La grande pensée chrétienne n'a jamais construit des Salentes; mais prenant le monde tel qu'il est, envisageant dans toute leur intégrité les volontés de Dieu sur le monde, et consciente enfin du droit qu'elle a de proclamer certaines règles de justice, elle s'appliqua, durant tout le moyen âge, à définir ces règles, non seulement pour les rapports entre les individus, mais pour les rapports entre ces membres collectifs de la chrétienté qui s'appellent les peuples. Les rêves fumeux d'un certain pacifisme pourraient être, tout à la fois, assagis et satisfaits par certaines pages de saint Thomas ou d'Henri de Suse, de saint Antonin

de Florence ou de François de Victoria, qui, sans oser prétendre qu'on pût à jamais laisser se rouiller les épées, fixaient les conditions requises pour qu'elles sortissent légitimement du fourreau (1).

Un élan continu, depuis cinquante ans, porte l'Église à se fortifier et tout ensemble à s'épanouir, en ressaisissant les traditions du moyen âge, traditions philosophiques, traditions de législation sociale; c'est dans cet héritage qu'elle a pris l'habitude de fouiller pour répondre à certains besoins que le XVIIIe siècle surexcita sans pouvoir les apaiser. A mesure que le doute des pensées humaines, à mesure que les leçons de l'expérience positive, projettent une ombre décourageante sur tous les songes du XVIIIe siècle, l'Église, remontant plus haut et plus loin, fait l'inventaire de ses propres richesses intellectuelles et les étale devant l'humanité.

Le rationalisme du XVIIIe siècle, après avoir exalté la raison humaine jusqu'à la griserie, fut impuissant à la défendre contre les assauts qu'elle se livrait à elle-même et contre les incertitudes qu'elle éprouvait sur sa propre valeur : l'Église, avec un esprit d'équité qui, chez toute autre puissance, eût pu passer pour une sorte de coquetterie, arbora le thomisme pour restaurer les titres de la raison et la réintégrer dans ses droits, en même temps qu'elle en maintenait les limites : c'est l'exacte portée que prendra, dans l'histoire des systèmes philosophiques, la condamnation du modernisme.

La philanthropie du XVIIIe siècle, après avoir substitué à l'esprit de charité chrétienne les impulsions de je ne sais quelle sensiblerie, après avoir agi et parlé comme si l'on eût attendu jusqu'à elle pour découvrir l' « amour des hommes, » fut impuissante à prévenir la plus grande explosion de haine qu'ait connue l'humanité, la Terreur; l'Église, demeurée fidèle aux sept œuvres de charité que prédicateurs et sculpteurs du moyen âge proposaient à la pratique des chrétiens, rappela que pour aimer les hommes et les servir, l'élan du cœur a besoin d'être soutenu par un souffle de grâce, souffle consciemment invoqué ou inconsciemment subi, — par un souffle qui vient d'en haut. La raison qui présumait de ses lumières, le cœur

(1) Voir Vanderpol, *Le droit de guerre d'après les théologiens et les canonistes du moyen âge* (Paris, Tralin, 1911) et *La guerre devant le christianisme, ouvrage suivi d'une traduction du* De jure belli *de François de Victoria* (Paris, Tralin, 1912.)

qui présumait de sa bonté, furent ainsi ramenés par l'Église, interprète des faits en même temps qu'interprète du dogme, à une exacte appréciation de leurs ressources.

La sociologie individualiste du XVIIIe siècle, après avoir prôné comme une conquête une certaine notion abstraite de la liberté et de l'égalité, après avoir, sous couleur de préserver les droits de l'individu, supprimé tous les liens d'association, se révéla impuissante à assurer, dans la conclusion du contrat de travail, la liberté effective de l'ouvrier désormais isolé; elle ne put justifier la dette que tout individu doit au corps social et la créance réciproque qu'il possède sur ce corps social : l'Église, assidûment insurgée contre un système dont la conséquence primordiale était la négation de l'idée de fraternité, tira du thomisme les rudimens d'une économie sociale et prépara les esprits à comprendre, à l'encontre de la philosophie du XVIIIe siècle, la vertu protectrice de l'association libre et le rôle que peut jouer la loi comme garante de la fraternité lésée.

Le droit des gens, strictement laïque, qu'ébaucha l'époque moderne eut pour organe, à la fin du XIXe siècle, la conférence de La Haye. Et voici que les législateurs qui dans cette conférence croyaient gouverner l'avenir assistent à la faillite de leurs naïves ambitions ; ils se sont révélés impuissans à faire observer, au cours des deux guerres d'Orient et d'Occident qui bafouèrent immédiatement leur travail, les règles qu'ils croyaient avoir fait accepter par l'univers. Leur solennel tapis vert avait groupé les uns à côté des autres tous les délégués des nations armées ; une grande force morale, désarmée, avait dû rester à l'écart; l'heure approche, peut-être, où ce sera son tour de parler.

Quelque déçues qu'elles soient par l'histoire des dernières semaines, les aspirations légitimes auxquelles la conférence de La Haye s'efforça de répondre gardent toutes leurs racines. Les représentans des peuples, qui parlaient de paix tandis que les peuples préparaient la guerre, eurent un rôle assez ingrat; mais la puissance qu'ils avaient évincée et dont le seul nom symbolise l'idée d'unité, ne participe point à la disgrâce qui, dès maintenant, pèse sur eux. On eût beaucoup surpris l'opinion, au début du Pontificat de Léon XIII, si l'on avait annoncé que saint Thomas ressuscitant dirait prochainement son mot dans les conflits entre ouvriers et employeurs, et que ce mot trouverait accueil dans un certain nombre d'esprits: est-il plus para-

doxal de croire qu'une chrétienté fatiguée, épuisée, écouterait avec une curiosité reconnaissante les pacifiantes doctrines des vieux théologiens sur les rapports entre nations ?

Déjà, sous le Pontificat de Pie X, plusieurs initiatives catholiques s'occupèrent d'exhumer ces textes ; et, par une coïncidence étrange, c'est à Louvain, la cité victime de la guerre, que se tenaient depuis quelques années certaines réunions importantes, consacrées à l'étude historique du droit international chrétien. Voici même une autre coïncidence, non moins émouvante : à Liége, dans la première quinzaine du mois d'août, étaient convoqués un certain nombre de prêtres des diverses nations, pour qu'ils créassent un mouvement, dans leurs pays respectifs, en faveur de la résurrection de cet ancien droit. Il y eut à Liége, hélas ! en cette quinzaine d'août, un rendez-vous d'un autre genre, entre l'artillerie des forts belges et celle de l'invasion allemande. Mais ces ironiques catastrophes ne peuvent étouffer les désirs des âmes, ni périmer l'antique enseignement de l'Église.

L'Europe d'hier souffrait comme d'un malaise de certaines violations flagrantes du droit, et ce malaise l'exposait à des crises fatales. Si dans l'Europe de demain, telle que l'entrevoient nos viriles espérances, ces violations sont réparées, et si la force armée, libératrice de l'Alsace, libératrice de la Pologne, installe un équilibre nouveau fondé sur plus de justice, le terrain paraîtra favorable à l'épanouissement d'un droit international chrétien, qui s'ajouterait à la volonté des peuples pour consolider une paix si chèrement achetée.

D'aucuns auguraient qu'à Pie X succéderait un Pontife de transition : ils signifiaient par là quelque fugitif octogénaire qui mettrait à l'ancre le vaisseau de l'Église, et puis attendrait la mort. Leurs calculs ont failli. Ils vont connaître un pontificat de transition, — mais dans un autre sens que celui où ils prenaient ce mot, un pontificat de transition entre deux Europes, de transition entre deux époques. Et l'on a vu, parfois, les Papes postés à de telles heures d'histoire orienter l'humanité.

GEORGES GOYAU.

UNE
VOIX LORRAINE

POÉSIES DE LA GUERRE

A Maurice Barrès.

Oh! traîner une vie inquiète et sans gloire
Parmi d'humbles devoirs humblement acceptés,
Et frémir et rougir, tandis qu'à mes côtés
Les jeunes en chantant courent à la victoire!

Jeunes héros sans nom qui refaites l'histoire,
Qui donnez d'un élan forces, vie et santé,
Pour repousser de notre sol ensanglanté
D'envahisseurs maudits la horde épaisse et noire!

Chers amis, cœurs vaillans, ne puis-je rien pour vous?
Prenez, gardez mon cœur, un cœur tendre et jaloux
Qui souffre et saigne encor de sa vieille blessure;

Vous lui rendrez les biens que nous avons perdus,
L'espoir libre et joyeux, la foi paisible et sûre,
Et l'honneur et l'orgueil si longtemps attendus!

***

Canons dont ce matin la bruyante allégresse
Sonnait sur les pavés des routes de Paris,
Qui, bondissans, courbiez votre élégant col gris
Pour répondre aux saluts d'une fervente ivresse!

Le peuple vous suivait de sa rude tendresse;
Il vous jetait des fleurs, des baisers et des cris;
Vous étiez triomphans sur vos essieux fleuris;
Les fleurs vous recouvraient comme d'une caresse!

Canons français, canons énergiques et beaux!
Puissiez-vous tous creuser, labourer des tombeaux
Assez longs et profonds pour qu'à jamais y dorme,

Sans espoir de réveil, le noir colosse énorme,
Et que de sa hideur et que de nos douleurs
Germe, au prochain printemps, une moisson de fleurs!

***

Comment parler de vous, saint et suprême Bien,
Présence de Jésus vivant, divine Hostie,
Sur des cœurs palpitans secrètement blottie,
Vrai refuge assuré contre la mort qui vient?

Il s'émeut, le soldat si jeune, sans soutien
Dans l'ouragan de feu qui l'enveloppe; il prie;
Et voici qu'à son cœur une voix attendrie
Murmure : « Je suis là, mon enfant, ne crains rien.

« C'est moi qui suis la foi, l'amour et l'espérance,
« Qui donne la victoire et permets la souffrance;
« Je t'aime et Je suis là. Ne crains pas de mourir.

« Je t'aime; J'ai versé tout mon sang pour ton âme;
« Vois au ciel qui t'attend, dans la gloire et la flamme,
« Mes bras crucifiés ouverts pour te bénir. »

***

Ne plus penser, ne plus savoir, jusqu'au moment
Où, terrible et soudain, l'Ange des Destinées,
De ses ailes de flamme arrêtant nos journées,
Et dressant son épée au fond du firmament,

Criera : « Peuples rivaux, voici le Jugement ! »
O quel silence alors des âmes étonnées,
Et de quel désespoir les races condamnées
Sentiront sur leur front peser le châtiment !

Ange qui porterez le funèbre message,
Sans oser de mes yeux fixer votre visage,
J'adore avec effroi le céleste dessein.

Heureux là-bas, heureux ceux qui luttent et meurent
Pour tout ce qu'il y a de grand, de beau, de saint !
Ayez pitié, mon Dieu, de tous ceux qui demeurent !

***

La bataille s'est tue, et le sol irrité
A bu le rouge sang comme l'eau des fontaines;
Le soir tombe; on entend un bruit d'ailes lointaines
Dans la fraîcheur immense et la sérénité.

Les servantes du ciel, Justice et Liberté,
Sous leurs manteaux flottans très pures et hautaines,
D'un grand vol cadencé descendent vers les plaines,
Une palme à la main et le glaive au côté.

Elles planent longtemps, blanches et solennelles,
Du geste et du regard, bénissant leurs fidèles
Dont le sang a coulé pour un sublime espoir;

Et tous les jeunes morts qu'ont effleurés leurs voiles
Dorment en souriant à l'éternel revoir
De leurs yeux grands ouverts sous les milliers d'étoiles.

***

Cher enfant, que nous prend l'appel de la Patrie
Qui nous quittais hier le visage vaillant,
Sans qu'une larme vînt d'un regard défaillant
Trahir le serrement de notre âme meurtrie !

L'on ne te pleure pas, mon soldat, l'on t'envie.
Tu nous as laissés seuls, mais, avec toi, voyant,
Loin, bien loin par delà notre horizon fuyant,
Le lumineux espoir qui soutient notre vie :

La France encor debout dans un monde nouveau,
Portant sous un ciel pur aux plis de son drapeau
La foi victorieuse et la liberté sainte;

La barbarie abjecte à ses pieds étouffant,
Et notre honneur entier ! Adieu donc, va sans crainte,
Va, mon soldat ! que Dieu te garde, cher enfant !

***

Sur le bord de la Meuse indolente, parmi
Des arbres clairsemés et de molles prairies,
Un village lorrain avec ses métairies,
Des pâtres, des troupeaux bêlans, c'est Domrémy.

Une maison y montre un vieux visage ami,
Humble, mais où sourit l'âme de la patrie,
Et la nuit on y sent une force qui prie
Et qui veille debout sur le sol endormi.

Humble maison, bercail de la France royale,
D'où sortit, commençant sa marche triomphale
Entre les fleurs de lis, un agneau rédempteur !

Sois encor le rempart de la nouvelle France,
O Domrémy, bercail cher au divin Pasteur !
Et vous, luttez pour nous, Jeanne, notre espérance !

⁂

Lendemains glorieux ! joie, ô larmes de joie !
Nous avons tant souffert ! suivant, d'un cœur si lourd,
Sur notre sol meurtri, le pas pesant et sourd
Et l'effroyable élan de la bête de proie !

Espérance, torrent où notre âme se noie !
Plus douce à notre soif qu'un baiser de l'amour !
Au chant de nos soldats l'aube du nouveau jour
Avec nos étendards sur les monts se déploie !

Ils reviennent vainqueurs, harassés, radieux,
Leurs armes dans les bras, des flammes dans les yeux,
Aux pieds de la Patrie anxieuse et plus belle,

Qui, penchée et priant sur ses fils à genoux,
Leur caresse le front d'une main maternelle,
Et leur dit : « Mes enfans, je suis fière de vous ! »

André Pératé.

REVUE LITTÉRAIRE

L'AUTEUR DE « PALUDES »

Voici *Les Caves du Vatican, sotie, par l'auteur de Paludes* (1). Et l'auteur de *Paludes*, c'est M. André Gide, on le sait bien ; *Paludes*, une autre « sotie, » ou gai récit, chargé de maintes significations. A la fin de *Paludes*, il y a une « table des phrases les plus remarquables de *Paludes*. » L'auteur n'en cite que deux et, « pour respecter l'idiosyncrasie de chacun, » laisse à tout lecteur le soin de choisir à son gré le reste. Nous choisirons : « Avant d'expliquer aux autres mon livre, j'attends que d'autres me l'expliquent. Vouloir l'expliquer d'abord, c'est en restreindre précocement le sens, car si nous savons ce que nous voulions dire, nous ne savons pas si nous ne disions que cela... Et cela surtout m'y intéresse que j'y ai mis sans le savoir, cette part d'inconscient, et que je voudrais appeler la part de Dieu... » Et puis : « Pourquoi écrivez-vous ? reprit-elle après un silence. — Moi ? je ne sais pas ; probablement que c'est pour agir. » Et puis : « J'arrange les faits de façon à les rendre plus conformes à la vérité que dans la réalité. » Et puis : « Ils n'admettent pas que l'on soit, comme le temps d'azur et des nuées, un composé mal défini de rire et de mélancolie. » Et puis encore : « On a cru que je me moquais du lecteur. Qui l'a cru ? — Un lecteur. — Tant pis pour qui l'a cru ; je voulais simplement rire avec lui et de moi-même : il ne faut rire que de soi... » Et puis enfin : « On considère trop les idées comme des mortes, où la logique peut opérer ; tandis que ce sont elles qui vivent, et qui vivent à nos dépens... Nous sommes voués à l'idée. » Il me semble que la réunion de

(1) Éditions de la *Nouvelle Revue française*

ces phrases, — remarquables, oui, — donne déjà un aperçu des intentions qu'avait l'auteur ; l'auteur est un idéologue passionné, qui traite les idées comme des vivantes, qui les mène avec entrain. D'ailleurs, elles le mènent aussi : ce n'est pas pour lui déplaire. Seul, Tiberge l'ennuie ; Manon, jamais : sa Manon, la changeante idéologie.

Mais lisons *les Caves du Vatican*. Franc-maçon que les rhumatismes tourmentent, M. Anthime Armand-Dubois est un savant réputé. Il dissèque de petits animaux et il étudie leurs « tropismes » ou réflexes. Bien entendu, il n'est pas le premier à chercher dans les phénomènes de velléité inconsciente les principes de toute activité spirituelle. Peu importe : il a inventé le mot de « tropismes » et aussitôt la science universelle compte sur lui. Quant à ses rhumatismes, qui lui font tressauter les épaules et l'obligent à ne point marcher sans une petite béquille, il va les confier aux soins d'un spécialiste romain, l'an 1890, sous le pontificat de Léon XIII. A Rome, il continue d'écorcher, d'aveugler, de martyriser et de soumettre aux tortures de la méthode expérimentale les rats, les oiseaux, les grenouilles que lui apporte un gamin, Beppo, « procureur-né, » qui « aurait fourni l'aigle ou la louve du Capitole. » Anthime a un adversaire en la personne de sa femme ; celle-ci, émue de pitié, nourrit en secret les bestioles que le savant condamne à jeûner. Ainsi, elle fausse les tables d'observations. Querelles, et admirablement vulgaires. La vulgarité qui entoure la philosophique besogne d'Anthime est énorme et drôle. Anthime est dérisoire ; et les ridicules d'un tel savant déconsidèrent l'idole scientifique. Arrivent à Rome les Baraglioul : Mmes de Baraglioul et Armand-Dubois sont les deux sœurs. Ces Baraglioul, des gens « très bien pensans. » L'auteur ne leur a point épargné les moqueries dont il accable son franc-maçon d'Armand-Dubois. Quelle satire ! L'auteur invente ses personnages, les habille comme des marionnettes pour jeu de massacre et, sans retard, il les assomme de ses balles, lancées dru, en riant fort. Il ne ménage ni les uns ni les autres. Et que leur veut-il ? J'avoue qu'on se le demande un peu. Il n'a pas moins de cruauté pour ces enfans de son imagination qu'Anthime pour les rats et grenouilles de Beppo. Mais Anthime songe à la science. A quoi songe M. André Gide ? Nous le saurons de mieux en mieux. Pour le moment, sa férocité nous inquiète et nous divertit. Pour le moment, nous croyons pressentir que l'auteur a des projets ; et, ses projets, nous ne les devinons pas. Nous constatons avec plaisir que le symbole de ses conclusions prochaines et encore mystérieuses l'amuse et nous amuse. En attendant que se traduise le rébus, le rébus est un joli

dessin, fait de verve et où les regards trouvent leur contentement.

Julius de Baraglioul est un romancier moraliste, dont les œuvres sont démonstratives et mondaines. M. Gide ne l'estime pas, M. Gide qui a écrit (dans ses *Nouveaux prétextes, réflexions sur quelques points de littérature et de morale*) : « L'œuvre d'art ne doit rien prouver, ne peut rien prouver sans tricherie. » Anthime Armand-Dubois méprise les romans de son beau-frère, qui méprise également les tropismes du franc-maçon. Du moins, les Baraglioul déplorent-ils la mauvaise santé d'Armand-Dubois; et, dans leurs prières, ils pensent à lui. A cette nouvelle, Armand-Dubois ne se connait plus : il ne veut pas d'un miracle qui le guérirait. Pourquoi? — « Parce qu'alors cela me forcerait de croire à Celui qui n'existe pas! » Enchanté de sa bourde et furieux, il sort. Il a quitté le repas de famille. Tout clopinant, il va dehors et invective contre une madone en pierre, fixée à l'angle de la maison et qui, dans une niche, sous un toit de zinc, auprès d'une lanterne, montre son manteau bleu et tend ses mains rayonnantes. Il lance à la madone sa béquille et brise la main droite, qui tombe. Il la ramasse et la glisse dans la poche de son gilet. Honteux et plein de rage, l'iconoclaste rentre chez lui : et il y a du « père Ubu, » dans ce bonhomme. Il entend sa nièce, la petite Julie, prier : « ... et pour les les péchés de l'oncle Anthime. » Pendant la nuit, l'oncle Anthime a un songe. Il voit la madone, qui pour le guérir n'a pas besoin d'une main en pierre et qui lève sur lui sa manche vide. Il saute de son lit et, sans béquille maintenant, guéri et converti, court à son laboratoire. Mme Armand-Dubois l'y surprendra, lui, l'athée d'hier, agenouillé, pleurant avec contrition devant le débris de la statue sainte. Et Anthime renonce à la science impie; il n'écrira plus dans les journaux du parti radical : il est ruiné. Julius de Baraglioul tâchera de lui obtenir de fructueuses compensations cléricales. La sotie devient peu à peu une folie : le sarcasme y prend un accent de frénésie bouffonne; c'est la bouffonnerie, à mon gré, qui le sauve d'une insolence désagréable. Mais de qui se moque-t-on? « Il ne faut, dit l'auteur de *Paludes*, rire que de soi... » Et ce sont les mouvemens naturels de l'esprit et du cœur qui ont ici leur formidable caricature.

Soudain, nous rentrons à Paris. Un nouveau personnage nous est présenté, le jeune Lafcadio Wluiki : « on prononce Louki. » L'entrée de ce garçon nous avertit de notre joie : ce roman sait nous convaincre, non de ses doctrines, de ses attraits, si, à chacun de ses épisodes, il éveille notre curiosité, l'aguiche et, quitte peut-être à la décevoir, la tient en alarme perpétuelle. Lafcadio est charmant, si désinvolte! Et,

autant un Anthime Armand-Dubois et un Julius de Baraglioul avaient de quoi nous attrister par tout cet accablement de disciplines qu'ils portent mal, autant nous séduit ce jeune Lafcadio qui improvise toute son existence et inaugure les règles de sa fantaisie. Son enfance a été une extraordinaire aventure cosmopolite et les influences qu'il a subies, contrariées les unes par les autres, n'ont guère laissé en lui de trace. Il ne sent aucune servitude l'entraver. Julius et Anthime, de même qu'ici-bas les gens habituels, sont des esclaves et, à chacun de leurs instans (pour employer le mot des philosophes) conditionnés, des victimes du principe dit de causalité, victimes résignées sous le joug. Lafcadio, non. Lafcadio, l'auteur s'amuse à lui organiser une destinée telle que rien ne lui advienne jamais que par hasard. Ainsi, Lafcadio est le fils du vieux Juste-Agénor de Baraglioul et, de cette façon, le frère de Julius. Nous profitons de son aubaine : à la faveur de cette parenté, il entre dans le roman. L'aubaine est pour lui aussi : le vieux Juste-Agénor le voit un jour, lui lègue des rentes et meurt. Lafcadio n'a pas eu le temps de s'attacher ; et les rentes lui seront commodes. Du reste, ce jeune homme est digne de sa fortune. Les gracieux hasards n'ont point en lui un ingrat. Tout son effort, il le consacre à se garder en bel état pour les accueillir. Leste, rapide, toujours prêt aux événemens, prompt aux ripostes de l'énergie, net en ses propos, il ressemble à un jeune homme de Stendhal. Et, comme s'il avait une fine conscience de son privilège, en l'honneur des hasards et pour dénigrer à lui-même leur ennemi, ce lourd principe de causalité, il accomplit des chefs-d'œuvre. Il sauvera, dans un incendie, trois enfans ; plus tard, il assassinera un individu qu'il ne hait pas : il n'aimait pas les trois enfans qu'il a sauvés. Il démontre qu'il est prime-sautier.

Précieux héros, d'un récit romanesque ! Avec un tel Lafcadio, il se passe continuellement quelque chose. Et l'auteur amène sans difficulté les incidens : ce qu'ils ont de plus déraisonnable rend hommage à ces hasards dont Lafcadio est l'heureux jouet. Ah ! Julius de Baraglioul n'entend pas de cette façon l'art du roman. « Cela vous amuse beaucoup, d'écrire ? » lui demande Lafcadio. « Je n'écris pas pour m'amuser ! » répond noblement l'auteur de *l'Air des cimes*. Et voici l'une des significations que M. André Gide a incluses dans sa sotie : c'est une drôle de chose que de n'écrire point pour s'amuser. Pourquoi écrire, alors ?... Julius de Baraglioul, quand il écrit, fait de l'apostolat. D'ailleurs, il est tout plein de niaiserie. Laissons sa niaiserie : en tout cas, il a tort de ne considérer la littérature que comme un bon moyen

d'apostolat. Puis il veut plaire, et à qui lui décernera sa récompense; de sorte que, fier de son dévouement à une cause, il s'avilit par une complaisance médiocre. Jamais il ne se libère de ses liens, jamais il ne cède à une vive impulsion, jamais il n'a un peu d'élan; toujours, et dans la vie quotidienne et dans ses livres, il est empêtré. Les héros de ses romans sont empêtrés autant que lui. Par exemple, dans *l'Air des cimes*, il a peint le vieux Juste-Agénor de Baraglioul, son père. Un homme très singulier, le vieux Juste-Agénor, et admirablement capricieux : témoin, Lafcadio ! A la veille de sa mort et dans l'appartement d'où il n'est pas sorti depuis des années, il faut le voir. Un grand foulard couleur madère enveloppe ses cheveux; l'un des bouts retombe sur la dentelle de son col; et sa barbe d'argent couvre le haut de son justaucorps en laine havane. Un châle gris aux genoux, les pieds sur un coussin d'eau chaude, il trempe ses mains dans un bain de sable que chauffe une lampe. Il boit des tisanes et il écoute son confesseur, le père Avril. Mais on lui passe la carte de Lafcadio : « Lafcadio de Baraglioul. » Que s'éloigne le confesseur; et voici Lafcadio... « D'abord, sachez, monsieur, qu'il n'y a pas de Lafcadio de Baraglioul ! » Et il déchire la carte. Il examine le jeune homme, le trouve joli, bien fait, se félicite à part lui de son ouvrage et, sur le point de s'attendrir, se maîtrise. Par instans, il clôt les yeux et il semble dormir : à travers sa barbe, on voit ses lèvres remuer. Le châle glisse de ses genoux; Lafcadio se penche et il sent sur son épaule la main du vieillard « peser doucement. » C'est la première fois que Lafcadio voit le comte de Baraglioul; le reverra-t-il? « Ma foi ! j'avoue que ça ne serait pas sans plaisir; mais les révérendes personnes qui s'occupent de mon salut m'entretiennent dans une humeur à faire passer mon plaisir en second... » Et il sourirait. Lafcadio aura quarante mille livres de revenu : qu'il s'en aille donc ! « Mon enfant, mon enfant, balbutie le vieillard, je suis en retard avec vous... » Et enfin : « Je ne veux pas que vous portiez mon deuil. Mon enfant, la famille est une grande chose fermée; vous ne serez jamais qu'un bâtard ! » Avec un tel Juste-Agénor de Baraglioul, si bien sûr de son caractère, Julius n'a écrit qu'un roman fade. Lafcadio le lui reproche, sans feinte : « Pour moi, je me laisserais mourir de faim devant ce ragoût de logique dont j'ai vu que vous alimentez vos personnages... » Ainsi, le vieux Baraglioul : « le souci de le maintenir, partout, toujours, conséquent avec vous et avec soi-même, fidèle à ses devoirs, à ses principes, c'est-à-dire à vos théories... vous jugez ce que, moi précisément, j'en puis dire ! » Lafcadio se définit « un être d'inconséquence; » tel était le vieux

Baraglioul ; et tel serait Julius lui-même, s'il ne se paralysait de logique. Or, un jour, Julius a comme une illumination de vérité : si peut-être son œuvre ne valait rien? Doute cruel ! si peut-être ses livres et sa vie même n'avaient pas de réalité authentique ? C'est bien cela ; et il croit qu'il va secouer ses manies : il voit devant lui le champ libre. « Comprenez-vous (demande-t-il à Lafcadio) ce que veulent dire ces mots : le champ libre ? Je me dis qu'il l'était déjà ; je me répète qu'il l'est toujours, et que seules jusqu'à présent m'obligeaient d'impures considérations de carrière, de public et de juges ingrats dont le poète espère en vain récompense. Désormais je n'attends plus rien que de moi. Désormais j'attends tout de moi ; j'attends tout de l'homme sincère ; et j'exige n'importe quoi ; puisque aussi bien je pressens les plus étranges possibilités en moi-même... » Il ajoute : « Puisque ce n'est que sur le papier, j'ose leur donner cours ! » Délicieuse remarque ; et la plaisante phrase ! Elle atteste la pusillanimité durable de Julius et, plus sérieusement, le véritable office de la littérature. Si, dans l'existence quotidienne, vous n'êtes pas libre facilement (timidité, ou de bonnes raisons), ayez au moins la littérature pour ce qu'elle est, un stratagème de liberté spirituelle.

Julius de Baraglioul, au moment de sa révolte, comprend sa faute, sa double faute. Premièrement, il s'est trompé dans la psychologie : et il a cru que les âmes étaient, en somme, des lieux où il se fait de la logique. Pas du tout ! et, la prochaine fois, il inventera un personnage très actif et qui n'ait pas de motifs à son activité , mettons, un criminel et dont le crime soit « parfaitement immotivé. » C'est Lafcadio !... Et : — Très bien (répond Lafcadio); je n'y vois pas de difficulté ; « romancier, qui vous empêche ? et, du moment qu'on imagine, d'imaginer tout à souhait ? » Julius a beau dire, il ne peut se résoudre, s'il ne motive pas le crime, à ne pas motiver le criminel. Et telle est sa marotte ; et, comme il a manqué le roman de Juste-Agénor, il manquera le roman de Lafcadio. Julius déplorable !... Secondement, s'il a péché dans ses livres, c'est qu'il pèche continuellement dans sa vie selon le mode pharisien. Et il dit à Lafcadio, avec une bonne foi ridicule et qui vous désarme cependant : « Vous ne sauriez croire, vous qui n'êtes pas du métier... » car il est tout engoncé de pédantisme professionnel... « combien une éthique erronée empêche le libre développement de la faculté créatrice. La logique, la conséquence, que j'exigeais de mes personnages, pour la mieux assurer, je l'exigeais d'abord de moi-même ; et cela n'était pas naturel. Nous vivons contrefaits, plutôt que de ne pas ressembler au portrait que

nous avons tracé de nous d'abord; c'est absurde : ce faisant, nous risquons de fausser le meilleur ! » Ainsi se réunissent les torts littéraires et les inconvéniens moraux de Julius : son esthétique dépend de son éthique ; prenons-y garde. Et nous croyions ne parler que littérature : s'ensuit une morale. M. André Gide est un moraliste. Pourtant, je citais de lui cette maxime selon laquelle l'œuvre d'art ne doit et ne peut rien prouver sans tricherie. Mais il est un moraliste dans tous ses livres, depuis ce premier manuel ou introduction à la vie pensive et ardente, *les Cahiers d'André Walter*, et dans ce poème de pédagogie passionnée, *les Nourritures terrestres*, et dans *l'Immoraliste* que j'aime à peine, et dans *la Porte étroite* et *Isabelle*, qui me semblent deux rares chef-d'œuvres, et dans la merveille de *l'Enfant prodigue*, et dans ces trois soties, *Paludes*, *le Prométhée mal enchaîné*, *les Caves du Vatican*. Je dis un moraliste; et j'entends un écrivain qui toujours médite sur le plus parfait arrangement de la vie. Il ne contredit pas son principe : et méditer n'est pas prouver. Ou bien, s'il se contredit, je me figure qu'il n'en souffre guère ; et c'est là une liberté que son éthique ne lui défend pas.

Son éthique, la preste caricature de ce malheureux Julius nous la révèle, après la caricature d'Anthime. Quel est le péché grave de Julius? Macbeth avait tué le sommeil; et Julius, ah! plus coupable encore, a tué la spontanéité : c'est tout le ressort de la vie. C'en est la sève et, bientôt, la fleur; c'en est l'âme vive et c'en est la flamme; c'en est le courage et la beauté. Mais on nous propose un modèle : ce Lafcadio, cet aventurier? Un peu d'aventure, dans votre vie morne ! Ce Lafcadio, ce meurtrier? Tuez donc en vous le vieil homme! tuez en vous, très souvent, cet homme qui vieillit et qui ne sait plus accueillir les nouvelles journées!... Du reste, non, Lafcadio n'est pas un modèle qu'on vous propose; mais, en contraste avec Julius, il est une gaie image de la spontanéité, vertu précieuse.

Une littérature qui a perdu sa spontanéité, quel ennui! Et une littérature ennuyeuse, quel désastre! Au surplus, quoi qu'il en soit de la morale que M. Gide a enfermée dans ses divers traités dogmatiques ou ironiques, ne lui sait-on pas gré de réclamer sans cesse, pour la littérature, le droit au plaisir, et même le devoir du plaisir. Nous avons des écrivains éminens ou notoires qui omettent ce paragraphe premier du catéchisme littéraire; et ils guindent la littérature : ah ! comme ils l'ont guindée! Cela, qu'on y pense, est contraire à tout l'usage ancien de nos bons auteurs, si allègres, à toute leur tradition de verve, d'audace, et quelquefois d'impertinence, et toujours de

franche allure. Une fausse gravité, — c'est une gravité inutile, — ne date pas de loin, chez nous. Nos contemporains engoncés, que veulent-ils? Prouver! répond M. Gide, mais, non: ce n'est pas là l'erreur principale. Non, si prouver, avec de jolis argumens et avec des phrases qui aient une puissance dialectique et un charme insinuant, si prouver même est un plaisir: et M. Gide le sait bien. L'erreur consiste à négliger, dans la notion de la littérature, l'idée du plaisir. Qu'elle soit un plaisir d'abord et, s'il lui chante ainsi, plaisir de persuasion, plaisir d'apostolat: plaisir. Et ni Montaigne ne s'y est trompé, ni La Bruyère, ni Voltaire; et ni Pascal.

La causerie qu'ont à Rome Lafcadio, le sage fol, et Julius tout empêtré m'enchante. Mais j'en abuse, si j'ai l'air de la présenter comme une digression. Elle est dans le roman. Le projet littéraire de Julius, l'intention qu'il a de peindre un jeune criminel, ce jeune criminel tout pareil à Lafcadio, il l'a, sans le savoir, attrapée de Lafcadio. Quand il se confie à Lafcadio, naïvement, c'est un effet dramatique, et c'est une péripétie de leur histoire. M. Gide s'était promis de suivre sans relâche sa fiction romanesque; et il eût manqué à son esthétique en soumettant à une thèse le roman. Le roman court; et d'incidens en incidens, il galope. Au collège, Lafcadio connut un certain Protos, qu'on surnommait ainsi, sachant le grec, pour une place de premier qu'il obtint. Protos, une canaille ingénieuse, organise une escroquerie: on a emprisonné le Pape, assure-t-il aux bonnes âmes, dans le Château Saint-Ange; ce n'est pas le pape élu au conclave, c'est un faux pape qui, sur le trône de Saint-Pierre, l'a remplacé; donc, nous délivrerons le Pape et il faut, pour cela, de l'argent. L'un des beaux-frères de Julius, Amédée Fleurissoire, tombe dans le panneau, quitte Pau, sa ville natale, et quitte son épouse et quitte le tran-tran de ses habitudes, pour aller vite à Rome et, dévoué, collaborer à la délivrance du Pape. Comment il arrive là-bas, comment il y rencontre Julius, comment il y rencontre, sous les espèces très honorables d'un prêtre camouflé, l'infâme Protos, comment on le charge d'une mission qui l'oblige à prendre le train de Naples, comment il rencontre enfin, dans le wagon, Lafcadio qu'il ne connaît pas et qui, par jeu gratuit, le précipite sur la voie, c'est ce qu'on apprend avec émoi quand on lit *les Caves du Vatican*. Je ne sais pas si les auteurs de romans feuilletons, de romans policiers inventent mieux, plus hardiment, les manigances d'une intrigue. Mais ne confondons pas les genres: c'est ici tout autre chose qu'un de ces romans, certes. L'auteur a imaginé d'écrire à l'inverse de Julius. Il a écrit *les Caves du Vatican*, de même que plusieurs

personnes, lasses du théâtre contemporain, protestent et ne craignent pas d'afficher, au bout du compte, leur satirique préférence pour le « music-hall, » que les Français appelaient jadis café-concert. Le roman, tel que le fabrique Julius, encombré de considérations éloquentes et destiné à l'édification, méprise la vivacité des épisodes : c'est négliger de nous distraire. « Ah ! monsieur, » s'écrie un jour Protos, déguisé en professeur, « tout ce qu'on ferait dans cette vie, si seulement on pouvait être bien certain que cela ne tire pas à conséquence ! » Ah ! tout ce qu'un écrivain, pourvu de quelque fantaisie, ferait dans le roman, s'il consentait que cette sorte d'ouvrages, de très petite conséquence, a pour objet de nous distraire !... Et je crois que M. Gide, là-dessus, invoquerait l'autorité de Stendhal.

Lafcadio, meurtrier d'Amédée Fleurissoire, ne garde pas pour lui le secret de son crime. Il ne l'avoue pas, il le raconte à Julius, qui l'engage à se taire. Et, se taire, c'est trop facile, pour un garçon qui recherche les occasions d'une vie accidentée ; mais la fille de Julius a entendu les aveux, disons le récit, de Lafcadio. Elle aime Lafcadio et ne tolère pas qu'il se perde. Ce fut un soir, et même une nuit, qu'elle arriva dans la chambre de ce jeune homme. Maintenant, « quoi ! va-t-il renoncer à vivre ? et, pour l'estime de Geneviève, qu'il estime un peu moins depuis qu'elle l'aime un peu plus, songe-t-il encore à se livrer ?... » Le dénouement de ce long badinage n'est que plaisanterie et nous avertit de prendre avec gaieté une histoire qu'on ne nous a point offerte avec chagrin.

Cette gaieté pourtant n'est pas exactement gaie ; la gaieté de M. André Gide, abondante ici ou là dans son œuvre, et dans les soties en particulier, dans *les Caves du Vatican* plus que jamais, n'a point d'abandon ni de simplicité, ni d'aisance légère. Et je ne la dénigre pas ; j'en indique les qualités singulières. Elle a quelque chose de tendu, et non de volontaire tout à fait, au moins de résolu, de médité. Elle n'est pas un sentiment né tout seul dans une âme prête à le recevoir, mais une conquête, plutôt, et chèrement acquise. Une victoire ; et quel fut l'adversaire ? Si nous le savons, nous entendrons mieux et l'œuvre entière et ce dernier ouvrage.

Or, cette gaieté, telle que je l'indique, n'est pas du tout spontanée ; elle ne l'est pas, et dans ce livre qu'on définirait une apologie pour la spontanéité. Contrariété manifeste et, si je ne me trompe, la substance même de la pensée que traitent, suivant maintes péripéties, les ouvrages de M. André Gide. Dès le début, que voyons-nous ? une intelligence qui subit le fardeau des livres, le fardeau des idéologies et des

systèmes, le fardeau de la pensée humaine, laborieuse depuis des siècles. Aucun de nos contemporains ne témoigne si clairement de ce que fut l'intellectualité française au temps où ont commencé d'écrire les hommes de cette génération, vers 1890. Les têtes alors étaient bien métaphysiciennes, curieuses de vérité suprasensible, oui, mais de dialectique surtout : de sorte que les stratagèmes qui peuvent servir à l'emplette de la vérité devinrent le trésor par excellence. Il y a beaucoup d'analogie entre ces têtes-là et celles du moyen âge, encombrées, les unes et les autres, et captives, non d'un système, de tous les systèmes. Avec plus de sérieux que personne et préparé (il le raconte) par une espèce « de protestantisme ou de jansénisme natif » aux rigueurs de la croyance, M. André Gide a éprouvé le tourment des doctrines. Plus sensible qu'un autre et plus atteint, il en a plus souffert. Dans les *Cahiers d'André Walter*, on aperçoit l'effort qu'il a fait pour se délivrer. De même que le moyen âge inventa, pour ses évasions imaginatives, l'allégorie, — laquelle ne lui fut pas une manie de littérature seulement, — les jeunes hommes de 1890 recouraient au symbole, ingénieux artifice. « Tout phénomène est le symbole d'une vérité... » A la faveur de ce dédoublement, on s'échappe : « L'émotion se sert d'un paysage comme d'un mot... » Tout de même, cette émancipation n'est qu'une servitude nouvelle, si les apparences de la réalité ne sont plus que des images à traduire, fût-ce librement.

Une libération plus vive consiste à regarder les images sans les traduire, à couper le symbole universel de ses racines, comme on saisit une brassée de fleurs et se réjouit d'elles sans plus songer aux virtualités profondes qui s'épanouissent dans les couleurs et les parfums. *Le Voyage d'Urien*, voyage parmi des paysages d'idées, est une grande rêverie de symboles : « Mes marins tour à tour deviennent l'humanité tout entière ou se réduisent à moi-même... » Et, à la fin du *Voyage*, cette plainte est significative : « Nous ne sommes jamais sortis de la chambre de nos pensées et nous avons passé la vie sans la voir... » Sortir de la chambre de ses pensées, aller vers la vie, souhait le plus fervent ! Et c'est fait, du jour qu'on a pris son parti de placer la réalité dans les symboles, non dans leur révélation secrète, dans la nature, et non dans le mystère de ses lois.

Que de joie aussitôt ! Une joie où dure encore le souvenir de la contrainte : l'esclave d'hier montre, par son exubérance même, la servitude qu'il a endurée. L'allégresse de la récente liberté mentale est célébrée dans les *Nourritures terrestres* avec une poésie tremblante, avec un zèle exalté, craintif encore et qui se donne du courage en

multipliant ses prouesses... « Il faut, Nathanaël, que tu brûles en toi tous les livres... Nathanaël, quand aurons-nous brûlé tous les livres! Il ne me suffit pas de lire que les sables des plages sont doux ; je veux que mes pieds nus le sentent... Oh! si tu savais, si tu savais, terre excessivement vieille et si jeune, le goût amer et doux, le goût délicieux qu'a la vie si brève de l'homme ; si tu savais, éternelle idée de l'apparence, ce que la proche attente de la mort donne de valeur à l'instant !... Nathanaël, je te dirai tous les jardins que j'ai vus. A Florence, on vendait des roses ; certains jours, la ville entière embaumait. Je me promenais chaque soir aux Cascine et le dimanche aux jardins Boboli sans fleurs. A Séville, il y a, près de la Giralda, une ancienne cour de mosquée. — A Grenade, les terrasses du Généraliffe... Et, de Blidah, Nathanaël, que te dirai-je ? Ah! douce est l'herbe du Sahel ; et tes fleurs d'orangers! et tes ombres ! suaves les odeurs de tes jardins... Blidah ! Blidah ! petite rose! au début de l'hiver, je t'avais méconnue. Je lisais la Doctrine de la Science de Fichte et me sentais redevenir religieux. J'étais doux ; je disais qu'il faut se résigner à sa tristesse et je tâchais de faire de tout cela de la vertu. Maintenant, j'ai secoué là-dessus la poussière de mes sandales; qui sait où le vent l'a portée?... » L'amusement devient un hymne.

Mais la liberté mentale n'est pas une conquête une fois faite : elle est une conquête menacée. Il y a des retours de l'ennemi, de subites incursions, et des reprises de la résistance, et de nouveaux périls, et de nouvelles victoires, nouvellement glorifiées. Ce pathétique débat qui, dans une âme, résume les épreuves de l'âme humaine occupe toute l'œuvre de M. André Gide, quant à présent. Il est beau, terrible par momens et il a des alternatives d'angoisse et de triomphe très émouvantes ; un lyrisme très divers en est, mieux que l'ornement, le cri ou le chant, tumultueux ou apaisé. Parfois, dans la lutte, éclate l'ironie, la raillerie, comme, dans les combats d'Homère, l'invective. Et puis, des chansons heureuses consacrent les journées de trève ; et puis la lutte recommence, avec un acharnement tout neuf.

Je ne sais si l'énorme éclat de rire qui, dans *les Caves du Vatican*, retentit fort et loin marque la victoire décisive et si l'auteur, après cela, considère qu'il s'est débarrassé de l'ennemi. Parmi nos contemporains qui se sont mis aux prises avec les exigences de l'intellectualité, — or, c'est le préambule des œuvres importantes que cette génération littéraire a produites, — M. André Gide est celui de tous qui a le plus complaisamment prolongé la querelle. Les autres, à tel ou tel point de la dialectique, ont fait leur soumission, plus ou moins hâtive,

plus ou moins complète. Ceux-là, probablement, les sages. Dans la contrainte résolument acceptée, il y a plus de liberté peut-être que dans la révolte continue. Si telle est, au bout du compte, la vérité, un Maurice Barrès l'agrée : M. André Gide la refuse. Voilà précisément la position de M. André Gide, dans le démêlé auquel nous assistons et qui confère à la littérature d'aujourd'hui sa grandeur.

La parabole de l'Enfant prodigue, il l'a inclinée à son gré, comme ceci. Fatigué de sa fantaisie, l'Enfant prodigue est revenu de sa longue absence. Il est retourné au jardin qu'enferment des murs et d'où jadis il désirait de s'évader. Son père l'accueille, et sa mère. Son frère aîné le réprimande ; et il reçoit, des êtres et des choses, une leçon de quiétude résignée : « Bénie soit ta fatigue ! » lui dit-on. Mais il a un frère puîné qui, cette nuit, ne peut dormir et qui l'interroge. L'enfant qu'il ne connaissait pas l'a vu revenir à la maison couvert de gloire. — « Hélas ! j'étais couvert de haillons... » Ces haillons, l'enfant les a vus couleur de gloire. L'enfant prodigue avoue : « La liberté que je cherchais, je l'ai perdue ; captif, j'ai dû servir. J'ai voulu m'arrêter, m'attacher enfin quelque part... » Le petit enfant, qu'il admoneste avec son repentir, s'en ira. Et, lui, son repentir n'est bientôt plus d'être parti, mais revenu. Et quand le petit enfant, prodigue à son tour, s'en ira, l'ancien enfant prodigue lui dira : « Il est temps à présent. Le ciel pâlit. Pars... Puisses-tu ne pas revenir ! Descends doucement. Je tiens la lampe... — Ah ! donne-moi la main jusqu'à la porte. — Prends garde aux marches du perron... » La parabole du retour est devenue la parabole du perpétuel départ.

Et nous ne savons pas où ira la pensée de M. André Gide, vagabonde et qui ne semble ni lasse de ses belles aventures, ni résolue à ne jamais se reposer.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Après l'incendie de l'Université de Louvain, celui de la cathédrale de Reims! La science, l'art, la religion, l'histoire sont tour à tour les victimes de cette culture allemande qui prétendait s'imposer à notre admiration et ne produit aujourd'hui dans le monde civilisé qu'une impression d'horreur. L'étonnement s'y mêle. On savait la race allemande violente, grossière, brutale, mais on la croyait intelligente et pratique, et on se demande, sans que le bon sens puisse fournir une réponse satisfaisante, de quelle utilité peut être ce dernier crime à ceux qui l'ont commis. Il ne peut s'expliquer que par un accès de rage produit par le sentiment de l'impuissance. Depuis qu'ils ont franchi leurs frontières, les Allemands ont marché de déceptions en déceptions. Le plan de guerre qu'ils avaient patiemment élaboré n'a reçu nulle part, ni en Belgique, ni en France, ni en Russie, la consécration de l'événement. Les espérances dont ils s'étaient bercés ont été durement, cruellement trompées. Leur armée, qui ne doutait pas de sa victoire et la croyait facile, sent passer sur sa tête le vent de la défaite. De là les accès de colère aveugle auxquels nous la voyons se livrer, et, à quelques égards, cet odieux spectacle est pour nous rassurant.

Nous pleurons nos villes détruites et nos monumens incendiés; rien ne nous consolera d'avoir vu s'effondrer sous les obus teutons ce merveilleux chef-d'œuvre qu'a été la cathédrale de Reims; mais à travers les flammes et la fumée du sacrifice apparaît une promesse. Il y a quarante-quatre ans, l'armée allemande a été maîtresse de Reims: pourquoi a-t-elle respecté alors la cathédrale qu'elle a incendiée aujourd'hui? C'est qu'elle était victorieuse, que ses plans s'exécutaient, que ses calculs se réalisaient, et la satisfaction qu'elle en éprouvait lui tenait lieu de générosité. Tout cela est changé, et le bombardement de la cathédrale en est la preuve. L'armée allemande, n'ayant pas

réussi à vaincre, éprouve le besoin sauvage de détruire. Elle a d'ailleurs bien choisi son objet, car rien ne pouvait nous être plus sensible que la perte d'une église qui était pour nous, entre tous les autres, le monument national par excellence. On a parlé à ce propos des barbares d'autrefois et, en effet, le rapprochement s'imposait; mais à cette première impression une autre a succédé; après les analogies, on a aperçu les différences. Attila avait une excuse dans sa barbarie même, et encore lui est-il arrivé de s'arrêter comme ému d'une terreur secrète, en face de la civilisation qui se présentait à lui sous une forme religieuse. Il a épargné Troyes à la prière de saint Loup. Il s'est détourné de Rome devant la majesté de saint Léon. Il n'était pas incivilisable. Mais les Allemands sont civilisés, et leur crime est d'autant plus impardonnable qu'en l'accomplissant, ils savaient fort bien ce qu'ils faisaient. Ils ne sont pas des barbares et ils font des actes de barbarie. C'est ce qui donne à ces actes un caractère d'infamie dont l'histoire n'avait encore fourni aucun exemple. Certes, nous ne doutons pas du succès final des armées alliées; mais, si la fortune devait nous abandonner, la victoire allemande resterait déshonorée et flétrie dans la conscience du genre humain. On entend déjà le jugement qu'elle porte. La première protestation qui s'est élevée contre l'incendie de la cathédrale de Reims est, dit-on, celle du Pape Benoit XV : mais combien d'autres ont aussitôt suivi celle-là ! Il en est venu de toutes les parties du monde, il en vient encore tous les jours. Le mouvement continue, il n'est pas près de s'arrêter, et quand, la guerre une fois terminée, l'heure sonnera du règlement de compte définitif, le spectre de ces cités dolentes, Louvain, Reims, Senlis, demandera vengeance et justice et certainement l'obtiendra. Devant les ruines de notre cathédrale se dresse toujours la statue de Jeanne d'Arc de Paul-Dubois, l'épée haute et le regard au ciel : elle semble sortie vivante d'un autre bûcher. C'est la plus pure, la plus noble, la plus forte incarnation de la France : sa grande mémoire nous protège, elle nous sauvera.

L'état-major allemand aurait-il senti la honte qui pèse sur lui et a-t-il voulu essayer de s'en dégager? On a pu lire dans les journaux la pitoyable explication qu'il a donnée comme une excuse de son vandalisme. Ce n'est pas la première fois que cela lui arrive. Déjà, à propos de Louvain, il avait pris audacieusement la parole et aussitôt il avait menti. Le prétexte donné étaient quelques coups de fusil qui auraient été tirés par la population civile contre les soldats. Le fait a été contesté, nié. Nous avons d'ailleurs déjà dit que, quand même il serait

vrai, le sac de Louvain n'en serait pas justifié. Rien n'autorise à rendre toute une population responsable de l'imprudence de quelques-uns et parfois même d'un seul. Eh quoi ! parce qu'un coup de feu aurait été tiré contre une troupe allemande, toute une ville pourrait être détruite et sa municipalité fusillée ! On sait ce qui s'est passé à Senlis. Le maire, M. Odent, apprenant l'arrivée prochaine de l'ennemi, avait fait réunir à la mairie toutes les armes qui existaient dans la commune. Les ordres étaient formels, ils avaient été exécutés. Peut-être un fusil avait-il échappé ; qui pourrait en répondre ? Peut-être un coup de feu est-il parti d'une fenêtre : qui aurait pu l'empêcher ? Nous ne savons pas si le fait s'est produit; les Allemands le prétendent, mais on sait ce que vaut leur parole, et le cas qu'ils en font eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, cette mauvaise raison leur a suffi, là aussi, pour incendier la plus grande partie de la ville et fusiller le maire. Ils se sont servis du même argument qu'à Louvain. Mais, à supposer que l'argument repose sur une donnée exacte, encore faudrait-il savoir quelle est ici sa valeur propre.

On dit qu'en temps de guerre les armées seules ont le droit de se battre, et que la population civile a le devoir strict de ne prendre, ni de près ni de loin, aucune part aux opérations. L'histoire cependant a admiré autrefois le courage de la population d'un pays ou d'une ville qui, tout entière, a pris les armes pour chasser l'ennemi. Aujourd'hui, la population civile doit s'abstenir et on assure que la guerre en est devenue plus humaine. C'est sans doute en vertu de cette règle que des soldats allemands ont fusillé un malheureux enfant qui s'était contenté de dire : « Voilà l'ennemi ! » Il n'avait pas le droit, paraît-il, de donner aux siens cet avertissement et, puisqu'il l'avait fait, rien que la mort n'était capable d'expier un tel forfait ! Cet exemple montre qu'il y aurait quelques éclaircissemens, explications, atténuations surtout à apporter au principe absolu de l'abstention obligatoire de la population civile et quelques limites aux représailles qu'on peut exercer contre elle dans le cas où la règle serait enfreinte. Mais si cette règle impose des obligations aux uns, ne doit-elle pas aussi en imposer aux autres, en imposer à tous, aux militaires comme aux civils, et que dire d'une armée qui, après avoir interdit aux civils d'intervenir dans les opérations militaires, prend de force des femmes et des enfans et les fait marcher devant elle pour lui servir de bouclier contre les coups de l'ennemi ? Le cas s'est présenté fréquemment dans cette guerre atroce ; il a été constaté par de nombreux témoins ; il ne saurait être mis en doute. C'est là sans doute un bel

exemple de lâcheté ; mais c'est aussi une violation cynique du principe en vertu duquel les civils doivent rester en dehors de la guerre. Les Allemands interdisent qu'on y prenne part contre eux, mais ils exigent qu'on le fasse pour eux, pour les protéger, pour les couvrir de son corps et, dans un cas comme dans l'autre, si on résiste, c'est la mort. Voilà ce qu'on a vu dans un grand nombre de villes et de villages belges ou français et contre quoi le cri de l'humanité ne saurait s'élever trop haut et trop fort. Pour les Allemands, il n'y a qu'un droit, le leur, et il n'y a qu'un devoir, qui est de le servir. Qu'on soit Belge ou Français, ou Anglais, ou Russe, peu importe, le devoir est le même : quand un Allemand est en péril, tout est subordonné à l'intérêt de son salut et, comme tout le monde n'est pas disposé à plier sous l'impérieuse injonction de ce nouveau droit des gens, le peloton d'exécution est là, des milliers de cadavres en font foi. Tels sont les plus récens perfectionnemens que les Allemands ont apportés au Code de la guerre : peut-être feront-ils encore mieux à l'avenir.

Ce que nous venons d'en dire s'applique à Louvain et à Senlis : à Reims, l'état-major a donné une autre explication. Il s'est senti atteint, sans doute, par ces quelques mots si brefs, si simples, si clairs qui, dans un communiqué officiel de notre état-major à nous, disaient que l'incendie de la cathédrale ne tenait à « aucune raison militaire. » Il ne pouvait venir à l'esprit d'aucun officier, d'aucun soldat français, de se servir de la cathédrale, soit pour attaquer, soit pour se défendre ; elle était et devait rester neutre par sa nature même, et les Allemands eux-mêmes en avaient si bien eu le sentiment que, pendant qu'ils occupaient la ville, ils y avaient déposé leurs blessés. Ils semblaient croire alors que ces blessés seraient là en sécurité, et en effet ils n'y couraient aucun danger de notre part. Un drapeau d'ambulance avait été mis sur l'édifice qui, de ce fait, devenait deux fois sacré. Quelle n'a pas été la stupeur des habitans de Reims lorsqu'un jour, à n'en pouvoir douter, ils ont vu que les Allemands, sortis de la ville, dirigeaient sur la cathédrale un obus de leur artillerie lourde ! Au premier moment, ils ont hésité à y croire, mais bientôt il a fallu se rendre à l'évidence, car les obus se multipliaient. On s'est empressé de retirer les malheureux blessés de leur refuge : le feu prenait déjà à la paille sur laquelle ils étaient couchés. Plusieurs des religieuses qui les transportaient ailleurs ont été blessées. Comment expliquer cet acte monstrueux? L'état-major allemand a prétendu que les tours de la cathédrale avaient servi à un but militaire, qu'on y avait établi un

poste d'observation. Dès qu'il en a eu connaissance, le général Joffre a protesté hautement contre cette assertion : et le général Joffre n'a jamais menti. A aucun moment, la cathédrale de Reims n'a, de notre chef, été mêlée à la guerre. Nous ne l'avons pas exposée par notre imprudence aux coups de l'ennemi. Elle est restée pour nous une ambulance, elle n'avait jamais été une forteresse. Mais pour l'Allemagne, et à très juste titre, elle était le symbole de la France elle-même. C'est là que nos vieux rois étaient sacrés; c'est là que l'a été Charles VII, conduit par Jeanne d'Arc, qui portait son étendard comme un labarum; les événemens principaux de notre histoire ont eu un retentissement particulièrement sonore sous les voûtes élancées de l'admirable édifice : voilà pourquoi il a été condamné. Ces grands souvenirs, l'Allemagne ne pouvait pas les supprimer avec ses canons, mais elle a voulu les insulter, et c'est contre leur représentation matérielle que sa fureur s'est acharnée.

Nous avons tort de qualifier cette représentation de matérielle : ceux qui ont vu la cathédrale de Reims trouveront l'expression inexacte, tant, dans ce noble monument, tout était expressif, vivant et parlant. Les pierres vivent et parlent en effet, quand plusieurs générations y ont mis leur âme, et cette voix qui sortait des vieilles pierres, les Allemands, qui l'entendaient comme nous, ont voulu l'étouffer. Ils se disent chrétiens, et la sainteté de l'édifice ne les a pas arrêtés. L'empereur Guillaume invoque familièrement « son vieux Dieu » qu'il a l'air d'avoir en poche et qu'il en sort à tout propos pour le faire figurer dans les homélies qu'il adresse à son peuple, et il ne paraît pas se douter que c'est le même Dieu qu'on adore dans toutes les églises de la chrétienté. Quelle que soit sa religion, sa haine est la plus forte, on vient bien de le voir. Mais ces souvenirs qui sont si grands pour nous, ces sentimens divers qui agitent si fortement en sens opposés l'âme française et l'âme allemande pourraient être moins sensibles au reste du monde, si la cathédrale de Reims n'avait pas été, par surcroît, un des chefs-d'œuvre de l'art, un des produits les plus achevés de la civilisation médiévale. A ce titre, elle n'était pas moins précieuse pour les artistes du monde entier que pour les fidèles d'une religion ou d'une patrie spéciale. Il y avait en elle quelque chose d'auguste qui l'élevait au-dessus des passions de la terre. On devait croire que les siècles qu'elle avait traversés et qui y avaient laissé leur empreinte seraient pour elle une sauvegarde. C'était compter sans la culture germanique! En quelques heures la cathédrale de Reims n'a plus été qu'une ruine, et cette ruine, soit

qu'on la laisse telle quelle, soit qu'on essaye de la relever, ce qu'on ne pourra faire que bien imparfaitement, sera à travers les âges le témoin de ce qu'a été, au commencement du xx[e] siècle, le grossier appétit de vengeance de l'Allemagne et sa barbarie attardée.

Nous ne savons pas quelle sera la fin des hostilités, à quel moment elle se produira, ni dans quelles conditions; la victoire des trois alliés n'est pas douteuse, mais elle coûtera cher aux vainqueurs eux-mêmes en attendant les réparations de l'avenir, et il aurait été désirable qu'après les cruels déchiremens de l'heure présente, le mot de paix pût être prononcé avec vérité. Malheureusement, le caractère que l'Allemagne a donné à la guerre ne permettra pas à la génération actuelle, tout en écrivant le mot de paix dans un traité, sur « un chiffon de papier, » comme on dit à Berlin, d'en avoir le sentiment dans le cœur. Après avoir rendu la guerre inévitable, l'Allemagne l'aura rendue inexpiable. On en a vu autrefois qui laissaient aux deux belligérans un sentiment d'estime réciproque favorable aux rapprochemens futurs; mais ici, rien de semblable. Chaque jour apporte un trait nouveau qui ajoute à l'horreur des anciens. Le dernier est la violation de la sépulture de la famille Poincaré à Nubécourt : des soldats allemands ont ouvert le caveau pour y jeter les cadavres de quelques-uns des leurs. Une pareille invention ne peut venir qu'à une imagination allemande : elle est ignoble et abjecte et, en dehors de l'Allemagne, ne peut inspirer que le dégoût. Ce sont là des choses que nous ne pourrons jamais oublier. Et quand nous disons « nous, » ce pluriel comprend la Belgique, l'Angleterre et la Russie et toutes les nations qui se respectent. Par tant d'infamies qui y ont été accumulées, cette guerre est devenue dès le premier moment une guerre d'extermination. Les Allemands l'avaient d'ailleurs annoncé avant même qu'elle fût ouverte : ils ne parlaient que de saigner la France à blanc et de l'anéantir pour plusieurs siècles. Ce qu'ils ont voulu que la guerre fût, elle l'est donc : si nous sommes vainqueurs, l'Allemagne sera mise pour longtemps dans l'impossibilité de nuire.

Les ministres anglais le disent très haut, avec cette franchise sans réticences qui leur est habituelle et ils expriment en cela l'opinion, la résolution de leurs alliés. Divers indices ont donné à croire que, si cette résolution a été quelque part ébranlée, ce n'est pas de notre côté, mais de celui de l'Allemagne. La coalition formidable qui se dresse contre elle ne laisse pas de l'inquiéter très sérieusement, très gravement même, et elle s'est demandé si elle ne pourrait pas diviser ses adversaires, obtenir le désistement de l'un d'entre eux,

afin de poursuivre à meilleur compte sa lutte contre les autres. La tentative ayant échoué, a été naturellement désavouée et démentie; mais le fait qu'elle se soit produite n'est pas contestable : il y en a eu même deux, l'une auprès du gouvernement belge, l'autre auprès du gouvernement américain. Nous avons le regret de dire que la première s'est faite par l'intermédiaire d'un homme d'État belge important, M. Woeste, ministre d'État et l'un des principaux chefs du parti catholique, aujourd'hui et depuis si longtemps au pouvoir. M. Woeste n'a d'ailleurs pas été, dans ces derniers temps, toujours d'accord avec son parti, ni même avec le sentiment national: il s'est opposé notamment, avec opiniâtreté, aux réformes militaires qui devaient augmenter à la fois la durée du service militaire et la force de l'armée. L'honneur du gouvernement actuel et de son chef, M. de Broqueville, est d'avoir passé outre à ces résistances et on peut voir maintenant quel service ils ont par là rendu à leur pays. Quoi qu'il en soit, M. Woeste a écouté les propositions du maréchal von der Goltz, qui est aujourd'hui pour l'Allemagne, — c'est-à-dire pour peu de temps, — gouverneur de la Belgique, et s'est chargé de les transmettre en haut lieu. Il y a été mal accueilli, et l'affaire n'a pas eu de suites.

Les Allemands ne doutent de rien, lorsqu'il s'agit de leur intérêt, auquel ils croient trop aisément que tout le monde voudra bien aider : ils proposaient donc de rendre aux autorités belges l'exercice de leurs fonctions, à la condition que le libre passage serait assuré à l'armée allemande jusqu'à la frontière française. Dans ce livre sur la politique allemande dont il est rendu compte dans une autre partie de la *Revue*, l'auteur, M. de Bülow, raconte qu'il a entendu le prince de Bismarck dire un jour : « Si M. X... propose quelque chose qui soit utile pour lui, mais nuisible pour vous, ce n'est pas bête de sa part : mais c'est une stupidité de la vôtre d'y consentir. » Observation pleine de sens ! Ce n'est pas bête de la part du maréchal von der Goltz d'avoir fait au gouvernement belge la proposition que nous venons d'indiquer, mais Bismarck a dit d'avance ce qu'il aurait fallu penser de son acceptation. L'Allemagne avait cru que, lasse d'une guerre qui lui avait coûté si cher, la Belgique consentirait volontiers à liquider l'opération telle quelle : elle ne connaissait pas le caractère de cet héroïque pays. Le roi Albert, si digne de la nation sur laquelle il règne, a saisi la première occasion de manifester ses sentimens : il l'a trouvée dans la victoire récente que les armées alliées ont remportée sur la Marne. « En vous adressant mes plus chaleureuses féli-

citations, a-t-il télégraphié à M. le président de la République, je suis l'interprète de la nation belge tout entière. Nous gardons une confiance inébranlable dans le succès final de la lutte, et les cruautés abominables dont souffrent nos populations, loin de nous terroriser, comme on l'avait espéré, n'ont fait qu'accroître notre énergie et l'ardeur de nos troupes. » Après cela, l'Allemagne a pu se tenir pour instruite des sentimens de la Belgique : il ne lui aurait d'ailleurs pas fallu beaucoup de perspicacité pour l'être, même avant. L'Allemagne a mis la Belgique à sac, elle l'a couverte de ruines, de fumée et de sang, après quoi elle vient lui dire que, si elle y consent, ces brigandages ne compteront pas! De compensation, de réparation, aucune. On demande seulement à la Belgique, qui s'est couverte de gloire en défendant son territoire, de se déshonorer en le livrant pour atteindre la France, amie dont les circonstances ont fait une alliée. Et l'Allemagne trouve cela tout naturel! Éconduite du côté de la Belgique, elle s'est retournée du côté des États-Unis. Son ambassadeur à Washington a été chargé de sonder l'honnête président Wilson pour savoir s'il ne consentirait pas à jouer le rôle d'arbitre ou de médiateur entre les belligérans. M. Wilson a demandé, comme on dit aujourd'hui, des précisions, en d'autres termes les propositions que l'Allemagne serait disposée à faire. Sur ces entrefaites, l'Angleterre, la France et la Russie ont signé à Londres la Déclaration par laquelle elles s'engageaient à aller ensemble jusqu'au bout et à ne pas faire de paix séparée : tout en commun, la guerre et la paix. On a compris à Berlin, et on a répondu à M. Wilson que c'était aux alliés qu'il devait demander leurs propres propositions. M. Wilson a fort bien compris à son tour. Il a jugé que les ouvertures faites par l'Allemagne n'étaient pas sérieuses, que même elles étaient « puériles, » et il s'en est tenu là. Il est évident qu'un médiateur ou un arbitre serait aujourd'hui un personnage très inopportun entre l'Allemagne et les alliés : le moindre risque qu'il courrait serait de perdre son temps.

Nous avons, en effet, déjà dit un mot des dispositions de l'Angleterre, telles qu'on peut les induire du langage de la presse et de celui du gouvernement, et de ces deux langages, qui d'ailleurs sont identiques, l'un n'est pas beaucoup moins important que l'autre, car l'Angleterre est un pays d'opinion; c'est celle-ci vraiment qui y règne. Tous les journaux anglais sont aujourd'hui pour la guerre. Cette unanimité n'existait pas au début; mais, une fois l'Angleterre engagée, nul n'est d'avis qu'elle puisse reculer, ou atermoyer. Ceux mêmes, comme le *Daily News*, qui étaient partisans d'une politique d'entente

avec l'Allemagne, la reconnaissent désormais impossible et ne sont pas moins énergiques que les autres à conseiller une guerre à outrance. Une citation suffira ; nous l'emprunterons au *Times*, le grand journal de la Cité, qui passe avec raison pour refléter l'opinion moyenne de l'Angleterre qui travaille et fait des affaires : « Si les alliés, dit-il, parvenaient à repousser l'ennemi jusqu'au Rhin, qui est encore fort éloigné, nous sommes sûr qu'un désir de paix commencerait à se manifester à Berlin. Nous sommes également sûr que beaucoup de personnes mal inspirées, qui depuis dix ans ont trompé la nation britannique sur le but poursuivi par l'Allemagne, feraient entendre le même appel. Nous pouvons être absolument certain que, si nous consentions à traiter, nous devrions recommencer cette guerre dans cinq ans et dans des conditions bien moins favorables... C'est seulement quand la cavalerie des nations alliées passera *Unter den Linden* (*Sous les Tilleuls*, la plus belle promenade de Berlin) que la nation allemande comprendra que les rêves insensés de domination mondiale sont anéantis pour toujours. » Et c'est là le but que poursuit l'Angleterre. Elle ne veut pas avoir à recommencer cette terrible guerre et, puisque l'Allemagne, l'Allemagne seule, a pris la responsabilité de la déclarer, elle entend la pousser à ses dernières conséquences. On a tort de dire que la guerre a été voulue seulement par l'empereur, ou par la caste militaire, ou par les classes intellectuelles et dirigeantes en Allemagne : la vérité est qu'elle l'a été par le peuple tout entier. Que le peuple ait été trompé par une propagande sans scrupules, soit, mais dans l'erreur où on l'a induit, ses sentimens violens, ses ambitions jalouses et haineuses, sa présomption sans mesure se sont donné carrière. Le mensonge dont le peuple allemand a vécu est entré en lui si profondément que, pour en être extirpé, il faut une leçon de choses sur le sens de laquelle il ne soit plus possible de se faire illusion. Encore aujourd'hui, le peuple allemand est convaincu, parce qu'on ne cesse de le lui répéter, que ce sont la Russie, la France et l'Angleterre qui ont méchamment fait la guerre à l'innocente Allemagne, mais que celle-ci, grâce au Dieu domestique qui la protège, va de succès en succès sur les champs de bataille et marche glorieusement sur la trace des grands ancêtres. Cette fantasmagorie ne se dissipera-t-elle, comme le dit le *Times*, que lorsque le sabot de nos chevaux viendra frapper le sol de la promenade des Tilleuls à Berlin? Il faudra certainement une démonstration aussi claire pour que l'Allemagne croie qu'elle n'est pas la première nation de l'univers, — et par la première elle entend la maîtresse de toutes les autres.

Cet empire du monde que l'Allemagne s'adjuge, l'Angleterre entend le lui disputer le lui enlever, non pas pour l'accaparer elle-même, mais pour qu'il n'appartienne à personne, au grand profit de la liberté de tous. C'est ce que ne cesse pas de répéter M. Asquith dans ses éloquens discours et ce que dit, avec non moins de force, M. Lloyd George, si longtemps partisan d'un accord avec l'Allemagne et revenu aujourd'hui de son erreur. Mais le discours le plus important qui avait été prononcé ces derniers jours l'a été à Liverpool par M. Winston Churchill, ministre de la Marine, devant plusieurs milliers d'auditeurs, qui l'ont applaudi avec enthousiasme.

« Le temps, a-t-il dit, est aux actes et non aux paroles. Vous n'avez que faire d'être inquiets des résultats. Nos armées ont eu une bonne fortune supérieure à nos espérances. Même si la bataille qui se poursuit en ce moment devait être aussi désastreuse qu'elle semble, au contraire, devoir être favorable à nos armes, même si d'autres combats devaient nous être fatals, l'Empire britannique, s'il est résolu à continuer la lutte, finira par donner au conflit la solution qu'il estime devoir lui donner. En ce qui concerne la marine, nous ne pouvons pas combattre tant que l'ennemi reste dans ses ports, mais nous espérons bien que les choses ne continueront pas ainsi, et, si les Allemands ne sortent pas pour combattre, on ira les chercher comme des rats dans leurs trous... Depuis que je suis responsable pour la marine, j'ai eu chaque jour des preuves du système d'espionnage que l'Allemagne entretient en Angleterre. Chaque dégoûtant petit lieutenant allemand venant ici en congé, a pensé qu'il serait en faveur auprès de ses supérieurs s'il écrivait où on pouvait trouver de bonnes eaux, où il y avait une forge de maréchal-ferrant, combien un village ou une ville pouvait fournir de provisions pour un bataillon ou pour une brigade... Nous sommes entrés dans ce conflit pour aider la France, le pays le plus démocratique du monde, et pour l'empêcher d'être écrasée : aussi pour protéger la Belgique, un petit État. Les souffrances de la Belgique ne resteront pas impunies. Le pouvoir de l'Angleterre sera exercé avec patience jusqu'à ce que toutes les réparations soient obtenues. Nous avons appris que l'ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis parlait vaguement de paix, mais ce mot ne doit pas se trouver sur les lèvres de ceux qui ont envahi le territoire de leurs voisins et qui portent l'épée et l'incendie dans des provinces paisibles. Pendant que ce spectacle continue et que la fureur de leur abominable cruauté s'élève vers le ciel, ce n'est pas le moment de parler de paix. La paix ! Ah ! mais nous venons à peine de commencer ! La paix avec le peuple

allemand pourra être conclue en son temps; mais la paix avec le militarisme prussien, — pas de paix avec cette vile tyrannie, si ce n'est dans le tombeau. La paix viendra, suivant les paroles du Roi, quand les fins honorables pour lesquelles nous combattons auront été atteintes. Nous pourrons voir alors une fédération des États chrétiens des Balkans agrandis jusqu'à leurs limites nationales. Nous pourrons voir le territoire de l'Italie correspondre à la population italienne. Nous pourrons voir la France replacée dans le rang qui lui convient en Europe et dans sa juste place. Si ces résultats sont atteints, le million d'hommes que nous préparons n'aura été ni demandé ni donné vainement. »

Nous avons reproduit, en supprimant seulement les liaisons entre elles, les phrases principales de ce discours, — et on nous saura gré de l'avoir fait, — parce qu'il paraît être l'expression vraie de l'opinion anglaise en ce moment. Il ne néglige rien d'important; il dit tout, même ce qu'il faut penser de ce système d'espionnage qui est une des grandes institutions et un des fondemens de l'Allemagne contemporaine. L'Allemand excelle dans l'espionnage; il convient à son caractère, et ses officiers ne s'y appliquent pas moins que ses commis voyageurs. L'Angleterre, qui risque peu d'être envahie, y a pourtant été soumise aussi bien que nous. Ces instincts louches de l'Allemand, ces habitudes équivoques, ces pratiques où la mauvaise foi se cache sous une bonhomie apparente méritent d'être médités par ceux qui, après la guerre, parlent déjà de réconciliation. Il y aura quelques obstacles à la réalisation de ce programme. Les cendres de Reims perpétueront le souvenir de la férocité des Allemands, et leur espionnage celui de leur perfidie.

M. Winston Churchill a parlé de la grande bataille qui se poursuit en ce moment : il nous est plus difficile de le faire dans une chronique qui, pour des motifs que nous avons expliqués plusieurs fois, risque toujours de rester en deçà des événemens dans leur marche rapide. Il y a quinze jours, au moment où nous écrivions, nous n'avons pas pu annoncer la victoire que nous remportions sur la Marne et qui était déjà un fait acquis au moment où nous paraissions. La victoire! Combien ce mot a résonné heureusement à nos oreilles! Il y a si longtemps que nous ne l'avions pas entendu! Le général Joffre, qui a donné tant de preuves de modestie, ne pouvait l'avoir prononcé qu'à bon escient. L'armée allemande avait, en effet, reculé devant la nôtre, et notre chaude reconnaissance allait à nos vaillans soldats et aux généraux qui les avaient bien conduits. Nos espérances se réalisaient

enfin, et le monde, que le bluff allemand avait si longtemps fasciné, pouvait constater que l'Allemagne n'était pas invincible. Mais nous n'avions pas l'illusion de croire qu'elle était déjà vaincue : de grands efforts nous restaient à faire.

Il semble que les Allemands avaient eux-mêmes prévu leur défaite, et, en tout cas, ils l'avaient regardée comme possible, puisqu'ils avaient préparé sur l'Aisne une seconde ligne de défense où ils se sont réfugiés à la hâte et ont pris tout de suite position. Cette position est très forte. Ce n'est pas une bataille ordinaire que nous avons eu à leur livrer, mais un siège que nous avons eu à entamer contre des retranchemens scientifiquement construits, et qu'on songe à ce que peut être un siège sur un front qui s'étend depuis l'Oise jusqu'à la Meuse ! Comme l'ennemi est ravitaillé par ses derrières, la lutte menaçait de durer longtemps, lorsque nous avons entamé le mouvement débordant qui se poursuit aujourd'hui, et dont le caractère est assez évident pour n'avoir pas besoin de commentaire. Les Allemands ont fait des sorties nombreuses, tantôt sur un point, tantôt sur un autre : ils ont été toujours repoussés jusqu'à la Meuse, et c'est seulement au delà, dans la Woëvre, que nous avons perdu un peu de terrain. Mais nous en avons gagné beaucoup plus à notre gauche, et nous en gagnons encore tous les jours : les dernières nouvelles parlent des « progrès sensibles » que nous avons faits sur ce point où est le nœud de la bataille et sur tout le front où les Allemands se sont livrés sans succès à des attaques d'une violence inouïe. Il semble qu'ils soient sur le point de fléchir. Nous n'en dirons pas davantage. La presse française a pris le sage parti de se taire sur les opérations militaires, et ce n'est pas nous qui manquerons à cette loi du silence ; elle laisse la responsabilité à ceux qui en ont la charge ; et elle est de plus une marque de la confiance qu'ils nous inspirent. Nous constatons toutefois que les Anglais ne voient pas d'inconvénient à parler plus que nous ne le faisons nous-mêmes et que nous apprenons par les rapports du général French, avec quelque retard, ce que le général Joffre a préféré ne pas nous dire. Ils ont sans doute raison tous les deux : chaque pays a son caractère.

A l'Est de l'Europe, nos alliés les Russes continuent d'avoir des succès marqués contre l'Autriche en Galicie. Ils ont été, à la vérité, un peu moins heureux jusqu'ici contre les Allemands, mais il n'y a pas lieu de se préoccuper beaucoup des quelques échecs qui ont ralenti leur marche, non seulement parce qu'ils les ont en grande partie réparés et continueront de le faire, mais parce que ce n'est

pas de ce côté qu'ils devaient aujourd'hui porter leur principal effort. Notre imagination va vite, elle supprime les obstacles : nous avons entendu, dès le commencement de la guerre, calculer d'une manière un peu fantaisiste à quel moment les Russes ne pouvaient manquer d'arriver à Berlin. On n'avait pas fait entrer dans ces calculs l'obligation où ils étaient, avant de marcher vers l'Ouest, de se débarrasser de l'armée autrichienne, qui était très nombreuse sur leur flanc gauche, tandis qu'ils avaient une armée allemande à leur droite et devant eux. Les grandes batailles ont été livrées jusqu'à ce jour à l'armée autrichienne : elles se sont constamment terminées par la victoire russe. Au Sud, sur le Danube, l'admirable armée serbe a maintenu devant elle une autre armée autrichienne et n'a pas cessé de la battre. Le moment viendra sans doute bientôt où la Russie, définitivement victorieuse de l'Autriche, réunira toutes ses forces contre l'ennemi principal, qui est l'Allemagne, et nous espérons bien qu'à ce moment, ils seront aussi vainqueurs de ce côté. Ils sont déjà tout près de Cracovie, qui leur ouvre le chemin de la Silésie. Cette guerre, comme celle que nous soutenons nous-mêmes, est poursuivie méthodiquement. Le temps d'ailleurs favorise les alliés. Les Anglais avouent qu'ils ne s'étaient pas préparés à la guerre continentale et qu'il leur faut encore quelque temps pour y disposer de toutes leurs forces. Ils annoncent, on l'a vu, qu'ils y enverront une armée d'un million d'hommes. Cet énorme contingent viendra grossir le nôtre, qui n'est pas encore non plus tout à fait au complet : mais nos ressources ne sont pas épuisées. Quant à la Russie, elle peut augmenter presque indéfiniment le chiffre de ses soldats. Il n'en est certainement pas de même de l'Allemagne : elle a mis dès le premier jour en ligne la totalité de ses forces valides et elle est réduite dès maintenant à appeler sous les drapeaux les enfans et les vieillards. Le temps nous renforce et il l'épuise.

Cette lutte gigantesque se poursuit de part et d'autre avec un acharnement qu'expliquent les conditions dans lesquelles elle est engagée et les fins qu'elle vise : c'est un duel à mort.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

